

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Textes d'intérêt général	Documents administratifs	D É B A T S		Documents		Conseil économique et social
						Assemblée nationale	Sénat	Assemblée nationale	Sénat	Avis et Rapports
	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN			UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
C. C. P. : 9063.13, Paris				UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	
Métropole et Outre-mer	18 NF	35 NF	65 NF	40 NF	9 NF	22 NF	16 NF	30 NF	30 NF	8 NF
Etranger.	27 NF	53 NF	100 NF	55 NF	12 NF	40 NF	24 NF	40 NF	40 NF	12 NF

L'édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, Paris (15^e). — Tél. : FON 51-00

* Les textes qui, dans le sommaire, sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux du format in-8° carré.

En vente :

PERSONNEL COMMUNAL

Indemnités pour travaux pénibles, dangereux,
insalubres ou salissants.

(Arrêté du 27 juin 1962,
publié au Journal officiel du 10 juillet 1962.)

N° 62-115. Prix : 0,15 NF.

(Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. 9063-13 Paris] à Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris [15^e].)

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 62-823 du 21 juillet 1962 modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense (p. 7227).

Loi n° 62-824 du 21 juillet 1962 complétant l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, modifiée par la loi du 25 février 1943 (p. 7228).

(1 f.)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décrets portant promotions, nominations et rectificatif (p. 7228).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret conférant l'honorariat (administrateurs des affaires d'outre-mer) (p. 7229).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, prises en application de la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 (p. 7230).

Décrets portant nominations et modification de situation administrative (magistrature) (p. 7230).

Décret conférant l'honorariat (greffiers) (p. 7231).

Arrêté du 20 juin 1962 instituant une commission chargée de procéder à la reconstitution d'actes de l'état civil et modifiant l'arrêté du 12 février 1947 et les arrêtés subséquents fixant la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel (p. 7231).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat d'Etat aux rapatriés.

Arrêtés portant délégations de signature (p. 7229).

MINISTERE DES ARMEES

Décret du 18 juillet 1962 portant concession de la médaille militaire (p. 7234).

Décrets portant promotions et nominations (armées de terre et de l'air, active et réserve) (p. 7234).

Arrêté du 11 juillet 1962 portant création d'une régie d'avances (p. 7245).

Arrêté du 12 juillet 1962 portant affectation au ministère des armées de locaux situés à Paris (17^e) (p. 7246).

Arrêté portant ouverture d'un concours pour le recrutement de techniciens d'études et de fabrications du corps des travaux spéciaux du service de l'intendance et du service de santé (rectificatif) (p. 7246).

Arrêtés et décisions portant nominations, titularisation, admissions dans les cadres, mise en disponibilité et rectificatif :

Armée de terre (active) (p. 7246).

Armée de l'air (active) (p. 7246).

Gendarmerie nationale (p. 7246).

Régisseurs d'avances (p. 7246).

Services extérieurs (p. 7246).

Service de santé (p. 7246).

Liste d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale en 1962 (p. 7247).

Tableau d'avancement pour 1962 (armée de mer, réserve) (p. 7247).

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décrets portant réintégration, mutation et admission à la retraite (administration centrale des finances et services extérieurs du Trésor) (p. 7250).

Arrêtés du 17 juillet 1962 portant transfert de crédits (p. 7250).

Arrêtés portant nomination et mise en disponibilité (caisse de crédit municipal de Paris et institut national de la statistique et des études économiques) (p. 7251).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Liste d'admissibilité au concours de 1962 pour l'entrée à l'école normale supérieure et pour les bourses de licence (rectificatif) (p. 7233).

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret portant nomination du vice-président du conseil d'administration de la Régie autonome des transports parisiens (p. 7251).

Décret portant nomination (administration centrale) (p. 7251).

Arrêté du 18 avril 1962 relatif aux limites d'âge des titulaires des brevets de pilote ou de navigateur des corps techniques de la navigation aérienne (p. 7251).

Arrêté du 6 juillet 1962 relatif à une régie d'avances (p. 7251).

Arrêté du 11 juillet 1962 portant réglementation provisoire de la circulation sur l'autoroute de sortie Est de Marseille (p. 7251).

Arrêté du 11 juillet 1962 relatif aux travaux d'aménagement, de déviation, d'élargissement ou de rectification de routes nationales (déclarations d'utilité publique) (p. 7252).

Arrêté du 13 juillet 1962 relatif à la composition du parc de la batellerie (p. 7252).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Arrêté du 13 juillet 1962 autorisant le Gaz de France à participer au capital d'une société foncière (p. 7253).

Arrêtés du 16 juillet 1962 accordant des permis d'exploitation de mines de bauxite (p. 7253).

Arrêtés portant détachements (mines et service des carburants) (p. 7256).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 62-826 du 21 juillet 1962 relatif à l'organisation du marché du vin (p. 7257).

Décret n° 62-827 du 21 juillet 1962 réglementant l'importation de certains produits avicoles (p. 7259).

Décret n° 62-828 du 21 juillet 1962 portant modification du taux de la subvention « Encouragement à l'emploi des amendements calcaires » dans les zones d'action rurale des départements bretons (p. 7259).

Arrêté du 21 juillet 1962 déterminant les normes auxquelles doit satisfaire les abattoirs publics agréés pour l'exportation (p. 7259).

Arrêté du 21 juillet 1962 déterminant les conditions de l'inspection sanitaire des animaux avant et après l'abattage dans les abattoirs publics agréés pour l'exportation (p. 7261).

Arrêtés portant promotion, attribution et cessation de fonctions (génie rural et répression des fraudes) (p. 7262).

Liste des candidats admis à l'emploi d'ingénieur stagiaire des travaux agricoles (p. 7262).

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 62-829 du 21 juillet 1962 portant majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique (p. 7262).

Arrêté du 13 juillet 1962 portant application du régime de la sécurité sociale dans les mines au personnel de la mission de recherches du commissariat à l'énergie atomique dite Mission du Limousin (p. 7263).

Arrêtés du 13 juillet 1962 autorisant le fonctionnement et approuvant des modifications aux statuts de caisses de retraites et institutions de prévoyance (p. 7263).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Arrêtés portant nominations (hôpitaux psychiatriques) (p. 7256).

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION

Décret n° 62-830 du 20 juillet 1962 rendant applicables dans certaines communes les dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée (p. 7263).

Arrêté du 12 juillet 1962 ordonnant la révision d'un projet de reconstruction et d'aménagement (p. 7264).

Arrêté relatif à des associations syndicales de reconstruction (p. 7264).

Arrêté portant dissolution d'associations syndicales de reconstruction (p. 7264).

Arrêtés portant intégrations, réintégration, détachement et admissions à la retraite (administration centrale et services extérieurs) (p. 7264).

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décret n° 62-273 portant révision du code des postes, télégraphes et téléphones (1^{re} partie : législative) (rectificatif) (p. 7265).

Arrêté du 11 juillet 1962 portant affectation définitive au ministère des postes et télécommunications d'une parcelle de terrain située au camp de la Cépière, à Toulouse (Haute-Garonne) (p. 7265).

Arrêtés portant mutation, réintégration et admissions à la retraite (services extérieurs) (p. 7265).

Naturalisations et réintégrations (p. 7265).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Documents parlementaires mis en distribution. — Convocation de la conférence des présidents. — Réunion de commissions (p. 7272).

Sénat. — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de la conférence des présidents. — Réunion de commissions (p. 7273).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Premier ministre.

Avis de concours pour le recrutement d'un calculateur stagiaire au commissariat général du plan d'équipement et de la productivité (p. 7274).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis aux importateurs notifiant la valeur d'un terme concernant les droits de douane d'importation spécifiques applicables aux cafés torréfiés (p. 7274).

Sociétés étrangères : Avis de réabonnement à la retenue à la source sur le revenu des capitaux mobiliers (p. 7274).

Ministère de l'agriculture.

Avis relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement d'aides techniques dans les écoles nationales vétérinaires (rectificatif) (p. 7274).

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance de postes de médecin adjoint (sanatoriums publics) (p. 7274).

Situation de la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (mars et avril 1962) (p. 7275).

Annonces (p. 7276).

LOIS

LOI n° 62-823 du 21 juillet 1962 modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}.

L'article 25 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 est complété comme suit :

« Les assujettis au service national sont soumis, dans les conditions qui sont fixées par décret, à des obligations de recensement et de déclaration concernant leur état civil, leur domicile ou résidence et leur situation professionnelle.

« Les employeurs sont tenus dans les mêmes conditions de certifier l'exactitude de la déclaration concernant la situation professionnelle. Ils sont également tenus de notifier à leur personnel la décision plaçant leur établissement sous le régime de l'affectation collective de défense en vue de l'application de l'article 35 de la présente ordonnance. »

Loi n° 62-823

TRAVAUX PRÉPARATOIRES (4)

Sénat :

Projet de loi n° 190 (1961-1962) ;

Rapport de M. Brajeux, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 219 (1961-1962) ;

Discussion et adoption le 14 juin 1962.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat (n° 4769) ;

Rapport de M. Van Haecke, au nom de la commission de la défense nationale (n° 1820) ;

Discussion et adoption le 12 juillet 1962.

Article 2.

L'article 29 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 est complété comme suit :

« 3° Certains personnels, volontaires ou désignés en fonction de la situation civile qu'ils occupent et de leurs capacités professionnelles peuvent, pour la constitution des corps spéciaux et des cadres d'assimilés spéciaux, être affectés à des emplois dont la liste est fixée par décret. Dans ces emplois, ils sont à tous points de vue considérés comme militaires. Leur affectation est prononcée par le ministre des armées ou par l'autorité militaire déléguée en accord avec le ministre dont relève leur emploi habituel ou avec l'autorité déléguée. Ils reçoivent des grades d'assimilation spéciale en rapport avec les emplois qu'ils sont appelés à remplir. Les décrets constitutifs des corps spéciaux ou relatifs aux cadres d'assimilés spéciaux précisent les conditions d'âge dans lesquelles lesdits personnels peuvent être affectés et maintenus dans ces emplois. »

Article 3.

Les dispositions de l'article 41 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 41. — Les services accomplis au titre du service de défense sont décomptés comme services militaires lorsqu'ils sont accomplis :

« Soit au titre des obligations d'activité.

« Soit dans les corps de défense.

« Soit dans certains emplois de défense définis par décret pris sur le rapport du ministre intéressé, du ministre des armées et du ministre des finances et des affaires économiques. »

Article 4.

Il est ajouté à l'ordonnance du 7 janvier 1959 un article 41 bis ainsi conçu :

« Art. 41 bis. — Les modalités d'application du présent titre concernant l'affectation dans le service de défense et le statut de défense sont déterminées par règlement d'administration publique. »

Article 5.

Le deuxième alinéa de l'article 43 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La réquisition peut s'appliquer au personnel féminin dans les mêmes conditions et sous les mêmes pénalités que pour le personnel masculin.

« Toutefois, dans les cas visés aux articles 2 et 6 ne pourront être soumises à réquisition individuelle ni les femmes enceintes ni les femmes ayant effectivement en garde de façon non professionnelle soit un ou plusieurs enfants d'âge au plus égal à la limite supérieure de l'obligation scolaire, soit une ou plusieurs personnes âgées de plus de soixante-dix ans ou atteintes d'une incapacité nécessitant une assistance permanente.

« En tout temps, les personnels féminins susceptibles d'occuper des postes nécessaires à la défense, dont la liste est fixée par décret sur le rapport des ministres responsables, sont soumis aux obligations de recensement et de déclaration concernant leur état civil, leur domicile ou résidence et leur situation professionnelle et familiale.

« L'autorité requérante notifie à ces personnels, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'emploi qui leur est attribué et la conduite à tenir dans les éventualités prévues aux articles 2 et 6. Ces personnels sont tenus d'en accuser réception et de faire part de tout changement de résidence.

« Pour leur préparation à leur emploi, ces personnels peuvent être astreints à des périodes d'instruction dont la durée ne peut excéder trois jours par an.

« Les dispositions de l'article 18 de la loi du 11 juillet 1938 sont applicables au personnel féminin visé au présent article, volontaire pour servir dans les cas prévus aux articles 2 et 6. Les dispositions des trois alinéas qui précèdent s'appliquent à ce personnel. »

Article 6.

Jusqu'à la mise en vigueur des textes prévus par l'article 27 modifié de l'ordonnance du 7 janvier 1959, le Gouvernement est autorisé à réduire progressivement, par décret en conseil

des ministres et jusqu'à la limite fixée par l'article 29 de l'ordonnance susvisée, la durée totale du service militaire fixée à l'article 2 de la loi du 31 mars 1928.

Article 7.

Les dispositions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 cesseront d'être applicables en ce qui concerne les affectés spéciaux n'appartenant pas aux corps spéciaux ou aux cadres d'assimilés spéciaux à la date d'entrée en vigueur du décret portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions du titre V de l'ordonnance du 7 janvier 1959 concernant l'affectation dans le service de défense et le statut de défense.

Seront abrogés à la même date le décret du 20 mai 1940 portant statut des affectés spéciaux autres que ceux appartenant à des corps spéciaux et le deuxième alinéa de l'article 33 de l'ordonnance du 7 janvier 1959.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

LOI n° 62-824 du 21 juillet 1962 complétant l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, modifiée par la loi du 25 février 1943 (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le 3^e du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913, modifiée par la loi du 25 février 1943, est ainsi complété :

« A titre exceptionnel, ce périmètre peut être étendu à plus de 500 mètres. Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la commission supérieure des monuments historiques, déterminera les monuments auxquels s'applique cette extension et délimitera le périmètre de protection propre à chacun d'eux ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,
ANDRÉ MALRAUX.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER.

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY.

Le ministre de la construction,
JACQUES MAZIOL.

Loi n° 62-824 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (4)

Sénat :

Projet de loi n° 365 (1960-1961) ;
Rapport de M. de Maupéou, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 42 (1961-1962) ;
Discussion et adoption le 22 mai 1962.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1732) ;
Rapport de M. Mainguy, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 1779) ;
Adoption, sans débat, le 12 juillet 1962.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Ministère des armées.

Par décret du Président de la République en date du 18 juillet 1962, rendu sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées, le conseil de l'ordre entendu, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade de chevalier.

A titre posthume.

Mercier (Maurice-Fernand-Jules), capitaine, 71^e bataillon de transmissions. Cette nomination ne comporte pas l'attribution de la Croix de la valeur militaire.

Par décret du Président de la République en date du 18 juillet 1962, rendu sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées, le conseil de l'ordre entendu, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent :

Au grade de chevalier.

A titre posthume.

Zen (Marius-Joseph), maréchal des logis chef, centre d'instruction de l'arme blindée et de la cavalerie, mle 51/880/15656.

Régularisations.

Abadie (Emile-Lucien-François), adjudant-chef, 262^e compagnie de circulation routière, mle 46/650/05940.

Benarfa Ammar, maréchal des logis chef, 6^e régiment de spahis, mle 44/930/00484.

Bernard (François-Raymond-Pierre), sous-lieutenant, service des affaires algériennes.

Bourdoiseau (Jean-Jacques), sous-lieutenant, 156^e régiment d'infanterie, régiment de Corée.

Bouyahi Mohamed, adjudant, 1^{er} bataillon de tirailleurs, mle 46/910/03421.

Brunet (Robert-Alphonse), sergent-chef, 2^e bataillon de zouaves, mle 50/170/14630.

Chenu (Robert-Marie-Alain), capitaine, 5^e régiment de spahis.

Courtois (Yves-Marie), capitaine, 9^e régiment de chasseurs parachutistes.

Deleuze (Georges-Armand-Félix), capitaine, service des affaires algériennes.

Dupuy (Hubert-Joseph-André), adjudant-chef, état-major de la zone Nord constantinoise et la 14^e division d'infanterie, mle 46/240/05925.

Edmond (Paul-Alfred), capitaine, 5/10^e régiment d'artillerie de marine.

Fernandez (Joachim), adjudant-chef, 1/3^e régiment d'infanterie alpine, classe 1935, mle 314, recrutement d'Oran.

Fourre (Michel-Alain), lieutenant, 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine.

Fourteau (Maurice-Edmond), lieutenant, 4^e compagnie de poste militaire.

De Francolini (Gérard-Marie-Antoine-Gaston), lieutenant, 51^e régiment d'infanterie.

Fristel (Eugène-Alexandre), sous-lieutenant, service des affaires algériennes.

Guerroudj Kouider, sergent-chef, 15^e bataillon de tirailleurs, mle 47/930/39734.

Metivet (Roger-Bernard), lieutenant, entrepôt régional de munitions de Marengo.

Perez (Raymond-Charles-Edouard), lieutenant, 1/404^e régiment d'artillerie antiaérienne, détaché au groupe d'aviation légère de l'armée de terre n° 3.

Pesini (Claude-Gabriel), sous-lieutenant, service des affaires algériennes.

Ypiok (Kbuor), soldat de 2^e classe, 1/23^e régiment d'infanterie de marine, mle 54/470/00109.

Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de la valeur militaire avec palme.

Par décret du Président de la République en date du 18 juillet 1962, rendu sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées, le conseil de l'ordre entendu, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent :

Au grade de chevalier.

A titre posthume.

Régularisations.

Bernard (Emile-René-Gilles-Louis), adjudant-chef, 13^e demi-brigade de légion étrangère, mle 41/350/02583.

Bougues (Jean-Frédéric-Michel), lieutenant, 3/57^e régiment d'infanterie.

Genouville (André-Paul), sous-lieutenant, 152^e bataillon de transmissions.

Gissinger (Yves-Auguste-Joseph), lieutenant, 151^e régiment d'infanterie motorisée.

Magnouloux (Alexandre-Pierre), sous-lieutenant, 973^e compagnie d'électromécaniciens.

Ces nominations ne comportent pas l'attribution de la Croix de la valeur militaire.

Par décret du Président de la République en date du 18 juillet 1962, pris sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées :

Sont promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade de commandeur.

De Joybert (Marc-François-Marie), capitaine de vaisseau. Officier de la Légion d'honneur du 11 novembre 1954. Trois fois cité.

Richard (François-Marie), capitaine de corvette. Officier de la Légion d'honneur du 7 février 1958. Quatre fois cité.

Au grade d'officier.

Boussouf (Pierre-Marie), officier de 2^e classe des équipages de la flotte. Chevalier de la Légion d'honneur du 25 mars 1954. Deux fois cité.

Havrileck (Gérard-Robert-Louis), lieutenant de vaisseau. Chevalier de la Légion d'honneur du 20 novembre 1954. Cinq fois cité.

Taro (René-Charles-Marie), capitaine de corvette. Chevalier de la Légion d'honneur du 24 octobre 1952. Quatre fois cité.

Sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

Au grade de chevalier.

Domenjod (Alain-Paul-Edmond), enseigne de vaisseau de 1^{re} classe. Quatre fois cité.

Hamel de Monchenault (Guy-Georges), lieutenant de vaisseau. Trois fois cité.

Laroche (Jean-Henry), lieutenant de vaisseau. Quatre fois cité.

Pellé (Henri-André), lieutenant de vaisseau. Trois fois cité.

Robin (André-Pierre-Marie), lieutenant de vaisseau. Quatre fois cité.

Vidal de La Blache (Philippe-Jacques-André), lieutenant de vaisseau. Quatre fois cité.

Brehier (Louis-François), maître fusilier C. S., mle 0250.559. Médaille militaire du 16 juin 1956. Quatre fois cité.

Casa (Lucien-Prosper-Théodore), premier maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0551.3216. Médaille militaire du 11 novembre 1958. Quatre fois cité.

Connan (Robert-Pierre-Marie), maître mécanicien de bord d'aéronautique, mle 0245.1167. Médaille militaire du 11 novembre 1954. Trois fois cité.

Filiol (Roger-Albert), maître radio de bord d'aéronautique, mle 0546.4235. Médaille militaire du 30 juin 1956. Trois fois cité.

Gauthier (Pierre-Gaston-René), maître mécanicien de bord d'aéronautique, mle 0549.6151. Médaille militaire du 11 novembre 1957. Quatre fois cité.

Hicher (Jean-Jacques), second maître fusilier, mle 0245.2982. Médaille militaire du 11 novembre 1959. Quatre fois cité.

Inaud (Gaëtan-Emile), maître principal pilote de l'aéronautique navale, mle 0245.8985. Médaille militaire du 30 juin 1957. Quatre fois cité.

Lafforgue (Pierre), premier maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0552.1449. Médaille militaire du 8 mai 1959. Quatre fois cité.

Lambert (Louis-Simon), premier maître radio de bord d'aéronautique, mle 0545.4977. Médaille militaire du 11 novembre 1955. Trois fois cité.

Laurent (Ernest), premier maître fusilier C. S., mle 0542.419. Médaille militaire du 28 décembre 1954. Trois fois cité.

Poey d'Avant (François), premier maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0551.14363. Médaille militaire du 8 mai 1960. Quatre fois cité.

Prime (Jean), maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0552.2508.

Médaille militaire du 8 mai 1959. Quatre fois cité.

Rougier (Pierre), maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0552.1139.

Médaille militaire du 8 mai 1959. Quatre fois cité.

Sacksteder (Claude), premier maître pilote de l'aéronautique navale, mle 0552.1143. Médaille militaire du 8 mai 1959. Quatre fois cité.

Schlesinger (Charles), premier maître mécanicien de bord d'aéronautique, mle 0649.698. Médaille militaire du 8 mai 1960. Quatre fois cité.

Ces promotions et nominations ne comportent pas l'attribution de la Croix de la valeur militaire et prennent effet, pour la prise de rang, de la date de signature du présent décret.

Par décret en date du 18 juillet 1962, rendu sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 27 juin 1962 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à titre posthume au sous-officier désigné ci-après :

ARMÉE DE L'AIR

Fairise (Robert-Marie-Camille), sergent-chef. Cette nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur comporte l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 juillet 1962 : Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information, page 6910, 1^{re} colonne, 46^e ligne, au lieu de : « Mme Henriette Iviquel », lire : « Mme Henriette Yviquel ».

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret du 18 juillet 1962 conférant l'honorariat de son grade à un administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer en retraite.

Par décret en date du 18 juillet 1962, l'honorariat de son grade est conféré à M. Herse (Pierre), administrateur en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer en retraite.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

SECRETARIAT D'ETAT AUX RAPATRIES

Délégations de signature.

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu les décrets des 14 et 15 avril 1962 portant nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 62-55 du 18 janvier 1962 relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux rapatriés ;

Vu le décret du 22 janvier 1962 portant nomination des directeurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux rapatriés,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Délégation permanente est donnée à M. Morice (Raymond), directeur de l'administration générale et de l'accueil, pour signer, au nom du secrétaire d'Etat aux rapatriés, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets et arrêtés de caractère général, dans les limites des attributions fixées par l'article 3 du décret du 18 janvier 1962.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 1962.

ROBERT BOULIN.

Le secrétaire d'Etat aux rapatriés,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu les décrets des 14 et 15 avril 1962 portant nomination du Premier ministre et des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 62-55 du 18 janvier 1962 relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux rapatriés ;

Vu le décret du 22 janvier 1962 portant nomination des directeurs à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux rapatriés,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Délégation permanente est donnée à M. Mellac (Christian), directeur des affaires économiques et sociales, pour signer, au nom du secrétaire d'Etat aux rapatriés, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets et arrêtés de caractère général, dans les limites des attributions fixées par l'article 4 du décret du 18 janvier 1962.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 1962.

ROBERT BOULIN.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 relative à certaines dispositions concernant la nationalité française, prises en application de la loi n° 62-421 du 13 avril 1962.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du ministre de l'intérieur, du ministre de la santé publique et de la population et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 concernant les accords à établir et les mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ;

Vu l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 modifiée portant code de la nationalité française ;

Le Conseil d'Etat (commission permanente) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Art. 1^{er}. — Les Français de statut civil de droit commun domiciliés en Algérie à la date de l'annonce officielle des résultats du scrutin d'autodétermination conservent la nationalité française quelle que soit leur situation au regard de la nationalité algérienne.

Art. 2. — Les personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie ainsi que leurs enfants peuvent, en France, se faire reconnaître la nationalité française selon les dispositions du titre VII du code de la nationalité française.

A compter du 1^{er} janvier 1963, ces personnes ne pourront établir leur nationalité française que dans les conditions prévues à l'article 156 dudit code.

Art. 3. — Les dispositions des articles 104 à 108 du code de la nationalité sont applicables aux personnes visées à l'article 2 de la présente ordonnance.

Pendant un délai de trois ans à compter de la publication de la présente ordonnance, l'enregistrement prévu à l'article 104 pourra être ajourné. L'ajournement interrompt le délai de six mois prévu à l'article 107 du code.

Art. 4. — La nationalité française des personnes visées à l'article 1^{er} nées en Algérie avant la publication de la présente ordonnance sera tenue pour établie, dans les conditions de l'article 143 du code de la nationalité française, si elles ont joui de façon constante de la possession d'état de Français.

Art. 5. — Un décret en Conseil d'Etat déterminera, en tant que de besoin, les formalités de la procédure de reconnaissance prévue à l'article 2 ci-dessus. Cette procédure ne donnera lieu à la perception d'aucun droit ou taxe.

Art. 6. — Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre de l'intérieur, le ministre de la santé publique et de la population et le ministre des finances et des affaires écono-

miques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

GEORGES POMPIDOU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER.

Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,
LOUIS JOXE.

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de la santé publique et de la population,
RAYMOND MARCELLIN.

Décrets du 21 juillet 1962 portant nomination et modification de situation administrative de magistrats.

Par décret en date du 21 juillet 1962, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature,

Sont nommés :

Président de chambre à la cour d'appel d'Orléans : M. Cochet, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens, en remplacement de M. Maynier, qui a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces.

Président de chambre à la cour d'appel d'Angers : M. Romerio, conseiller à la cour d'appel d'Aix, en remplacement de M. Longue-teau, décédé.

Président de chambre à la cour d'appel d'Amiens : M. Limon-Duparcmeur, substitut du procureur général près la cour d'appel de Poitiers, en remplacement de M. Cochet.

Conseiller à la cour d'appel de Nancy : M. Noirot, vice-président au tribunal de grande instance de Lille, en remplacement de M. Schulz, décédé.

M. Maumy, conseiller à la suite de la cour d'appel de Lyon, placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères pour exercer des fonctions judiciaires au Maroc, est nommé conseiller à la suite de la cour d'appel de Bordeaux et maintenu en position de détachement.

Sont nommés :

Vice-président au tribunal de grande instance de Nice, poste créé : M. Dubois, vice-président au tribunal de grande instance de Bordeaux.

Vice-président au tribunal de grande instance de Bordeaux : M. Lespiau, vice-président au tribunal de grande instance d'Angoulême, en remplacement de M. Dubois.

Vice-président au tribunal de grande instance de Lille : M. Bancal, président du tribunal de grande instance de Briey, en remplacement de M. Noirot.

Président du tribunal de grande instance de Briey : M. Stemper, président du tribunal de grande instance d'Albertville, en remplacement de M. Bancal.

Juge directeur du tribunal d'instance de Paris (20^e) : M. Monteil, juge au tribunal d'instance de Paris (tribunal de police), en remplacement de M. Petit, décédé.

M. Cogniart, vice-président à la suite du tribunal de grande instance de Mostaganem, placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères pour exercer des fonctions judiciaires au Maroc, est nommé vice-président à la suite du tribunal de grande instance de Lille et maintenu en position de détachement.

Sont rapportées les dispositions du décret du 30 mars 1962 par lesquelles M. Rat, juge directeur du tribunal d'instance de Toulon, a été nommé juge au tribunal de grande instance de Toulon.

Sont nommés :

Juge au tribunal de grande instance de Bergerac : M. Dron, magistrat en congé de longue durée, en remplacement de Mlle Refrège, qui a été nommée juge au tribunal de grande instance de Carcassonne.

Juge au tribunal de grande instance de Dijon, poste créé : M. Colombet, magistrat en congé de longue durée.

Juge au tribunal de grande instance de Privas : M. Bezombes, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Metz, en remplacement de M. Henri-Rousseau, qui a été placé en position de disponibilité.

Juge au tribunal de grande instance du Puy : M. Lassalle, juge au tribunal de grande instance de Brest, en remplacement de M. Fabre, qui a été nommé procureur de la République près le tribunal de grande instance de Batna.

Juge au tribunal de grande instance de Brest: M. Guillaume, magistrat du premier groupe du deuxième grade, en remplacement de M. Lassalle.

Juge au tribunal de grande instance de Cahors: M. Duransseau, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Metz, en remplacement de M. Arnal, qui a été nommé juge au tribunal de grande instance de Perpignan.

Juge au tribunal de grande instance de Metz: M. Dumont, magistrat du premier groupe du deuxième grade, en remplacement de M. Duransseau.

Juge au tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan: M. Pailhe, juge au tribunal de grande instance d'Amiens, en remplacement de M. Bonnais, qui a été nommé président du tribunal de grande instance de Saint-Nazaire, en surnombre.

Juge au tribunal d'instance de Cayenne, poste créé: M. Riberolles, juge au tribunal d'instance de Basse-Terre.

Juge au tribunal d'instance de Céret, poste créé: M. Cassede, juge au tribunal d'instance de Paimbœuf.

Juge au tribunal de grande instance de Poitiers: M. de Puymaly, juge au tribunal de grande instance de Bressuire, en remplacement de M. Magnan, qui a été nommé juge d'instruction au tribunal de grande instance de la Seine.

Juge au tribunal d'instance de Montdidier, poste vacant: Mme Samie, épouse Chaussin, magistrat en disponibilité.

M. Leloup, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Privas, est déchargé, sur sa demande, des fonctions de l'instruction et reprend ses fonctions de juge au siège.

M. Vallet, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Vannes, est déchargé, sur sa demande, des fonctions de l'instruction et reprend ses fonctions de juge au siège.

Sont chargés des fonctions de l'instruction aux tribunaux ci-après désignés:

Privas: M. Bezombes, juge audit tribunal, en remplacement de M. Leloup.

Cahors: M. Duransseau, juge audit tribunal, en remplacement de M. Arnal.

Metz: M. Dumont, juge audit tribunal, en remplacement de M. Duransseau.

Poitiers: M. de Puymaly, juge audit tribunal, en remplacement de M. Magnan.

Vannes: M. Daniel, juge audit tribunal, en remplacement de M. Vallet.

Sont chargés des fonctions de juge des enfants pour une nouvelle période de trois ans:

A compter du 22 juin 1962: M. Barennès, juge au tribunal de grande instance de la Seine.

A compter du 17 juillet 1962: Mlle Le Febvre, juge au tribunal de grande instance de Nantes.

A compter du 17 juillet 1962: M. Almairac, juge au tribunal de grande instance de Marseille.

A compter du 17 juillet 1962: M. Durupt, juge au tribunal de grande instance de Nancy.

A compter du 17 juillet 1962: Mlle de Lignières, juge au tribunal de grande instance de Strasbourg.

A compter du 27 juillet 1962: M. Wable, juge au tribunal de grande instance d'Orléans.

M. Masson, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Tizi-Ouzou, est, pour régularisation de sa situation administrative, placé en position de disponibilité d'office du 20 septembre 1961 au 1^{er} juillet 1962.

M. Barrot, précédemment juge au tribunal de grande instance d'Auxerre, est maintenu, sur sa demande, en position de disponibilité pour une durée de six mois à compter du 1^{er} juillet 1962.

Par décret en date du 21 juillet 1962, M. Simon, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Fontainebleau, est nommé premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de la Seine, en remplacement de M. Picoche, qui a été nommé conseiller à la cour d'appel de Paris.

Par décret en date du 21 juillet 1962, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature en ce qui concerne les magistrats du siège:

Sont élevés au premier groupe du premier grade à compter du 30 mars 1962 et maintenus en position de détachement auprès du ministre de la coopération les magistrats dont les noms suivent:

M. de Kermadec, magistrat du parquet reclassé au deuxième groupe du second grade.

M. Keromes, magistrat du siège reclassé au deuxième groupe du second grade.

M. Dupré de Pomarede, magistrat du siège, reclassé au deuxième groupe du second grade.

M. Benglia, magistrat du siège, reclassé au deuxième groupe du second grade.

M. Donnier, magistrat du parquet, reclassé au deuxième groupe du second grade.

M. Baumes, magistrat du parquet, reclassé au deuxième groupe du second grade.

Sont élevés au premier groupe du premier grade à compter du 30 mars 1962 et nommés:

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, en surnombre: M. Donzeau, magistrat reclassé au deuxième groupe du second grade.

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Nancy: M. Maba, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de la Seine en surnombre, en remplacement de M. Combescur, décédé.

M. Guy, procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de Moroni, est élevé au premier groupe du premier grade à compter du 30 mars 1962 et maintenu dans ses fonctions actuelles.

Décret du 18 juillet 1962 portant collation de l'honorariat en faveur d'un greffier en chef de la France d'outre-mer.

Par décret en date du 18 juillet 1962, M. Bellay (Luc), ancien greffier en chef de l'Afrique occidentale française, est nommé greffier en chef honoraire de cour d'appel.

Commission chargée de procéder à la reconstitution d'actes de l'état civil et modification de l'arrêté du 12 février 1947 et des arrêtés subséquents fixant la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la loi du 15 décembre 1923 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, modifiée par la loi validée du 6 février 1941 et par celle du 2 août 1949;

Vu le décret du 30 octobre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi, ensemble le décret n° 53-691 du 1^{er} août 1953 portant règlement d'administration publique, qui l'a modifié;

Vu l'arrêté du 12 février 1947 et les arrêtés subséquents fixant la liste des registres de l'état civil à reconstituer dans le ressort de chaque cour d'appel,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué, dans le ressort de la cour d'appel de Nancy, une commission chargée de procéder, pour le département des Ardennes, à la reconstitution d'actes de l'état civil, conformément à la loi du 15 décembre 1923.

Cette commission comprendra huit membres.

Art. 2. — La liste des registres de l'état civil à reconstituer dans les conditions prévues par le décret susvisé du 30 octobre 1925, publiée au tableau A annexé à l'arrêté du 12 février 1947, est modifiée et complétée par la liste annexée au présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 juin 1962.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation:

Le directeur du cabinet,
GUY CHAVANON.

LISTE PAR COMMUNES ET PAR ANNEE DES REGISTRES DE L'ETAT CIVIL A RECONSTITUER

COUR D'APPEL DE NANCY

Département des Ardennes.

COMMUNES	NATURE des actes détruits.	ANNEES
----------	-------------------------------	--------

ARRONDISSEMENT DE MÉZIÈRES

Canton de Flize.		
Dom-le-Mesnil	Actes de toute nature.	1940 (reconstitution partielle).

ARRONDISSEMENT DE RETHEL

Canton d'Asfeld.		
Houdilcourt	Actes de toute nature.	1913.
Poillecourt-Sydney	Actes de toute nature.	1918.
Sault-Saint-Remy	Actes de toute nature.	1882 à 1898 inclus.

COMMUNES	NATURE des actes détruits.	ANNÉES	COMMUNES	NATURE des actes détruits.	ANNÉES
<i>Canton de Château-Porcien.</i>			ARRONDISSEMENT DE VOUZIERS		
Château-Porcien	Actes de toute nature.	1919, 1940.	<i>Canton d'Attigny.</i>		
Inaumont	Actes de toute nature.	1940.	Charbogne	Actes de toute nature.	1910 (reconstitution partielle).
<i>Canton de Chaumont-Porcien.</i>			Givry-sur-Aisne	Actes de toute nature.	1914 à 1919 inclus.
Renneville	Actes de toute nature.	1939.	Saint - Lambert - et - Mont-de-Jeux.	Actes de toute nature.	1893 à 1902 inclus, 1906 à 1908 inclus, 1911, 1913 (reconstitution partielle).
<i>Canton de Novion-Porcien.</i>			Semuy	Actes de toute nature.	1892 à 1912 inclus, 1910 (reconstitution partielle).
Hagnicourt	Actes de toute nature.	1896.	Vonceq	Actes de toute nature.	1910 (reconstitution partielle).
Lucquy	Actes de toute nature.	1911 à 1918 inclus, 1939, 1940.	<i>Canton de Buzancy.</i>		
<i>Canton de Rethel.</i>			Andevanne	Actes de toute nature.	1892 à 1920 inclus (reconstitution partielle).
Acy-Romance	Actes de toute nature.	1913 à 1918 inclus, reconstitution partielle pour 1914).	Barricourt	Actes de toute nature.	1882 à 1902 inclus, 1905 à 1908 inclus, 1914 à 1920 inclus (reconstitution partielle).
Bertoncourt	Actes de toute nature.	1911 à 1919 inclus, reconstitution partielle 1938 à 1940 inclus.	Bayonville	Actes de toute nature.	1883, 1893 à 1897 inclus, 1903 à 1919 inclus, 1928, 1940 (reconstitution partielle).
ARRONDISSEMENT DE ROCROI			Belval (Bois des Dames)	Naissances	1921.
<i>Canton de Givet.</i>			La Berlière	Actes de toute nature.	1890 à 1909 inclus (reconstitution partielle).
Givet	Décès	1913 (reconstitution partielle).	Fosse	Actes de toute nature.	1890 à 1892 inclus, 1915 (reconstitution partielle).
<i>Canton de Rocroi.</i>			Imecourt	Actes de toute nature.	1912, 1915 à 1917 inclus (reconstitution partielle).
Le Châtelet - sur - Sormonne.	Actes de toute nature.	1883 à 1892 inclus, 1903, 1911.	Landres-Saint-Georges.	Actes de toute nature.	1882 à 1919 (reconstitution partielle).
Tremblois-lès-Rocroi ..	Actes de toute nature.	1905 à 1912 inclus et 1922, 1923, 1925, 1926, 1928 (reconstitution partielle).	Nouart	Actes de toute nature.	1911 à 1914 inclus.
<i>Canton de Rumigny.</i>			Oches	Actes de toute nature.	1891 à 1918 inclus (reconstitution partielle).
Estrebay	Actes de toute nature.	1939 (reconstitution partielle).	Rémonville	Actes de toute nature.	1882 à 1915 inclus (reconstitution partielle).
Servion	Actes de toute nature.	1908, 1909 et reconstitution partielle de 1910.	Sivy-lès-Buzancy	Actes de toute nature.	1882 à 1915 inclus (reconstitution partielle).
<i>Canton de Signy-le-Petit.</i>			Tailly	Actes de toute nature.	1903 à 1932 inclus.
Eteignière	Actes de toute nature.	1920 à 1926 inclus.	Thénorgues	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
ARRONDISSEMENT DE SEDAN			Verpel	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).
<i>Canton de Carignan.</i>			<i>Canton du Chesne.</i>		
Matton-Clémency	Actes de toute nature.	1903, 1916, 1917 (reconstitution partielle).	Autruche	Actes de toute nature.	1940.
Sachy	Actes de toute nature.	1940.	Brieulles-sur-Bar	Actes de toute nature.	1882 à 1892 inclus, 1903 à 1919 (reconstitution partielle).
Tremblois - lès - Carignan.	Actes de toute nature.	1914 à 1919 inclus (reconstitution partielle).	Châtillon-sur-Bar	Actes de toute nature.	1893, 1894, 1896 à 1902 inclus, 1904 à 1919 inclus.
<i>Canton de Raucourt.</i>			Le Chesne	Actes de toute nature.	1882 à 1889 inclus, 1896 à 1902 inclus, 1916 (reconstitution partielle).
Chémery-sur-Bar	Actes de toute nature.	1923 à 1932 inclus, 1940 (reconstitution partielle).	Sy	Actes de toute nature.	1906, 1908, 1909, 1911 (reconstitution partielle).
<i>Canton de Sedan (Sud).</i>			Tannay	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus et 1940 (reconstitution partielle).
Donchery	Actes de toute nature.	1913, 1940, 1944 (reconstitution partielle).			

COMMUNES	NATURE des actes détruits.	ANNÉES	COMMUNES	NATURE des actes détruits.	ANNÉES
<i>Canton de Grandpré.</i>			Challerange	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).
Apremont-sur-Aire ...	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).	Liry	Actes de toute nature.	1902 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Beffu-et-le-Morthomme	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus (reconstitution partielle).	Marvaux-Vieux	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Champigneulle	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus (reconstitution partielle).	Savigny-sur-Aisne ...	Actes de toute nature.	1882 à 1892 inclus (reconstitution partielle).
Châtel-Chéhery	Actes de toute nature.	1901 à 1906 inclus, 1910 à 1912 inclus, 1914 à 1916 inclus (reconstitution partielle).	Séchault	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Chevières	Actes de toute nature.	1887, 1910.	Vaux-les-Mouron	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Exermont	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus.	<i>Canton de Tourteron.</i>		
Fléville	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).	Ecordal	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus, 1923 à 1932 inclus (reconstitution partielle).
Grandpré	Actes de toute nature.	1882, 1884, 1885, 1888 à 1892 inclus, 1903 à 1907 inclus, 1909, 1911.	Marquigny	Actes de toute nature.	1891 à 1900 inclus, 1904, 1908, 1911, 1931 à 1937 inclus, 1939, 1940 (reconstitution partielle).
Olizy	Actes de toute nature.	1886 (reconstitution partielle).	Neuville-Day	Actes de toute nature.	1893 à 1908 inclus, 1910 à 1914 inclus (reconstitution partielle).
Marcq	Actes de toute nature.	1888 (reconstitution partielle).	Saint-Loup-Terrier	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).
Mouron	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).	<i>Canton de Vouziers.</i>		
Primat	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus (reconstitution partielle).	Blaise	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Saint-Juvin	Actes de toute nature.	1882 à 1893 inclus, 1901 à 1918 inclus (reconstitution partielle).	Chestres	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus, 1940 (reconstitution partielle).
Senuc	Actes de toute nature.	1903, 1905, 1908 à 1910 inclus, 1913, 1915 à 1918 inclus (reconstitution partielle).	Contreuve	Décès	1914 à 1918 inclus.
Sommerance	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus.	La Croix-aux-Bois.....	Actes de toute nature.	1925, 1939, 1940.
Termes	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).	Falaise	Naissances et décès..	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
<i>Canton de Machault</i>			Givry-Loisy	Actes de toute nature.	1915 à 1919 inclus (reconstitution partielle).
Cauroy	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).	Longwé	Actes de toute nature.	1914 à 1919 inclus, 1940.
Chardeny	Actes de toute nature.	1882.	Mars-sous-Bourcq	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus.
Dricourt	Actes de toute nature.	1900 (reconstitution partielle).	Quatre-Champs	Actes de toute nature.	1913 à 1919 inclus.
Hauvine	Actes de toute nature.	1903, 1904, 1906, 1907, 1910, 1911, 1913 à 1918 inclus.	Vrizy	Actes de toute nature.	1903 à 1908 inclus, 1912, 1915 à 1918 inclus.
Leffincourt	Actes de toute nature.	1910 (reconstitution partielle).			
Machault	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).			
Saint-Clément-à-Arnes.	Actes de toute nature.	1882 à 1892 inclus, 1895 (reconstitution partielle).			
Saint-Etienne-à-Arnes.	Actes de toute nature.	1882 à 1914 inclus (reconstitution partielle).			
Tourcelles-Chaumont.	Actes de toute nature.	1917 à 1919 inclus (reconstitution partielle).			
<i>Canton de Monthois.</i>					
Ardeuil et Montfauvelles.	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).			
Autry	Actes de toute nature.	1882 à 1919 inclus (reconstitution partielle).			
Bouconville	Actes de toute nature.	1882 à 1920 inclus (reconstitution partielle).			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Liste d'admissibilité au concours de 1962 pour l'entrée à l'école normale supérieure et pour les bourses de licence.

Rectificatif au Journal officiel du 7 juillet 1962 :

Page 6620, 2^e colonne, 54^e ligne, au lieu de : « Delcros », lire : « Delclos ».

Page 6621, 1^{re} colonne, 48^e ligne, au lieu de : « Plonsky (Nicole) », lire : « Polonsky (Nicole) ».

Rectificatif au Journal officiel du 8 juillet 1962 :

Page 6683, 2^e colonne, 55^e ligne, au lieu de : « Lazarovitch (Claude) », lire : « Lazarovici (Claude) ».

Page 6684, 1^{re} colonne, 15^e ligne, au lieu de : « Pelissier du Rausas (Antoine) », lire : « Pelissie du Rausas (Antoine) ».

MINISTÈRE DES ARMÉES

Décret du 18 juillet 1962 portant concession de la médaille militaire.

Par décret en date du 18 juillet 1962, rendu sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 27 juin 1962 portant que les concessions du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la médaille militaire est concédée à titre posthume aux militaires désignés ci-après :

Armée de l'air.

Chrétien (Raymond-Eugène-Emmanuel), sergent.
Pélissier (Pierre-Georges-Antoine), sergent.
Pierron (René-Jean), sergent.
Puyau (Pierre-Edouard), sergent.

Ces concessions de la médaille militaire ne comportent pas l'attribution de la Croix de guerre, les intéressés ayant été cités.

Décret du 17 juillet 1962 portant promotion d'un officier de l'armée active en disponibilité (armée de terre).

Par décret en date du 17 juillet 1962, est promu à titre définitif l'officier ci-après désigné :

TROUPES METROPOLITAINES

Arme blindée et cavalerie.

Au grade de capitaine.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

M. le lieutenant en disponibilité Perdereau (Maurice-Adrien).

Décret du 17 juillet 1962 portant nominations et admissions dans les cadres des officiers de réserve.

Par décret en date du 17 juillet 1962 :

Sont nommés dans les cadres des officiers de réserve et affectés pour administration aux états-majors désignés ci-après, à compter de la date de leur radiation des cadres de l'armée active, les officiers retraités dont les noms suivent :

Gendarmerie nationale.

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

M. le chef d'escadron Fauvel (Georges-Victor-Méry).

TROUPES METROPOLITAINES

Infanterie.

AU GRADE DE COLONEL

1^{re} région militaire.

Etat-major de région.

M. Ollivier (André-Félix-Alexis-Marie) (D. E. M.), service d'état-major. Vient de l'état-major général de la défense nationale.

3^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Rennes.

M. Le Bihan (Léon-Charles). Vient du 2/93^e régiment d'infanterie.

5^e région militaire

Etat-major de région.

M. Revel (Armand-Julien-Gabriel), D. E. M., service d'état-major. Vient de l'état-major du groupe de subdivisions de Toulouse.

8^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Chambéry.

M. Bouchet (Marie-Pierre). Vient du commandement du centre d'instruction du 60^e régiment d'infanterie.

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

6^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Châlons-sur-Marne.

M. Sohet (Roger-René-Elysé). Vient du 117^e régiment d'infanterie.

8^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Grenoble.

M. Girollet (René-Camille-Ernest). Etait hors cadre au titre du service des affaires algériennes.

AU GRADE DE CHEF DE BATAILLON

9^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Marseille.

M. Richard (Fernand-Joseph-Richard). Vient du centre d'instruction du 91^e régiment d'infanterie.

Arme blindée et cavalerie.

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

6^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Châlons-sur-Marne.

M. Serdet (Roger-Marie-Louis). Vient du centre de perfectionnement des cadres et d'instruction des tireurs de l'arme blindée et cavalerie.

Artillerie.

AU GRADE DE COLONEL

5^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Pau.

M. Jourda (Jean-Henri-Raymond). Vient de l'état-major du groupe de subdivisions de Pau.

Groupe de subdivisions de Toulouse.

M. Grand (Marie-Joseph-André). Vient du groupe d'aviation légère de l'armée de terre n° 4.

8^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Lyon.

M. Pressard (Louis). Vient du centre mobilisateur n° 9.

AU GRADE DE CHEF D'ESCADRON

4^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Bordeaux.

M. Janicot (Edmond). Vient de l'état-major du commandement de l'artillerie en Algérie.

Génie.

1^o Arme.

AU GRADE DE COLONEL

1^{re} région militaire.

Subdivision autonome de la Seine à Paris.

M. Berger (Eugène). Vient de la S. T. B. F. T.

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

5^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Toulouse.

M. Gay (Georges-Prosper). Vient de la direction des travaux du génie des départements sahariens.

AU GRADE DE CHEF DE BATAILLON

8^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Grenoble.

M. Peretti (Antoine-François-Marie). Vient du 4^e régiment du génie.

2^o Service du matériel.

CADRE DES ADJOINTS

AU GRADE DE COMMANDANT

8^e région militaire.

Groupe de subdivisions de Chambéry.

M. Fontanel (Jean-Louis). Vient de la direction des travaux du génie de Chambéry.

Transmissions.**Arme.****AU GRADE DE COLONEL****1^{re} région militaire.****Subdivision autonome de la Seine.**

M. Toutain (René-Albert-Auguste). Vient du service central du matériel des transmissions.

6^e région militaire.**Groupe de subdivisions de Strasbourg.**

M. Maurizi (Jean-Pierre). Vient du commandement des transmissions aux F. F. A.

Sont admis dans les cadres des officiers de réserve, avec leur grade, et affectés pour administration aux états-majors désignés ci-après, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, les officiers démissionnaires dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES**Infanterie.****AVEC LE GRADE DE LIEUTENANT**

(Rang du 1^{er} octobre 1956.)

6^e région militaire.**Subdivision autonome de la Moselle.**

M. Laurent (Jean-Charles). Vient de la compagnie administrative régionale n° 6.

(Rang du 1^{er} octobre 1957.)

7^e région militaire.**Groupe de subdivisions de Nevers.**

M. de Thoury (Hugues-Marie). Vient du centre d'instruction du 18^e régiment de chasseurs parachutistes.

TROUPES DE MARINE**Service de santé.****Médecins.****AVEC LE GRADE DE MÉDECIN COMMANDANT**

(Rang du 1^{er} juillet 1961.)

3^e région militaire.**Direction du service de santé.**

M. Barbe (Yvon). Vient de l'école d'application et du centre d'instruction et de recherches du service de santé des troupes de marine à Marseille.

AVEC LE GRADE DE MÉDECIN CAPITAINE

(Rang du 1^{er} janvier 1959.)

4^e région militaire.**Direction du service de santé.**

M. Lombard (Serge-Henri). Vient de la compagnie administrative régionale n° 4 à Bordeaux.

(Rang du 1^{er} juillet 1961.)

9^e région militaire.**Direction du service de santé.**

M. Delaubier (Jacques-Léon-Fernand). Vient de l'hôpital militaire Jean-Louis de Fréjus.

Est reportée au 16 août 1961 la date de prise de rang des sous-lieutenants de réserve d'artillerie de marine dont les noms suivent :
MM. Bureau (Dominique-Marie).

Cezar (Pierre-Dominique).

**Décret du 17 juillet 1962 portant nominations
au grade de sous-lieutenant de réserve de l'armée de terre.**

Par décret en date du 17 juillet 1962, sont nommés au grade de sous-lieutenant de réserve, pour prendre rang du 16 juin 1962, les aspirants de réserve dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES**Infanterie.**

MM. Alonso-Mulero (Angel), 57^e R. I.
Alzina (Jean-Pierre), 4^e B. C. P.
Angsthem (André-Jean), 158^e B. I.
Annebicque (Jean-Claude), 4^e R. T. M.

MM. Ballouhey (Marcel-Marie-Jean-Baptiste), 10^e B. C. P.
Barot (Jean-François-Marie-Albert-Henri), 2^e B. Z.
Belabdeli Ameur ould Hadj, 2/137^e R. I.
Benharous Abdelkader, 22^e R. I.
Berriet (Jean-Yves-Marie), 21^e R. T.
Berthier (Séraphin-Jean-Albert), 121^e R. I.
Besson (Henri-Jean-Marie), 17^e B. C. P.
Bezou (Michel-Raymond-Albert), 22^e R. I., E. M. I., Cherchell.
Biedermann (Daniel-Jean-Aimé), 121^e R. I.
Blanc (Daniel-Jacques-Louis), S. A. A. (C. A. R. 101).
Bobineau (Michel-Roger-Paul), 57^e R. I.
Bompas (Jean-Claude-Bernard), 5^e B. C. P.
Boukerroui Nadjji, 2^e B. Z.
Boulais (Pierre-Jean-Clément), 49^e B. I.
Breton (Louis-Jean-Auguste), 4^e B. C. P.
Brouquet (Jean), 2^e B. Z.
Brunot (Jean-Pierre), 81^e R. I. A.
Buffin (Alain-Louis), 17^e B. C. P.
Burigana (Georges-Jean-Jacques), 94^e R. I.
Burnet (Paul-Fernand), 7^e R. T.
Cazandjian (Jacques-Claude), 81^e R. I. A.
Chabrier (Marc), S. A. A., C. A. R. 101.
Chaignaud (René-Marc), 2^e R. I.
Chantrel (Marcel-Henri-Joseph-Marie), 6^e R. T. M.
Cherouati Khamei, 21^e R. T.
Chiffot (René), 131^e R. I.
Ciccoli (Marc-Philippe-André), 3^e R. T.
Concordel (Georges-Antony-Michel), 3/43^e R. I.
Constant (Claude-Xavier), S. A. A. (C. A. R. 101).
Coppier (Jean-Charles), 19^e B. C. P.
Coquilhat (Georges-Noël), 5^e R. I.
Daremon (Christian-Georges-René-Lucien), 121^e R. I.
Dattee (Jacques-Robert-Marcel), 42^e R. I.
Delbart (Jean-Pierre-Henri), 67^e R. I.
Depraz (Jacques-François), 1^{er} R. I. M.
Donval (Jean-Yves-Pierre), 153^e R. I. M.
Dozorme (Claude-Antoine), 81^e R. I. A.
Duc (Michel-Yvon-Auguste), 1^{er} R. I. M.
Duran (Michel), 57^e R. I.
Durouille (André), S. F. J. A. (C. A. R. 101).
Feron (Jean-Paul-Marie), S. A. A. (C. A. R. 101).
Foullon (Jean-Philippe-Marcel), 42^e R. I.
Fourquin (Jean-Pierre-Lucien), S. A. A. (C. A. R. 101).
Gagneux (Gérard-Louis-Marcel), 22^e R. T.
Garbarek (Raymond), 51^e R. I.
Garrabos (Jean-Pierre-Michel), 6^e R. T. M.
Garzon (Daniel-Raymond), 29^e R. T.
Gatti (Francis-Victor), 151^e R. I. M.
Gay (Damien-Pierre-Marie), 12^e B. C. A.
Ghesquieres (Philippe-Marie-Gabrielle), S. A. A. (C. A. R. 101).
Godefroy (Michel-Maurice-Jean), 13^e R. T.
Granet (Xavier-Gaston-Marie-Gérard), 6^e R. I.
Hardelin (Jacques-Bernard), S. A. A. (C. A. R. 101).
Hardy (Maurice-Bernard-René), 3/43^e R. I.
Hetier (Yves-Félix-Christian-Robert), 6^e R. T. M.
Hochet (Jacques-Bernard), 2^e R. T.
Hugues (Albert-Elie), 27^e B. C. A.
Huriez (Jean-François), S. A. A. (C. A. R. 101).
Iturbide (Louis-Emile-André), 57^e R. I.
Iughetti (Louis-Jean-Claude), 29^e B. C. P.
Ivaldi (Gérard-Jean-Claude), C. E. M. J., Issoire.
Jaspard (Alain-André-Paul), 12^e B. C. A.
Jean (Pierre-André), 15^e B. C. A.
Jolivel (Yves-François-Pierre), 1/8^e R. I.
Kerleau (Ange-Edmond-Marie), 29^e R. T.
Kimmel (Philippe), 4^e B. C. P.
Lacoste (Christian-Michel), 2/93^e R. I.
Laffite (Pierre-Robert-Eugène), E. M. I., Cherchell.
Lagrange (André), S. A. A. (C. A. R. 101).
Lahoussine (Albert), 25^e B. C. A.
Lampin (Roger-Jean-Baptiste), 22^e R. T.
Larroque (Henri-Roger), S. A. A. (C. A. R. 101).
Lavaud (Francis), 6^e R. I.
Leboucher (Yves-Pierre), 94^e R. I.
Lefebvre (Alain-Gérard-Raymond), 51^e R. I.
Lefort (Robert-Jean), 20^e B. C. P.
Lejeune (Claude-Norbert-Alphonse), 21^e R. T.
Le Monnier (Christian-François-André), S. A. A. (C. A. R. 101).
Le Page (Bernard-Jacques-Gaston), S. A. A. (C. A. R. 101).
Le Pouhaer (Yves-Louis-André), 81^e R. I. A.
Lepoutre (Patrick-Georges), S. A. A. (C. A. R. 101).
Louguet (Jean-Pierre-Gérard), S. A. A. (C. A. R. 101).
Macerelle (Claude-Henri-Louis), S. A. A. (C. A. R. 101).
Mach (Gilbert-Michel-Augustin), 49^e B. I.
Magne (Philippe-Camille-Marie), 3/43^e R. I.
Mahot (Roger-Albert), 94^e R. I.

MM. Marchal (Bernard-Emile-Marcel), C. E. M. J., Issoire.
 Marchal (Michel-Jean-Marie), 3^e R. T.
 de Mari (Hervé-Jacques-Henri), 1^{er} R. I. M.
 de Martin de Vivies (François-Xavier), S. A. A. (C. A. R. 101).
 Mazue (Jacques-Pierre-Claude), 3^e B. Z.
 Metzger (Bernard-Roland-Joseph), 22^e R. T.
 Miller (Georges-Louis), 4^e R. T.
 Mouilleron (Jean-Claude-Marie), 17^e B. C. P.
 Mouque (Jean-Claude), 26^e R. I. M.
 Nebout (Jean-Pierre), 42^e R. I.
 Nezick (Michel), 94^e R. I.
 Olive (Claude-François), 156^e R. I.
 Orfanidis (Georges), 6^e R. T. M.
 Peeters (Pierre-Eugène-Antoine), C. C. M. I., Boghari.
 Peyrelongue (Roland-Hermann-Julien), 2^e R. E. I.
 Pinault (André-Pierre-Martin), 1^{er} B. M. R. G.
 Pizem (Jean-David), 3^e B. Z.
 Poccard (Jacques), 1^{er} B. M. R. G.
 Quemerais (Roland-Georges), 60^e R. I.
 Quere (Jean-Claude), 4^e R. T. M.
 Rahmani-Mraits Mohamed, S. F. J. A. (C. A. R. 101).
 Regis (André-Raoul-Louis), 2^e R. I.
 Rety (Pierre-Robert-Victor), 2/137^e R. I.
 Ribstein (Gérard-André-Aloïse), S. A. A. (C. A. R. 101).
 Richarte (Jean-Pierre), 4^e R. T.
 Roche (Michel-Marie-Raphaël), C. A. R. 5.
 Rosay (Claude-Paul), 156^e R. I.
 Rougemont (Michel-Louis-Emile), 21^e R. I.
 Rouvière (Alain-René-Victorin), 1^{er} R. I. M.
 Ruf (Charles-Frédéric), S. A. A. (C. A. R. 101).
 Sahraoui (Rabah), 158^e B. I.
 Saint-Gal de Pons (Alain-Marie-Pierre-Antoine), 4^e R. T.
 Saint-Pierre (Gaston-Georges), 6^e R. I.
 Sallin (Jean-Michel), 152^e R. I. M.
 Savornin (André-Eugène), 6^e B. C. A.
 Schotter (Philippe-Joseph), 7^e B. C. A.
 Soler (Jean), C. E. M. J., Issoire.
 Sublet (René-Didier), 2^e B. Z.
 Tarabbia (André-Louis), 16^e R. T.
 Tastet (Bernard-Robert), 28^e B. C. A.
 Tejado (Jean-Pierre-Léonce-Marcel), 23^e R. I.
 Terrel (Hubert-Marcel), 8^e B. Z.
 Tournier (Bernard-Marie-Hippolyte), C. E. M. J., Issoire.
 Vargoz (Jean-Marcel), 28^e B. C. A.
 Voisin (Jean-Pierre-Maurice-Marie), 1/3^e R. I. A.
 Voisin (Paul-Marie-Michel), 4^e R. T.
 Wallerand (François-Maxime-Marie-Fernand), 19^e B. C. P.
 Wettling (Jean-Claude), compagnie de commandement secteur El Milia.
 Williams (Patrick), C. E. M. J., Issoire
 Windenberger (Jean), 156^e R. I.
 Winogradsky (Georges), C1/5^e R. I.
 Young (Alain-Jacques), 29^e B. C. P.
 Zenikhri Mohammed, 2^e B. Z.
 Zimmer (Robert-Pierre-Charles), 158^e B. I.
 Bettoli (Stephen-François-Louis), E. M., secteur Duperré.
 Boucif Ben Mimoun, 57^e R. I.
 Djidi Mahmoud, 3/43^e R. I.
 Mamadouh Abdelkader, 94^e R. I.
 Parent (Léon-Henri-Marie), 22^e R. I.
 Zapletal (Jean-Pierre-Ferdinand), 36^e R. I.

Arme blindée et cavalerie.

MM. Alix (Dominique), affaires algériennes.
 d'Arcimolles (Raoul-Claude-Marie), 1^{er} R. C. A.
 Barbot (Henri-Philippe-Christian), affaires algériennes.
 Beal (Michel-Roger-Eugène), 8^e dragons.
 Belaiche (Max-Richard), 501^e R. C. C.
 Beressi (Jean-Marc), 30^e dragons.
 de Bernon (Eric-Marie-Léonard-Régis), C. I. B.
 Bertin (Jean-Paul-Claude-Lucien), 2^e cuirassiers.
 Bouchaud (Jean-Jacques), 9^e hussards.
 Bronner (Ernest), 6^e R. C. A.
 Cavallier (Camille-Charles-Marie-Christian), 501^e R. C. C.
 Cazalet (Alfred-Jean-Albert), 4^e cuirassiers.
 Champalle (Jean-Robert), affaires algériennes.
 Corret (André-Louis), 3^e cuirassiers.
 Dangremont (Serge-Adrien), affaires algériennes.
 Dautin (Serge-Adrien), 16^e dragons.
 Delzangles (Albert-Henri-René-Bertrand), 3^e cuirassiers.
 Douaud (Emile-Armel-Robert), affaires algériennes.
 Equoy (Jean-Pierre-René-Roger), 1^{er} cuirassiers.

MM. Fouquier d'Herouel (Patrick-André-Martial-Jean), 8^e hussards.
 Grzeskiewicz (Léon-Ignace), 4^e dragons.
 Kerneis (Corentin-Jean-Michel), S. F. J. A.
 Kriszt (Michel-Jean-Henri), 1^{er} cuirassiers.
 Lemaistre (Alain-Charles-François-René-Marie), 16^e dragons.
 Lencou-Bareme (Xavier-Roger), 8^e hussards.
 Lepeu (Jean-Aimé-Lucien), C. I. B.
 Loubet (Christian-Paul), 4^e cuirassiers.
 Morin (Félix-Auguste), 29^e dragons.
 Philippe (Denis-Marie-Edouard), 2^e dragons.
 Pogeant (Jean), affaires algériennes.
 Pruvost (René-Noël-Paul-Henri), 22^e spahis.
 Raymondie (Michel-Camille), 5^e hussards.
 de Roquemaurel (Hubert-Marie-Henri-Jean), 4^e hussards.
 Sorin (Armand-Jean-Clément), 9^e hussards.
 Valery (Pierre-Alain-Roger), 1^{er} B. M. R. G.
 Vandamme (Michel-André-Christian), 4^e dragons.
 Vandromme (Raymond-François-Marcel), C. I. B.

Artillerie.

MM. Albet (Jean-Marie), affaires algériennes.
 Baglin (Christian), 5^e compagnie des services.
 Balique (Jean), 73^e R. A.
 Baratte (Jean-Claude-Pierre-Maurice), 351^e G. A.
 Berger (Norbert-Thiebaut), 2/403^e R. A. A.
 Bidart (André-Jules), service de l'action sociale, Alger.
 Blateyron (Jacques-Joseph), 40^e R. A.
 Bordeau (Jean-Luc), 3/67^e R. A.
 Bour (Michel-Jean), 73^e R. A.
 Casamayou (Gérard), E. A. A.
 Cristofani (François), B. C. secteur de Kerrata.
 Dafour (Gabriel-René), 16^e R. A.
 Delfosse (Jean-Claude-Léandre-Louis), affaires algériennes.
 Denis (Marcel-François), 40^e R. A.
 Ellien (René-Honoré), 1^{er} B. M. R. G.
 Evieux (Bernard-Guy), affaires algériennes.
 Favat (Jean), 32^e R. A. L. E.
 Gautier (Guy-Jean-Marcel), 2/66^e R. A.
 Gautret (François-Xavier-André), 457^e G. A. A. L.
 Genevée (Claude-Gilbert-Lucien), 423^e R. A. A.
 Herlaud (Raymond-Alfred-René), 3/67^e R. A.
 Horen (François-Xavier-Emile), affaires algériennes.
 Hudry (François-Charles-Joseph), 16^e R. A.
 Inizan (Guy-Marie), 411^e R. A. A.
 Juif (Gilbert-Georges-Armand), 1/65^e R. A.
 Kolla (Albert-Joseph), 73^e R. A.
 Landru (Pierre-Joseph-Jacques), affaires algériennes.
 Le Neve (Claude-Marie-Jean), 32^e R. A. L. E.
 Lepreux (Roger-Eugène-Auguste), 34^e R. A.
 Le Sellin (Jean-Claude-Emile), E. A. A.
 Letellier (Gérard-Claude), 3/67^e R. A.
 Lorette (Lucien-Marcel-Gilbert), 72^e G. A.
 Marechal (Yves-Marie), 1/23^e R. A.
 Marque (Hubert-Jean-Marie), B. C. secteur Aflou.
 Martin (René-Louis-Michel), affaires algériennes.
 Merlateau (Henri), 25^e R. A.
 Moinat (François), 74^e R. A.
 Outters (Henri-Victor-Pierre), 32^e R. A. L. E.
 Pain (Jean-Hippolythe), 2^e R. A.
 Pene (André-Michel), affaires algériennes.
 Pernodet (Michel-Pierre-Joseph), 27^e escadron du train.
 Pillard (Jean-Pierre-Gaston), 1^{er} B. M. R. G.
 Pupovac (Raymond), 72^e G. A.
 Schittenhelm (Jean-Albert), 1^{er} B. M. R. G.
 Tavet (Christian-Marc), affaires algériennes.
 Vanheeghe (Yvon-Simon-Cornil), 2^e R. A.
 Veron (Philippe-Charles), 451^e G. A. A. L.
 Veron-Durand (Henri-Pierre), 453^e G. A. A. L.
 Wagner (Bernard-Joseph), 1/42^e R. A.

Train.

MM. Alazard (Christian-Robert-Marcel-Bernard), C. I. T. 160.
 Benabed Abdeldjalil, 210^e C. C. R.
 Besrest (Jacques), 537^e G. T.
 Bouvier (Antoine), G. L. A. n° 2.
 Brahimi el Hadj, C. A. R. 101, S. F. J. A.
 Calaux (Christian-Jean-François), 522^e G. C. T.
 Despeysse (Maurice), 526^e G. T.
 Engel (Joseph-André), C. A. R. 101, affaires algériennes.
 Fournier (François-Louis), C. A. R. 101, affaires algériennes.
 Gillet (Alain-Lucien-Henri), E. A. T.
 Grutzhandler (Axel-Joseph), 504^e B. T.

MM. Haux (Gérard-Marie), 403^e B. S.
Jonval (Pierre-Henri), 526^e G. T.
Laborde (Henri-Ange-Fernand), C. A. R. 101, affaires algériennes.
Lefevre (Bernard-Christian-René), 520^e G. T.
Mayet (Gérard), 7^e R. T.
Nicolas (René-Joseph), 533^e G. C. T.
Obser (Paul-Fernand-Valentin), 516^e G. T.
Perquin (Norbert-Albert-Lucien), 379^e G. C. T.
Roux (René-Gérard), 503^e G. C. T.
Roy (Jean-Claude-Flavien-Louis), 401^e B. S.
Zago (Domenico), C. A. R. 101, affaires algériennes.

Génie.

MM. Astier (Dominique-Henri-Yves), C. A. R. n° 101.
Chambaret (Jean-Claude), 10^e R. G.
Chereau (Martial-André), C. A. R. n° 101.
Claustres (Jean-Louis), 123^e C. G. S.
Decarpentrie (Marc-Lucien), 41^e B. G.
Delbart (René-Jean), 975^e C. E. M.
Demenech (Jean), 927^e C. E. M.
Dhardville (Michel-Emile), 40^e B. G.
Dumas (Abel-Emmanuel), 3^e R. G.
Fayolle (Francis-Marie), 15^e R. G. A.
Foessel (Philippe-Jules), 71 C. G. Z.
Guervin (Claude-Jacques), 6^e R. G.
Guillois (Jany-André), 42^e B. G.
Guilloux (Jean-Jacques), 13^e R. G.
Hochet (Jean-Claude), 10^e R. G.
Houdayer (Pierre-Gérard), 9^e R. G.
Jubera (Antonio), 25^e B. G. A.
Lyon (Jean-Philippe), C. A. R. n° 101.
Marchand (Georges), 27^e B. G.
Morlet (Paul-Auguste), 39^e B. G.
Mouret (Serge-Roger), 6^e R. G.
Olivier (Philippe-Augustin), 41^e B. G.
Perrin (Maurice), 13^e R. G.
Pierre (François-Marie), C. A. R. n° 101.
Pozun (Jean-Claude), C. A. R. n° 101.
Rivoal (Yvan-Aristide), 52^e C. G. Z.
Schwartz (Robert-Joseph), C. A. R. n° 101.
Sevrin (Pierre-Julien), 9^e R. G.
Vecchietti (Yves-Léonard), 24^e B. G.

Transmissions.

MM. Auber (Jean-Louis), S. A. S.
Berthe de Pommery (Roland-Marie), E. M. A. T./A. F. N.
Castex (Jean-Etienne-François), 71^e B. T.
Clément (Jean-Bernard-Louis-Léon), 145^e B. T.
Corduant (Philippe-Marie-Joseph), 70^e C. T.
de Lagabbe (Pierre-Jacques), S. T. A.
Etienne (Philippe-Victor-Antoine), 145^e B. T.
Gauer (Bernard-Gaston-Emile), 1/42^e R. T.
Gerardin (Claude-Albert), E. M. A. T./A. F. N.
Gorse (Jean-Claude-Gilbert), 59^e C. T.
Guignard (François-Henri-Jean), 708^e C. T.
Jauze (Robert-Bernard-Alphonse), 58^e B. T.
Massalaz (Alain-Georges), 45^e R. I. T.
Mignac (Roger-Jacques), 632^e C. C. H.
Nenet (Claude-Raymond), 45^e R. I. T.
Nocquet (Jean-Pierre), 63^e C. T.
Robert (Jacques-Joseph), 45^e R. I. T.
Salle (Yves-Marie-Ernest), E. M. A. T./A. F. N.
Viviant (Jean-Paul-Henri), S. A. S.

Service du matériel de l'armée de terre.

CADRE DE DIRECTION

MM. Ballet (Marcel-André-Joseph), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Ballie (Marcel-Michel-Laurent), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Baras (Denis), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Boissière (Michel-Gustave-André-Gaston), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Buisson (Marc-François-Bernard), E. S. A. M. Fontainebleau.
Cluzel (Jacques-Claude), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Devries (Michel-Jean-Yves), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Duparc (Serge-Antoine), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Gavillot (Michel-Albert-Emile), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Kontzler (François-Marie-Joseph), 507^e C. R. R. M. Mulhouse.
Laplanche (Jean-Fernand), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Nakach (Alain-Joseph), 8^e B. M. R. G. Lyon.
Pignol (Michel-Jean-Joseph), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.
Sardy (Henri), 1^{er} B. M. R. G. Vincennes.

CADRE TECHNIQUE

MM. Biffe (Gérard-Jacques-Eugène), C. I. S. M. 2 Lunéville.
Deltreil (Jacques-André), 4^e B. M. R. G., Châteauroux.
Dorange (André-Nicolas-Henri), B. A. P. Blida.
Herbeteau (Denis-Jean-Lucien), C. A. R. 101 (S. A. S.).
Leclerc (Jean-Guy-Michel), 758^e C. M. Algérie.
Reichardt (Guy-Alain-François), C. A. R. 101 (S. A. S.).
Rougier (Marie-Bernard), C. I. S. M./1 Montluçon.

CADRE ADMINISTRATIF

MM. Aimaretti (Alain), 6^e B. M. R. G., Epinal.
de Lartigue (Michel-Frédéric), 61^e C. R. D. Metz.
Quenouillère (Guy-Jean), C. A. R. 101 (S. A. S.).
Sarrazin (Philippe-Jacques-Louis-Sylvain), 4^e B. M. R. G. Châteauroux.

Service de l'intendance.

MM. Arnaud (Alphonse-Antoine-Laurent), commandement supérieur des forces en Algérie (action sociale).
Breton (Guy-Alain), commandement supérieur des forces en Algérie (D. R. I.).
Chausson (Alain-Jean), région territoriale et corps d'armée de Constantine.
Fau (Alain-Joseph-Marie), service des affaires algériennes (S. A. S.).
Pfister (Rodolphe-Lucien), service des affaires algériennes (S. A. S.).

TROUPES DE MARINE

Infanterie.

MM. Asafsaf Mohamed, 63^e R. I. Ma.
Boulangier (Claude-Louis), 5/58^e C. L. T., Soissons.
Boussemard (Guy-Michel), 27^e B. I. Ma.
Closier (Michel), 2/11^e R. I. Ma.
Colin (Yves), 9^e R. I. Ma.
Daguet (Daniel-Marcel), 1/11^e R. I. Ma.
de Miras (Ange-Auguste), 1^{er} R. P. I. Ma.
Douls (Gérard-Louis), 1/11^e R. I. Ma.
Dresco (Philippe), 2/73^e R. I. Ma.
Dubois (Maurice-Albert), 27^e B. I. Ma.
Frette (Xavier-Robert), 21^e R. I. Ma.
Garde (Daniel), 2^e R. I. Ma.
Glasel (Yvan), 5^e compagnie des services, Versailles.
Grandjean (Pierre-Marcel), 2^e B. T. D. M.
Guizien (Michel), 8^e R. I. Ma.
Haentzler (Pierre), 2^e R. I. Ma.
Harris (Nicolas), 22^e R. I. Ma.
Hurtrez (Roger-Pierre), E. M. I. Cherchell.
Jolly (Daniel), 8^e R. I. Ma.
Jourdain (François), 23^e R. I. Ma.
Kessler (Bernard), 62^e C. T. D. M.
Khalef Bonalem, 2^e R. I. Ma.
Lacroix (Philippe), 9^e R. I. Ma.
Le Bastard (Paul-Joseph), 2^e R. I. Ma.
Le Doze (Pierre), 2^e R. P. I. Ma.
Lefevre (Jean-Charles), 2^e R. I. Ma.
Mahieu (Jean-Claude), 22^e R. I. Ma.
Millet (Jean-Pierre), 63^e R. I. Ma.
Miremont (Gérard), 16^e R. I. Ma.
Pancrazi (Albert-Jean), 63^e R. I. Ma.
Pardeilhian (Jacques), 9^e R. I. Ma.
Pecquet (Gérard), 9^e R. I. Ma.
Picard (Alain), 22^e R. I. Ma.
Rouaud (Michel), 16^e R. I. Ma.
Rousseau (Yves-Raymond), R. I. C. M.
Serre (Raymond), 23^e R. I. Ma.
Surun (Olivier), 27^e B. I. Ma.
Tattevin (Bernard-Paul), 43^e B. I. Ma.
Thomas (Yves), 2^e R. I. Ma.
Tissot (Gérard), 8^e R. I. Ma.
Valette (Pierre), 27^e B. I. Ma.
Zimmermann (Jean-Pierre), E. M. I., Cherchell.

Artillerie.

MM. Berecoechea (Jean-Joseph), 1/12^e R. A. A. Ma.
Bochet (Pierre), 2/1^e R. A. Ma.
Boinot (Rémy), 1/2^e R. A. Ma.
Dubouilh (Jean-Claude), 1/9^e R. A. Ma.
Galaud (Gérard), 41^e R. A. Ma., la Fère.
Hemelsdael (Jean-Paul), 2/10^e R. A. Ma.
Herman (Claude), 41^e R. A. Ma., la Fère.

Décret du 17 juillet 1962 portant promotions et nominations dans les cadres actifs et des réserves de l'armée de l'air.

Par décret en date du 17 juillet 1962, sont promus ou nommés, à titre définitif, dans l'armée de l'air :

A. — ACTIVE

I. — CORPS DES OFFICIERS DE L'AIR

Cadre navigant.

Au grade de colonel.

Pour prendre rang du 1^{er} mai 1962.

M. le lieutenant-colonel Barras (André-Jean-Baptiste), en remplacement de M. Grison, nommé général.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les lieutenants-colonels :

M. de La Fournière (Louis-Pierre-Saturnin), en remplacement de M. Manfroy, retraité.

M. Bertin (Jean), en remplacement de M. Tassin de Saint-Pereuse, retraité.

Au grade de lieutenant-colonel.

Pour prendre rang du 1^{er} juin 1962.

Les commandants :

M. Crossouard (Paul-Henri), réalisation d'effectifs.

M. Faberes (Jean-Marcel-Pierre), en remplacement de M. Barras, promu.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les commandants :

M. Rueyres (Guy-Aimé-Louis), en remplacement de M. de La Fournière, promu.

M. Despouy (Raymond-Jean), en remplacement de M. Bertin, promu.

Au grade de commandant.

Pour prendre rang du 1^{er} juin 1962.

Les capitaines :

M. Salini (Jean-Paul-Joseph), en remplacement de M. Crossouard, promu.

M. Faure (Alain), en remplacement de M. Faberes, promu.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les capitaines :

M. Thubert (Bernard-Marie), en remplacement de M. Galano, retraité.

M. Leloup (Jean-René-Armand), en remplacement de M. Rueyres, promu.

M. Binguier (Guy-Georges-André), en remplacement de M. Bes, retraité.

M. Pozzo di Borgo (Claude-Pierre), en remplacement de M. Despouy, promu.

Au grade de capitaine.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les lieutenants :

2^e tour (choix). M. Brylinski (Olivier-Emile-Arnold), en remplacement de M. Rieuneau, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Vougny (Philippe-André-Gaston), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Chevaillier, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Blanluet (Francis-Gaston-Luc), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Jeanjean, promu.

2^e tour (choix). M. Pignay (Robert-Denis-Jean), en remplacement de M. Capiod, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Jourdan (Robert-Marcel-Roger-Louis), en remplacement de M. Questiau, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Fauveau (Jacques-Marie-Maurice-Charles), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Feyeux, promu.

2^e tour (choix). M. Escaffre-Faure (Roger-René), en remplacement de M. Nari, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Montitzky (Wladimir-Pierre), en remplacement de M. Dechelette, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Leclerc (Jean-François-Marcel), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Anquetil, promu.

2^e tour (choix). M. Rouchon (Jean-Jacques-Henri), en remplacement de M. Lucien-Brun, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Planes (Pierre), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Meunier, admis dans le corps des commissaires de l'air.

1^{er} tour (ancienneté). M. Laroussinie (Claude-Maurice-Paul-Edmond), en remplacement de M. Boch, décédé.

2^e tour (choix). M. Larzul (Daniel-Jacques), en remplacement de M. Romer, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Cantalloube (Guy-Serge-Albert), en remplacement de M. Pellegrin, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Pasquet (Bernard-Edouard), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Prevot, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). Aimard (Pierre-Daniel-Jean-François), en remplacement de M. Mercès, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). Platel (Jacques-Maurice-Jean-Marie), en remplacement de M. Archambeaud, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Guyot (Robert-Roger), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Blanckaert, promu.

2^e tour (choix). M. Dumas (Antoine-Marie-Théobald-Maurice), en remplacement de M. Champagnon, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Cassagne (Guy), en remplacement de M. Triquet, promu.

1^{er} tour (ancienneté). Guerry (René-Claude), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Tribout, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Sorba (Martin-Charles), en remplacement de M. Roux, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Saleur (Claude-Auguste-Aristide), en remplacement de M. Desrieux, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Borderies (Jean-Louis-Joseph), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Lagatu, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Bregeon (Bernard-Augustin-Charles), en remplacement de M. Fillietaz, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Saboureaux (Jacques-Pierre), en remplacement de M. Llopis, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Brechet (Gérard-Louis), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Cambresy, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). Baudon (Jacques-Louis-Julien), en remplacement de M. Montaigut, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Muller (Jean-Claude), en remplacement de M. Arbelet, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Sizun (Jean-Pierre), en remplacement de M. Raynaud, promu.

2^e tour (choix). M. Tanant (Pierre-Joseph-Albert), en remplacement de M. Caubel, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Cuenot (Yves-Charles), en remplacement de M. Cambillau, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. de Buretel de Chassey (Marc-Marie-René), en remplacement de M. Arqué, promu.

2^e tour (choix). M. Pomes-Bordedeat (Bernard-Joseph-Jacques), en remplacement de M. Plessier, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Labbe (Claude-Stéphane), en remplacement de M. Julienne, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Giraud (Louis-Claude-Barthélémy), en remplacement de M. Monribot, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Clément (Norbert-Marie-René-Maurice), en remplacement de M. Mouden, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Barthes (Michel-Placide-Camille), en remplacement de M. Latapie, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Revel (Jean-Armand), en remplacement de M. Brulot, retraité.

2^e tour (choix). M. Laurent (Guilhem), en remplacement de M. Ronin, démissionnaire.

3^e tour (ancienneté). M. Merola (André-Joseph-Roger), en remplacement de M. de Fontaine de Resbecq, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Eude (Emile-Hervé), en remplacement de M. Barbey, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Martelli (Jean-Pierre-Guy), en remplacement de M. Monfort, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Hellouin de Cenival (Alain-Jean-Marie), en remplacement de M. Cancelier, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Michel (Pierre-Charles-Albert), en remplacement de M. Dunand, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Le Corre (Alain-Henri), en remplacement de M. Sagazan, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Blanc (Georges-Albert), en remplacement de M. Nicoli, admis en congé du personnel navigant.

1^{er} tour (ancienneté). M. Helsly (Claude-Pierre-Joseph), en remplacement de M. Wicker, admis en congé du personnel navigant.

2^e tour (choix). M. Cazamea (Pierre-André), en remplacement de M. Ghesquiere, admis en congé du personnel navigant.

3^e tour (ancienneté). M. Roger (Christian-Jacques-Mathieu), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Chauffaille, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Belleorgey (Paul), en remplacement de M. Bardagi, promu.

2^e tour (choix). M. Debeugny (Bernard-Charles-Louis-Marie), en remplacement de M. Dubroca, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Clerot (Michel-Gustave-Joseph), en remplacement de M. Reynaud, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Marcille (Claude-Charles-André), inscrit au tableau d'avancement, en remplacement de M. Biousse, promu.

2^e tour (choix). M. Chollet (Jean-Paul), en remplacement de M. Kirch, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Ferey (Jean-Pierre-Emmanuel), en remplacement de M. Picard, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Montigny (Guy-Georges-Edmond-Michel), en remplacement de M. Brognon, promu.

2^e tour (choix). M. Paillard (Jacques-Henri-Lucien), en remplacement de M. Garriwet, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Thiery (Jean-Léon), en remplacement de M. Cordonnier, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Courtieu (Robert-Jean-Louis), en remplacement de M. Breton, promu.

2^e tour (choix). M. Tavernier (Pierre-Alphonse-Georges), en remplacement de M. Henry, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Giraud (Jacques-Marie), en remplacement de M. Fauroux, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Stanguennec (Pierre-Jean), en remplacement de M. Pincemin, promu.

2^e tour (choix). M. Cazaux (Yves-Claude-Julien), en remplacement de M. Senft, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Maitre (Louis-Jean), remplacement de M. Segueineau, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Coulet (Jean-Marie-Gontrand), en remplacement de M. Cuisinier, promu.

2^e tour (choix). M. Castex (Michel-Jean), en remplacement de M. Bourdarias, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Morel (Claude-Gabriel-Jules), en remplacement de M. Goron, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Blanc (Michel-Jean-Claude), en remplacement de M. Bertrand, promu.

2^e tour (choix). M. Caisso (Pierre-René), en remplacement de M. Cercueil, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Rouault (René-Gérard-Alexandre), en remplacement de M. Rondeau, promu.

Au grade de lieutenant.

Promotions automatiques.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

MM. les sous-lieutenants :

Le Bas (Philippe-André).
Laporte (Christian).
Tison (Francis-Léon-Henry).
Leguay (Jacques-Victor-Léon).
Lavault (Roger-Adrien-Louis).

Berthome (Marcel-François-Charles-Gaston).
Garnier (Yves-Georges-Marie-Paul).

Au grade de sous-lieutenant.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

MM. les adjudants-chefs :

Kotkudak (Marie-Joseph-Edmond).
Alcouffe (André-Jean-Georges).
Lacote (Pierre-Aimé).
Perrin (Jack-Daniel).
Rama (André-Jean-Jacques).
Le Gonidec (Hubert-Joël-Yves).
Barbe (Pierre-Gabriel-Marie).
Pangon (Jean).
Leonard (André-Jacques).

Bigot (Elie-Lucien-Alphonse).
Cardinale (Yvon-Marcel).
Viry (Télesphore-Charles).
Humbert (Michel-Pierre-Marie).
Baudevin (Jean).
Verdet (Pierre).
Sournac (Jacques-Ostende).
Trijau (Jean-Claude).
Livet (Pierre-Louis-Ernest).

MM. les adjudants :

Saint-Paul (Roger-Marius-Antonin).
Grande (Teresio-Etienne).
Servas (Jean-Gaston).

Jaquot (Bernard-Etienne).
Weidmann (Michel-Paul).

II. — CORPS DES OFFICIERS DES BASES DE L'AIR

Au grade de commandant.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

M. le capitaine Laurens (René-Jacques), en remplacement de M. Paillas, retraité.

Au grade de capitaine.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les lieutenants :

1^{er} tour (ancienneté). M. Salel (Léonce), en remplacement de M. Peylet, promu.

2^e tour (choix). M. Payan (Maurice-Henri-Jules), en remplacement de M. Coudroy, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Journaux (René-Sylvain), en remplacement de M. Baer, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Amours (André-Paul-Alexandre), en remplacement de M. Petit, retraité.

2^e tour (choix). M. Dijoux (Paul-René), en remplacement de M. Rouves, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Boyer (Jean-Auguste), en remplacement de M. Tardieu, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Moreau (Gabriel-Camille), en remplacement de M. Thomas, promu.

2^e tour (choix). M. Marron (Auguste-Lucien), en remplacement de M. Seureau, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Tiercelin (Roger-Marcel-Maurice), en remplacement de M. Michon, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Lebedeff (Alexandre), en remplacement de M. Brajou, retraité.

2^e tour (choix). M. Decourcelle (Pierre-Louis), en remplacement de M. Abbadie, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Chemlel (Louis-Gustave), en remplacement de M. Couilleau, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Linard (Jean-Raymond), en remplacement de M. Bigarel, retraité.

2^e tour (choix). M. Gourbeyre (André-Marie-Louis), en remplacement de M. Chesne, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Sasmayoux (Robert-André), en remplacement de M. Albert, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Lavaissière (Jean-Marie), en remplacement de M. Galan, retraité.

2^e tour (choix). M. Baugenez (Edouard), en remplacement de M. Portes, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. L'Hermite (René-Valentin-Joseph), en remplacement de M. Guyonnet, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Bergogne (Robert), en remplacement de M. Jeanpierre, retraité.

2^e tour (choix). M. Julien (André-Jacques), en remplacement de M. Loret, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Fevrier (Marcel-Henri-Jean), en remplacement de M. Pillie, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Aussel (Marcel-Sébastien), en remplacement de M. Daumy, retraité.

2^e tour (choix). M. Tinot (Raymond-Robert-Georges), en remplacement de M. Pelat, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Guinard (Louis-Marie), en remplacement de M. Debreux, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Gaden (Joachim-Antoine), en remplacement de M. Bevilacqua, retraité.

2^e tour (choix). M. Le Morvan (Roger), en remplacement de M. Coutinot, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Puissant (Albert-Auguste), en remplacement de M. Castan, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Madelin (Henri-Maurice-André), en remplacement de M. Turpinat, promu.

2^e tour (choix). M. Lafon (Pierre), en remplacement de M. Murzeau, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Michaut (Gilbert-Ernest), en remplacement de M. Haxaire, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Gérard (Robert-Victor-Jean-Baptiste), en remplacement de M. Serrate, retraité.

2^e tour (choix). M. Laffargue (Maurice), en remplacement de M. Cottrel, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Echegut (Robert-Jacques), en remplacement de M. Hebert, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Burel (André), en remplacement de M. Lux, retraité.

2^e tour (choix). M. Courdouan (Joseph-Louis), en remplacement de M. Canal, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Laurent (Jérôme-Gaston), en remplacement de M. Laugier, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Lagarrosse (Abel-Adrien-Jean), en remplacement de M. Baup, promu.

2^e tour (choix). M. Daigre (Jean-Yves-Joseph), en remplacement de M. Decamp, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Frenot (Georges-Albert-Gabriel), en remplacement de M. Rossi, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Gramusset (Henri-Marius-Anthelme), en remplacement de M. Watelle, promu.

2^e tour (choix). M. Dotti (Louis), en remplacement de M. Rebillard, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Izambard (René-Julien-Marcel), en remplacement de M. Koch, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Berger (Marcel-Alexis), en remplacement de M. Ournac, placé en situation hors cadre.

2^e tour (choix). M. Solans (Georges-Alain-Jean), en remplacement de M. Geraut, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Lhommée (Robert-Paul), en remplacement de M. Ruhier, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Guigonis (Ernest-Alix), en remplacement de M. Bischoff, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Corbellini (Ernest), en remplacement de M. Chartier, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Goguet (Pierre-Félix), en remplacement de M. Coulot, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Tiger (Albert-Jean-Marie), en remplacement de M. David, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Pronost (Henri-Jean-René), en remplacement de M. Galin, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Moutte (Paul-Marius), en remplacement de M. Julien, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Lequillier (Charley-Raymond), en remplacement de M. Lorenzoni, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Walck (Daniel-François-André), en remplacement de M. Pages, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Heurtaux (Jacques), en remplacement de M. Pichon, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Gladel (Jean-Armand), en remplacement de M. Salaun, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Carbonne (François-Henri), en remplacement de M. Verdalle, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Pilorget (Joseph-Ferdinand), en remplacement de M. Wermeister, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Pellissard (René-André), en remplacement de M. Guiral, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Fauret (Michel-Roger), en remplacement de M. Tête, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Fouet (Louis-Charles-Roger), en remplacement de M. Colson, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Porchet (Claude-Alfred), en remplacement de M. Chaillan, placé en congé.

2^e tour (choix). M. Jonglez de Ligne (Gilles-Pierre-Ignace-Marie), en remplacement de M. Ciavaldini, placé en congé.

3^e tour (ancienneté). M. Janin (Maurice-Jean), en remplacement de M. Martin, placé en congé.

1^{er} tour (ancienneté). M. Guibert (Yves-Constant-Victor), en remplacement de M. Lamadon, retraité.

2^e tour (choix). M. Lajoux (Claude-Pierre), en remplacement de M. Guigal, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Salieges (Serge-Maxime-Jules), en remplacement de M. Verlot, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Grançon (Pierre-Gérard-Jules), en remplacement de M. Berque, retraité.

2^e tour (choix). M. Descarpenteries (Jacques-Raymond), en remplacement de M. Malbos, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Revest (Lucien-Joseph), en remplacement de M. Piechegut, retraité.

Au grade de lieutenant.

Promotions automatiques.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

MM. les sous-lieutenants :

Lafontaine (Louis-Gabriel-Etienne).	Lawny (Czeslas-Emile).
Haumon (Albert).	Robert (Guy).
Babot (Serge-Louis-Lucien).	Daouphars (Joseph-Marie).

Au grade de sous-lieutenant.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les adjudants-chefs :

Mereaux (René-Louis).	Bossard (Edmond-Célestin-Jules).
Guyon (Jacques-Marcel-Alexandre).	Basset (Fernand-Julien).
Figuière (Sylvain-Joseph).	Michaud (Georges-Jacques-Casimir).
Reymond (Pierre-Marcel).	Audiat (André-Georges-Louis).
Dupont (Vital-Louis-Camille).	Maitrepierre (Aristide-Désiré-Paul).
Guermont (Guy-Maurice).	Ors (Armand).
Landais (Henri).	Playe (Frédéric-Pierre).
Bruchmann (Raymond-François).	Cardon (Raymond-Adolphe-Gustave-Désiré).
Fanton (Robert-Henri).	
Roques (Pierre-Guy-Yves).	

Rivière (Jean-Félix).

Ruan (André-Marie-Jean).

Grevisse (Daniel-Roger-Marcel).

Jannin (Gilbert).

Vieuille (Yves-Célestin).

Sibilleau (Roger-Lucien-Joseph).

Papon (Claude-Elie).

Coulaud (Roger-François-Léon).

Perrin (Pierre-Joseph-Victor).

Maillard (Valentin-Jules-Fernand).

III. — CORPS DES OFFICIERS MÉCANICIENS DE L'AIR

Au grade de colonel.

Pour prendre rang du 1^{er} juin 1962.

M. le lieutenant-colonel Monti (Jean-Raymond-Louis), en remplacement de M. Gross, retraité.

Au grade de lieutenant-colonel.

Pour prendre rang du 1^{er} juin 1962.

Les commandants :

M. Barbier (Maurice-Gaston-Marie), en remplacement de M. Berthon, promu.

M. Bertrand (Paul-Jean-Jules), en remplacement de M. Mourey, retraité.

M. Richter (Roger-Pierre), en remplacement de M. Guez, promu.

M. Muller (André-René), en remplacement de M. Pauly, retraité.

M. Douriaux (Roger-Louis-Henri), en remplacement de M. Monti, promu.

Au grade de commandant.

Pour prendre rang du 1^{er} juin 1962.

Les capitaines :

M. Leber (René-Yvon), en remplacement de M. Mermet-Guyenet, retraité.

M. Renaud (Jean-Marius-Joseph), en remplacement de M. Dauge, retraité.

M. Favrel (Max-John), en remplacement de M. Villeneuve, retraité.

M. Feru (René-Auguste), en remplacement de M. Cohat, retraité.

M. Achard (Yvon-Antoine), en remplacement de M. Badet, retraité.

M. Devaux (Jean-Yves-Marie), en remplacement de M. Schurr, retraité.

M. Le Pennec (Pierre-Julien-Antoine-François), en remplacement de M. Brun, retraité.

M. Henry (Charles-André), en remplacement de M. Lacaze, retraité.

M. Aubert (Jean), en remplacement de M. Pourtalet, en congé de longue durée.

M. Ferry (René-Paul), en remplacement de M. Girard, retraité.

M. Fargier (Adrien-Eugène-Victor), en remplacement de M. Barbier, promu.

M. Lacombe (Jean-Marie-Raymond), en remplacement de M. Bertrand, promu.

M. Gueguen (Michel-François-Marie), en remplacement de M. Richter, promu.

M. Piegelin (Paul-Louis), en remplacement de M. Muller, promu.

M. Eymeri (Serge-Edmond), en remplacement de M. Douriaux, promu.

M. Martinez (François), en remplacement de M. Moritz, placé en situation hors cadre.

M. Leger (Robert-Henri), réalisation d'effectifs.

M. Gay (Eugène-Joseph), réalisation d'effectifs.

M. Fabien (Pierre-Achille-François), réalisation d'effectifs.

M. Grillet (Roger-Pierre), réalisation d'effectifs.

M. Grégoire (Henri-Léopold-André), réalisation d'effectifs.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les capitaines :

M. Camadall (René-Henri-Isidore), en remplacement de M. Corsello, retraité.

M. Touzart (Henri-Armand), en remplacement de M. Guillemain, retraité.

M. Michon (Raoul-Marius), en remplacement de M. Amanieu, retraité.

M. Caillaud (André-Pierre), en situation hors cadre.

Au grade de capitaine.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les lieutenants :

1^{er} tour (ancienneté). M. Cadalen (Jean), en remplacement de M. Lavielle, retraité.

2^e tour (choix). M. Woiline (Maurice-Justin), en remplacement de M. Bliaut, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Caussèque (Jean-René-Benjamin), en remplacement de M. Metz, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Olivier (Gérard-William), en remplacement de M. Larbre, retraité.

2^e tour (choix). M. Hugounenq (Bernard-Jean), en remplacement de M. Dedieu, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Bonhomme (Paul-Elie-Jérôme), en remplacement de M. Thiollière, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Soubrier (Armand-Louis-Marcel), en remplacement de M. Payen, retraité.

2^e tour (choix). M. Marcellesi (Dominique), en remplacement de M. Machet, retraité.

3^e tour (ancienneté). M. Lecureux (Maurice-Paul-Louis), en remplacement de M. Berthe, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Gauche (Claude-Louis-Jean), en remplacement de M. Robin, admis dans la gendarmerie.

2^e tour (choix). M. Risse (Noël-Maurice-Camille-Adrien), en remplacement de M. Leber, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Savary (Gilbert-Georges), en remplacement de M. Renaud, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Evrard (Georges-Paul-Marcel), en remplacement de M. Favrel, promu.

2^e tour (choix). M. Vautier (Christian-Henri), en remplacement de M. Feru, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Cottin (Robert-Aimé-Jean), en remplacement de M. Achard, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Le Merdy (Léon), en remplacement de M. Devaux, promu.

2^e tour (choix). M. Massia (Jean-Pierre-Joseph), en remplacement de M. Le Pennec, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Cales (Gilbert-Christian), en remplacement de M. Henry, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Pallier (Jean-François), en remplacement de M. Aubert, promu.

2^e tour (choix). M. Lavergne (Bernard-Yves), en remplacement de M. Ferry, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Carre (Paul), en remplacement de M. Fargier, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Allier (Jean-Louis-Henri), en remplacement de M. Lacombe, promu.

2^e tour (choix). M. de La Berrurière de Saint-Laon (Henry-Raoul-Marie), en remplacement de M. Gueguen, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Dubedat (Paul-Léon), en remplacement de M. Piegelin, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Rolland (Roger-Aimé-Max), en remplacement de M. Eymeri, promu.

2^e tour (choix). M. Anglaret (François-Paul-Marie), en remplacement de M. Martinez, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Louvet (Pierre-François-Louis), en remplacement de M. Leger, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Baudry (Jean-Claude-Emile), en remplacement de M. Gay, promu.

2^e tour (choix). M. Thomas (Robert), en remplacement de M. Fabien, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Fabre (Christian-Maurice-Pierre), en remplacement de M. Grillet, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. La Roche (Jacques-Frédéric-Dominique), en remplacement de M. Gregoire, promu.

2^e tour (choix). M. Foussier (Jean-Marie-Arsène-Joseph), en remplacement de M. Camadall, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Larivière (Marc-Louis-Paul-André), en remplacement de M. Touzart, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Boloh (Jacques-Maurice), en remplacement de M. Michon, promu.

2^e tour (choix). M. Boivin (Pierre-Roland), en remplacement de M. Caillault, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Dauch (Max-Edouard), en remplacement de M. Bertram, promu.

1^{er} tour (ancienneté). M. Robin (Jean-Fernand-Louis), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Guillier (Serge-René-Louis), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Croixmarie (Francis-Marie-Jean), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Moline (David-Gérard), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Dubois (Bernard-Albert-Marie), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Rochot (Christian-Louis-Léon-Antoine), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Lazerges (Jean-Roger-André), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Ballaud (André-Claude-Justin), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Dulherm (Louis-Bertrand), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Bergouniou (Pierre-Maurice), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Ribot (Michel), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Guyard (Bernard-Raymond), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Le Lay (Roger-Jérôme-François-Corentin), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Gasser (René-Emile), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Auffret (Pierre-Raoul), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. de Calbiac (Jean-Jacques), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. de Peretti (Léonard), en situation hors cadre.

3^e tour (ancienneté). M. Daviaud (Guy-Albert-Jean), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Chalmet (Guy-Aimé-Henri), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Leichtnam (José-Marie-Georges), réalisation d'effectifs.

3^e tour (ancienneté). M. Le Morvan (Guy-Marcel-François), réalisation d'effectifs.

1^{er} tour (ancienneté). M. Jacomme (Louis-Henri-Pierre-Jean-Marie), réalisation d'effectifs.

2^e tour (choix). M. Frey (Marie-Jean-Jacques), réalisation d'effectifs.

Au grade de lieutenant.

Promotions automatiques.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

MM. les sous-lieutenants :

Chevance (Rolland-Cyrille-Félix).	Pangaud (Guy-André).
Mardelle (Jean-Robert).	Bleneau (Jacques-Louis-Gabriel).
Fache (Pierre-Ernest).	Saez (Henrique).
Chahen (Roger-Henri).	

Au grade de sous-lieutenant.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Les adjudants-chefs :

Gari (Jacques).	Jetin (Fernand-François-Pierre).
Olsina (Miquel).	Salvador (Victor-Bruno).
Nicod (Maurice-Marie-Florentin).	Moreau (Bernard-André).
Lacroix (Alfred).	Fourrage (Maurice-Henri).
Puthon (Henri-Auguste).	Mognetti (René-Frédéric-Adolphe).
Micault (André-Jules-Emile).	Gautier (Maurice-Louis-Joseph).
Paraire (Charles-Henri).	Julien (Gaston).
Simard (Fabrice-Albert).	Ourliac (Robert).
Caure (Edmond-Raymond-André).	Camborde (Fernand-Marcel).
Barbier (Marius-Jean).	

IV. — CORPS DES OFFICIERS DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'AIR

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Au grade de lieutenant-colonel.

M. le commandant Aube (Pierre), en remplacement de M. Clément, retraité.

Au grade de commandant.

Les capitaines :

M. Brouillaud (Maurice), en remplacement de M. Ruff, retraité.
M. Ternant (André-Pierre), en remplacement de M. Aube, promu.
M. Thil (Roger-Lucien), en remplacement de M. Pissotte, retraité.

Au grade de capitaine.

Les lieutenants :

3^e tour (ancienneté). M. Lebon (Georges-Fernand), inscrit au tableau, en remplacement de M. Rouge, retraité.

1^{er} tour (ancienneté). M. Bize (Paul), inscrit au tableau, en remplacement de M. Pery, retraité.

2^e tour (choix). M. Belmondo (Marcel-Sébastien-Henri), en remplacement de M. Brouillaud, promu.

3^e tour (ancienneté). M. Berge (Edmond-Pierre-Jean), en remplacement de M. Ternant, promu.

Au grade de lieutenant.

Promotion automatique.

M. le sous-lieutenant Lafaye (Robert-Antonin).

Au grade de sous-lieutenant.

Les adjudants-chefs :

Saouzanet (Marcel-Henri).	Chaumont (Bernard-Albert).
Charpiat (Jean-Roger).	Nicolas (Marcel-Gustave-Félicien-Auguste).
Pauleau (André-Georges-René).	Merle (Jérémie-Marius).
Jeanblanc (Marcel-Alfred).	

V. — CORPS DES COMMISSAIRES DE L'AIR.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

Au grade de commissaire commandant.

Les commissaires capitaines :

M. Monney (Marcel-André), en remplacement de M. Colombe, promu.

M. Lamy (Paul-Joseph-Xavier), en remplacement de M. Cornillet, promu.

M. Becquereau (Lionel-Paul), en remplacement de M. Bouillard, promu.

B. — CONGE DU PERSONNEL NAVIGANT

Au grade de colonel.

Pour prendre rang du 25 mai 1962.

M. le lieutenant-colonel Guy (Raymond-Irénée).

Pour prendre rang du 30 mai 1962.

M. le lieutenant-colonel Baudouin (Maurice-André-Ernest).

Au grade de lieutenant-colonel.

Pour prendre rang du 21 mai 1962.

M. le commandant Cornu (Paul-Félix-Georges).

Pour prendre rang du 27 mai 1962.

M. le commandant Ridard (Antoine-Marie-Paul).

Au grade de commandant.

Pour prendre rang du 20 mai 1962.

M. le capitaine Simon (Roger-Raymond).

C. — RESERVE

En situation d'activité.

Pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962.

AU GRADE DE CAPITAINES

I. — Corps des officiers de réserve de l'air.

a) Cadre navigant.

MM. les lieutenants :

Dauney (Jack-Eugène-Henri).
Grand (Jean-Marie-Gabriel).
Garraud (Jacques).
Graziani (Edmond-Vital).
Serie (Robert-Amédée).
Claret de Fleurieu (Paul-Marie-Médéric).
Bonnet (Jacques-Jean-Louis).
Popov (Georges-Pierre).
Le Duff (Jean-Henri-Emile).
Duflos (Pierre-Jean-Marie).
Fritsch (Paul-André).
Thebault (Norbert).
Sunder (Daniel).
Teste (Michel-Claude).
Michel (Arthur-Jean-André).
Twitchin (Eric-François-Benoni).

Chaplet (Jean-Pierre-André-Georges).
Beaumont (Yves-Marcel-Jean).
Ballandras (Jean-Lucien).
Pointereau (Jean-Charles-Eugène).
Chaplot (Guy-Louis-Joseph).
Azema (André-Pierre-Aimé).
Lagravière (Jacques-André).
Durieux (César).
Biaison (Primo).
Sauget (André-Michel-Maurice).
Jean (Pierre-Alfred).
Kotkudak (Pierre).
Bibeyran (André).
Theillac (Bernard-Maurice).

b) Cadre sédentaire.

M. le lieutenant Mayeux (Robert-Marcel).

II. — Corps des officiers de réserve des bases de l'air.

MM. les lieutenants :

Orio (Georgie-Roland).
Ligne (Claude-Jean-Marie).
Vial (Léon-Germain).
Spir (Pierre-Gustave-Henri).
Cowen (Guy-Isidore-David).

Boyer (Guy-Adrien-Albert).
Giovanni (François-Marie).
Salis (Hervé-Jean-Maurice).
Mourlhon (Jean-Marie).
Fourment (Paul-Antoine).

III. — Corps des officiers de réserve des services administratifs de l'air.

M. le lieutenant Panouillot (Jacques-René-Cyrille).

Les officiers dont les noms suivent, nommés au grade de sous-lieutenant d'active, corps des officiers de l'air (cadre navigant), pour prendre rang du 1^{er} juillet 1962, reprennent, à titre temporaire à compter de cette date, le grade qu'ils ont détenu au titre des réserves :

Capitaine.

M. Saint-Paul (Roger-Marius-Antonin).

Lieutenant.

M. Grande (Térésio-Etienne).

Décret du 17 juillet 1962 portant promotions automatiques au grade de lieutenant de réserve de l'armée de l'air.

Par décret en date du 17 juillet 1962, sont promus au grade de lieutenant de réserve de l'armée de l'air, pour prendre rang aux dates ci-après, les sous-lieutenants :

I. — Rang du 1^{er} juillet 1961.

CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES BASES DE L'AIR

M. Cuomo (Achille-Antoine-Adrien), X. 65.089, C. M. 224.

II. — Rang du 1^{er} juin 1962.

CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'AIR

Cadre navigant.

MM. Abadie (Pierre-Philippe), X. 70.110, B. A. 1/141.
Bourillon (Paul-Edouard-Honoré), X. 69.507, C. M. 225.
Briend (Bernard-Jean), X. 69.997, Z. O. M. n° 2.
Chauwin (Roger-Joseph-Marie), X. 69.400, B. A. 1/705.
Conti (Fernand-Yves), X. 69.213, C. M. 223.
Dacquin (François-Jean-Marie), X. 69.211, C. M. 222.
Desbarats (Jules-Albert-Gérard), X. 69.209, C. M. 223.
Dugue (Robert-Eugène-Paul), X. 69.217, Z. O. M. n° 2.
Goranflaux de La Giraudière (Patrice-Odet-Marie-Raymond), X. 69.408, Z. O. M. n° 2.
Grimmer (Jean-Paul), X. 69.383, C. M. 225.
Keramoal (Pierre), X. 69.212, C. M. 222.
Lacombe (Claude-Emile), X. 69.220, C. M. 223.
Le Carpentier (Etienne-Marie-Jean), X. 69.214, C. M. 222.
Le Coqu (Marcel-Jean), X. 69.995, C. M. 221.
Martin (Pierre-Jacques-Robert), X. 69.210, C. M. 222.
Metzger (Jean), X. 69.406, C. M. 222.
Michard (Raymond), X. 69.218, C. M. 222.
Moron (Jacques-Henri-Louis), X. 69.384, C. M. 222.
Paulus (Roger-Alois-Joseph), X. 69.215, B. A. 1/211.
de Perthuis de Laillevault (Bernard-Gaston-Marie-Edmond), X. 69.444, C. M. 222.
Rondet (Hubert), X. 69.996, C. M. 222.
Sansot (Lucien-Jean), X. 69.401, C. A. 02/159.
Szkolnik (Claude), X. 69.405, C. M. 225.
Theanor (Roland-Yves-Maurice), X. 69.216, C. M. 222.
Vogel (Nicolas-Lucien), X. 69.219, C. M. 222.
Walbaum (Gérard), X. 69.409, C. M. 222.

CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES BASES DE L'AIR

MM. Albouy (Hugues-Henri), X. 69.253, C. M. 225.
Aldeguer (André-Raymond-François), X. 68.993, C. M. 223.
Alessandri (Paul), X. 69.465, C. M. 225.
Amalberti (Yves-Christian-André), X. 68.933, C. M. 224.
Andrez (Laurent-Emile-Joseph), X. 69.269, C. M. 221.
d'Anglemont de Tassigny (Jean-Marc), X. 69.500, C. M. 221.
Anglezi (Paul-Antoine), X. 70.019, C. M. 224.
Aragonez (Armand-Ambroise), X. 70.025, C. M. 223.
Arnaud (Christian-Jean-Marie), X. 69.008, C. M. 221.
Asso (René-Antoine-Henri), X. 69.227, C. M. R. G. 229.
Auger (Jean-Paul-Elie), X. 69.088, C. M. 222.
Auzene (Jean-Claude-Lucien), X. 69.060, C. M. 221.
Auzimour (Lucien), X. 69.464, C. M. 225.
Babaud (Jacques), X. 69.434, C. M. R. G. 229.
Bacquerie (Elie-Noël), X. 69.415, C. M. 223.
Baradel (Henri-Constant), X. 69.239, C. M. 222.
Barbedienne (Jean-Roger), X. 69.099, C. M. 222.
Bardon (Claude-Henri), X. 69.038, C. M. 224.
Baret (René-Jean), X. 70.024, C. M. R. G. 229.
Barrault (Jean-Claude-François), X. 68.962, C. M. 223.
Barré (Jean-Pierre), X. 69.042, C. M. 221.
Barret (Michel-Raymond), X. 69.007, C. M. 222.
Barrome (Henry-Lucien), X. 69.258, C. M. 228.
Barthelemy (Marcel-Paul-Bernard), X. 69.053, C. M. 221.

- MM. Basset (Raoul-Albert-Jules-Alphonse), X. 69.386, C. M. R. G. 229.
 Bauchet (Francis-Michel), X. 68.977, C. M. 222.
 Bayle (Gérard-Léon-Marie), X. 70.013, C. M. 223.
 Beaumont (Michel-Charles-Robert), X. 69.027, C. M. 223.
 Becker (Léon-Benjamin), X. 70.001, C. M. 221.
 Bedoussac (Jean-Marie-Célestin), X. 69.999, Z. O. M. n° 2.
 Beguery (André-Henri), X. 69.228, C. M. 223.
 Beigbeder (Arnaud-Jean), X. 69.264, C. M. R. G. 229.
 Bel (André-Paul-Georges), X. 69.246, C. M. 221.
 Bellocuvre (André-Lucien), X. 68.968, C. M. 222.
 Bernheim (Jean-Marcel), X. 69.087, C. M. 222.
 Berthaut (Jean-Philibert), X. 69.437, C. M. 225.
 Berthon (René-Jacques-Louis), X. 69.250, C. M. 224.
 Bertrand (Maurice-Jean), X. 70.028, C. M. 224.
 Beugnette (Paul-Albert), X. 69.287, C. M. 221.
 Bieth (Charles-Antoine), X. 70.117, C. M. 228.
 Biron (Guy-Auguste-Pierre), X. 69.271, C. M. 225.
 Bloin (Jean), X. 70.015, C. M. 223.
 Blommaers (Francis-Alphonse-Joseph), X. 68.987, C. M. 222.
 Bobcoff (Georges), X. 69.428, C. M. 221.
 Bonfils (Louis-Joseph), X. 70.002, C. M. 224.
 Bonhoure (Gabriel-Henri-Louis), X. 69.435, C. M. 223.
 Bonnet (Lucien-Alexandre), X. 70.016, C. M. 223.
 Bordenave (André-Eugène-Gaston), X. 69.240, C. M. 223.
 Bordet (Bernard), X. 69.422, C. M. R. G. 229.
 Borrossi (Pierre-François-Charles), X. 69.061, C. M. 221.
 Bouchet (Jean-Yves), X. 68.965, C. M. 222.
 Bourland (Jean-Marie-Joseph), X. 69.015, C. M. 222.
 Boussac (Jean-Camille-Etienne), X. 69.248, C. M. R. G. 229.
 Brassat (Joseph-Jean-Marie), X. 69.024, C. M. 222.
 Braunstein (Jacques-Edouard), X. 69.062, C. M. 221.
 Brosselein (Michel-Jean-Yves), X. 69.025, C. M. 224.
 Brun (Yves-Robert), X. 69.266, C. M. R. G. 229.
 Brunet (Raymond-Julien-Georges), X. 69.411, C. M. R. G. 229.
 Buisson (Georges), X. 69.081, C. M. 224.
 Buzet (Rémy-François), X. 68.943, C. M. 224.
 Caillabet (François-Marie-Jacques), X. 69.506, C. M. 223.
 Calieux (Philippe-Jean), X. 68.982, C. M. 222.
 Camelin (Jean-Pierre-Marie-André), X. 69.097, C. M. 222.
 Candelier (Serge-Louis-Georges-Joseph), X. 69.093, C. M. 222.
 Cantier (Francis-Marie), X. 69.235, C. M. R. G. 229.
 Capo (Jacques), X. 69.255, C. M. 225.
 Carbonne (Robert-Raymond), X. 69.466, C. M. 225.
 Carle (Albert-François-Jean), X. 69.460, C. M. R. G. 229.
 Carrasco (Marcel), X. 70.029, C. M. 224.
 Carrière (Roger-Etienne), X. 69.257, C. M. R. G. 229.
 Caviglia (André-Jean-Honoré), X. 68.944, C. M. 224.
 Ceccaldi (Hubert-Jean), X. 68.931, C. M. 224.
 Chabrol (Charles-Marie-Marco), X. 69.458, C. M. 223.
 Chameroy (Jean-Edmond-Denis), X. 69.052, C. M. 222.
 Chapuis (Bernard-Marcel-Louis), X. 68.979, C. M. 221.
 Charles (Jean-Robert-Marie-René), X. 69.089, C. M. 221.
 Charles (Roger-Paul-Marcel), X. 68.946, C. M. 221.
 Chauvel (Pierre-Jean-Alphonse), X. 69.445, C. M. 222.
 Chouffier (Alain-Jean-Marie-Etienne), X. 69.055, C. M. 222.
 Christiaens (Louis-Winoc-Joseph-Marie), X. 68.970, C. M. 222.
 Christophe (André-Raymond), X. 69.424, C. M. 221.
 Cognard (Daniel-Pierre), X. 69.098, C. M. 222.
 Cohen-Skalli (Pierre-André), X. 69.453, C. M. 222.
 Collet (Jacques-Emile), X. 69.414, C. M. R. G. 229.
 Conesa (René-François), X. 70.018, C. M. 221.
 Contenay (Daniel-François), X. 68.935, C. M. 222.
 Cotten (Louis-Christophe-Henri-Jacques), X. 69.063, C. M. 222.
 Coudeville (Philippe-Jean-Emile), X. 69.021, C. M. 224.
 Coussineux (Jean), X. 69.498, C. M. 223.
 Couture (Robert-Marie-Edouard), X. 70.115, C. M. 228.
 Crosa (René-Joseph), X. 69.268, C. M. 222.
 Crouzet (Louis-Gabriel), X. 70.120, C. M. 228.
 Cueff (André-Yves-Marie), X. 69.450, C. M. R. G. 229.
 Curtet (Roland-Joseph), X. 69.084, C. M. 224.
 Dardonville (Philippe-Marie-Joseph), X. 69.048, C. M. 222.
 Darmon (Max-Maurice), X. 70.032, C. M. 222.
 Dauriac (Jean-Louis-Albert), X. 69.387, C. M. 223.
 Deguigne (Alfred-Gabriel), X. 70.121, C. M. 228.
 Delhomme (Jean - Baptiste - Marie - Joseph - Gabriel), X. 69.241, C. M. 223.
 Delmas (Alexandre-René), X. 69.223, C. M. 225.
 Denoual (Serge-André-Marie), X. 69.096, C. M. 222.
 Dieudiedt (Jacques-Georges-Julien), X. 69.222, C. M. 222.
 Dero (Yves-Jules-Marie), X. 69.501, C. M. R. G. 229.
 Derrien (Alain), X. 70.026, C. M. 223.
 Desbans (Jean-Louis-Henri), X. 69.447, C. M. R. G. 229.
 Desgoutte (Roger-Pierre), X. 69.077, C. M. 224.
 Dessaly (Léonce-Félix-Léopold), X. 69.234, Z. O. M. n° 2.
 Doloy (Pierre-René), X. 69.270, C. M. 225.
 Dolveck (Bernard), X. 69.079, C. M. 221.
 MM. Dorbessan (Frédéric-Joseph), X. 69.442, C. M. 225.
 Doussin (Bernard-Alain), X. 68.981, C. M. 222.
 Droeder (Guy-Marcel), X. 69.440, C. M. 223.
 Droulers (Gérard-Jean-Constantin-Léon), X. 69.004, C. M. 222.
 Droz-Bartholet (Jean-Marie-Emile), X. 69.029, C. M. 221.
 Dubois (René-Charles-Jules), X. 69.448, C. M. 225.
 Duffaud (Pierre), X. 69.078, C. M. 222.
 Dumond (Emile), X. 69.463, C. M. 225.
 Dupeyron (Jean-Julien-Hubert), X. 69.282, Z. O. M. n° 2.
 Dupont (Francis-Jean-Marie-Joseph), X. 68.985, C. M. 222.
 Dupré (Guy-Emile-Albert), X. 68.999, C. M. 222.
 Ecotière (Bernard), X. 69.064, C. M. 222.
 Emeury (François-Marie), X. 69.426, C. M. 222.
 Entringer (Jean-Jacques-Edouard), X. 69.260, C. M. R. G. 229.
 Escarabajal (Georges-Louis-Emmanuel), X. 69.281, C. M. 222.
 Estadas (Jacques), X. 69.279, C. M. 222.
 Ete (Jacques-Félix-Georges), X. 69.507, C. M. 223.
 de Fabre de Latude (Hubert-Marie-Georges), X. 69.244, C. M. 224.
 Fardet (Aimé-Lucien), X. 69.254, C. M. 221.
 Farjaud (Claude-Michel), X. 69.010, C. M. 222.
 Fauconnier (Jean-Claude), X. 69.017, C. M. 222.
 Fayard (Pierre-André), X. 69.443, C. M. 222.
 Felgerolles (Guy-Numa), X. 69.259, C. M. 225.
 Fermé (Michel-Paul-Henri), X. 68.932, C. M. 222.
 Feuillas (Christian-André), X. 68.945, C. M. 222.
 Feuillet (Guy-René-Marcel), X. 68.966, C. M. 222.
 Fifi (Jean-Henri-Joseph-Félix), X. 69.237, C. M. R. G. 229.
 Filly (Alain-François-Frédéric), X. 69.002, C. M. 222.
 Firmin (Guy-Gabriel), X. 69.283, C. M. 222.
 Flajollet (Henri-Charles-Augustin), X. 69.412, C. M. 221.
 Flandreau (Bernard-Jean-Maurice-Ignace), X. 68.998, C. M. 222.
 Flipo (Daniel-François-Xavier-Marie-Joseph), X. 69.012, C. M. 222.
 Flores (Lucien-Sauveur), X. 70.033, C. M. 223.
 Fohrer (Jean-Claude-Edmond-Georges), X. 68.951, C. M. 221.
 Foucaud (Jean-Marcel-Marius), X. 69.069, C. M. 223.
 Fouet (Henri-André), X. 69.229, C. M. 223.
 Fragnay (Raymond-Jean), X. 69.013, C. M. 224.
 Frant (Gérard-Raoul-Yvon-René), X. 69.086, C. M. 222.
 Frayssé (Pierre-Guy-Jean), X. 69.278, C. M. R. G. 229.
 Fumei (Jean-Paul), X. 68.963, C. M. 221.
 Gall (Paul-Alexandre-Jean-François), X. 69.286, C. M. 221.
 Gauthier (Jean-Pierre-Raymond-Etienne), X. 68.952, C. M. 222.
 Gautier (Eugène-Raymond-Henri-Paul), X. 70.021, C. M. 223.
 Gaye (Bernard-Jean-Jacques), X. 68.972, C. M. 222.
 Gilly (Gabriel-Jean-Marie-Charles), X. 69.416, C. M. 225.
 Gilquin (Jean-Gabriel-Pierre), X. 69.091, C. M. 221.
 Godillot (Pierre-Charles-Joseph), X. 68.964, C. M. 221.
 Gomis (Gilbert-Alexandre), X. 69.433, C. M. 223.
 Gorostis (Claude-Jean), X. 69.043, C. M. 222.
 Grebert (Ivan-Luc-Armand), X. 68.973, C. M. 224.
 Griffet (François-Jules-Jacques), X. 68.980, C. M. 224.
 Gros (Robert-Marius-Emile), X. 69.028, C. M. 224.
 Guenin (Jean-Paul-Albert-Gabriel), X. 69.067, C. M. 222.
 Guezelle (Jean-Pierre-Louis), X. 69.018, C. M. 222.
 Guibert (Michel-Maurice), X. 69.082, C. M. 221.
 Guillebert (Michel-Martial-François-Jacques), X. 69.100, C. M. 224.
 Guillon (Amédée), X. 70.022, C. M. 224.
 Guinet (Michel-Marcel-Yves), X. 69.009, C. M. 224.
 Guinet (Jean-Léon-Augustin), X. 69.041, C. M. 224.
 Hacquart (Michel-Marie-Pierre-Constant), X. 69.083, C. M. 222.
 Hardy (Marie-Edmond-René), X. 70.006, C. M. R. G. 229.
 Heinis (Marcel-Xavier), X. 69.646, C. M. 225.
 Hentinger (Raymond-François), X. 69.056, C. M. 221.
 Herrero (Pablo), X. 69.280, C. M. 223.
 Hilarion (Jean-Emile), X. 70.031, C. M. 224.
 Humbert (Jack), X. 69.504, C. M. 223.
 Hurtaud (Bernard-Alfred), X. 68.958, C. M. 222.
 Irlinger (Paul-Pierre), X. 69.030, C. M. 221.
 Islet (Jean-Henri-Ferdinand), X. 69.230, C. M. R. G. 229.
 Isnard (Jean-Henri-Lucien), X. 69.085, C. M. 222.
 Jamet (Georges-Joseph-Eugène), X. 70.010, C. M. R. G. 229.
 Jodelet (Alain), X. 69.090, C. M. 221.
 Jorigny (Claude-Ernest-Abel), X. 68.947, C. M. 222.
 Jourdain (Marcel-Léon), X. 69.417, Z. O. M. n° 2.
 Julien (Georges-Julien-Auguste), X. 69.003, C. M. 224.
 Jungmann (Claude-Marie), X. 69.047, C. M. 222.
 Kahn (Jean-Daniel-Charles), X. 68.960, C. M. 222.
 Kiffer (Bernard-Hilaire-Eugène), X. 68.938, C. M. 222.
 Klein (Eric-Albert), X. 69.252, C. M. 225.
 Klein (Francis-Jean), X. 69.066, C. M. 222.
 Labbé (Jacques-Joseph-Marie), X. 68.956, C. M. 222.
 Lacassie (Alexis), X. 70.020, C. M. 223.
 Lacombe (Jean-Pierre), X. 69.247, C. M. R. G. 229.

- MM. Laleu (Jean), X. 69.070, C. M. 224.
 Laliat (Bernard-Lucien), X. 69.034, C. M. 221.
 Lalière (Marc-Bernard), X. 68.929, C. M. 222.
 Lamaison (Henri-Dominique), X. 70.017, C. M. 223.
 Lambert (André), X. 69.439, C. M. 228.
 Lance (Antoine-Charles), X. 70.003, C. M. 225.
 Landeche (Jean-Bernard), X. 68.991, C. M. 223.
 Lanfranchi (Jacques-Mathieu), X. 70.114, C. M. 228.
 Languille (Emile-Maurice-Germain), X. 69.073, C. M. 223.
 Lanié (Charles), X. 69.263, C. M. 225.
 Larcher (Maurice), X. 69.245, C. M. R. G. 229.
 Larrouze (Raymond-Jean-Louis), X. 69.497, C. M. R. G. 229.
 Laurent (Paul-Etienne-Placide), X. 70.009, C. M. R. G. 229.
 Lathière (André-Julien), X. 69.243, C. M. 223.
 Lavorel (René-Ferdinand), X. 69.054, C. M. 222.
 Lazou (François), X. 69.238, C. M. 223.
 Lebeschu (Louis-Francis-Victor-Emmanuel), X. 69.224, C. M. R. G. 229.
 Leboulleux (Michel-Charles-Maurice), X. 69.068, C. M. 222.
 Le Cannelier (Jean-Henri-Pierre), X. 70.011, C. M. 228.
 Lefebvre (Serge-Philippe), X. 69.019, C. M. 222.
 Lefillatre (Jean-Ernest-Auguste), X. 69.410, C. M. 222.
 Le Hay (Jean-Pierre), X. 68.949, C. M. 222.
 Lehmann (Joseph-Arthur), X. 69.016, C. M. 221.
 Le Rouge de Guerdavid (Yves-Charles-Gaston), X. 69.231, C. M. 222.
 Leroy (Jacques-Edmond), X. 69.071, C. M. 223.
 Leuthe (Jean-Claude-Henri), X. 68.986, C. M. 222.
 Leveque (Charles-Paul-Joseph), X. 69.441, C. M. 222.
 Lhermitte (Joël-Henri-Gaëtan), X. 69.059, C. M. 222.
 Ligeard (Guy-Maurice-Léonce), X. 69.044, C. M. 223.
 Lirola (André), X. 69.461, C. M. R. G. 229.
 Loth (Jacques-Jean-Jules), X. 69.080, C. M. 222.
 Mahon de Monaghan (Patrice-Fernand), X. 69.462, C. M. 223.
 Maillard (Olivier-Paul), X. 68.961, C. M. 222.
 Maison (Fernand-Louis-Pierre), X. 69.423, C. A. T. A. n° 860.
 Manselon (Roger-Paul), X. 69.418, Z. O. M. n° 2.
 Marbach (Robert-Martin), X. 70.007, C. M. 221.
 Marcassin (Jean-Raymond-Antoine), X. 68.988, C. M. 222.
 Marcl (Eugène), X. 69.232, C. M. 224.
 Marie-Joseph (Georges), X. 70.122, C. M. 228.
 Marin (Paul-Joseph), X. 68.955, C. M. 221.
 Maurice (Gérard-Louis-Jean), X. 69.103, C. M. 222.
 Mazet (Marie-Jean), X. 69.236, C. M. 222.
 Medioni (René-Albert), X. 68.941, C. M. 223.
 Mejanes (Pierre-Marie-Arthur), X. 69.277, C. M. 222.
 Merel (Gérard-Joseph-Marius), X. 69.057, C. M. 222.
 Mermilliod (Patrick-Georges-Gilbert-Claude), X. 69.014, C. M. 222.
 Merrer (Claude-Pierre-François), X. 68.934, C. M. 222.
 Mesnil (Jean-Henri), X. 68.974, C. M. 222.
 Metzger (Joseph-Louis-André), X. 68.997, C. M. 221.
 Michel (René-Mendel), X. 69.446, C. M. 221.
 Michelosi (Pierre-Toussaint), X. 70.014, C. M. R. G. 229.
 de Mijolla (Xavier-Théodore-Marie), X. 69.419, C. M. 222.
 Milliancourt (Jean-Adolphe-Pierre), X. 68.983, C. M. 222.
 Milon (Pierre-Jules-Emile-Marcel), X. 68.948, C. M. 222.
 Missud (René-Paul), X. 69.505, C. M. 225.
 Mistral (André), X. 69.421, C. M. 222.
 Moll (Albert), X. 69.251, C. M. 225.
 Monin (Jean), X. 69.993, C. M. R. G. 229.
 Moranval-Vincent (François), X. 69.020, C. M. 224.
 Moulinet (Aimé-Martin), X. 69.261, C. M. 221.
 Mounier (Jacques-Henri-François), X. 68.937, C. M. 222.
 Moussa (Salah-André), X. 69.451, C. M. 225.
 Muller (Maurice-Aimé-René), X. 70.008, C. M. 221.
 Munuera (Armand-Raymond), X. 69.459, C. M. 225.
 Naëder (Michel-Pierre), X. 68.971, C. M. 222.
 Narbonne (Jacques-André), X. 69.225, C. M. 222.
 Neige (Léon-Julien), X. 69.413, C. M. 223.
 Nérot (Patrick-Jean-Marie), X. 69.022, C. M. 222.
 Noël (Guy-Claude), X. 69.104, C. M. 223.
 Oudard (Alex-Fidel-Firmin), X. 69.425, C. M. 223.
 Panis (Louis-Henri), X. 70.116, C. M. 228.
 Paoloni (Eugène-Marcel), X. 70.030, C. M. R. G. 229.
 Papoz (Jean-Claude), X. 69.074, C. M. 222.
 Paqueton (Claude-Etienne), X. 68.990, C. M. 224.
 Parizot (Daniel-Emile), X. 68.936, C. M. 222.
 Pausset (Paul-Emmanuel), X. 69.388, C. M. 225.
 Pellerin (Jacques-Jean-René), X. 68.975, C. M. 222.
 Peltier (Robert-Pierre), X. 69.272, C. M. 221.
 Pendola (Guy-Germain-Laurent), X. 70.004, C. M. R. G. 229.
 Perez (Joseph-Michel), X. 69.449, C. M. 225.
 Perrot (Jean-Louis), X. 68.967, C. M. 224.
 Pfeiffer (Jean-Paul), X. 69.001, C. M. 221.
 Piegle (Jean-Gabriel-René), X. 69.037, C. M. 221.
 Pillard (Yves-Jean-Marie), X. 69.032, C. M. 223.
 Pilot (Albert-Roger), X. 69.262, C. M. 223.
 Pinguet-Rousseau (Jean-Claude), X. 68.957, C. M. 222.
 Pioud (Roger), X. 69.275, C. M. 224.
 Popelier (Jean-Pierre-Gaston), X. 69.102, C. M. 222.
 Poucet (Michel), X. 69.242, C. M. R. G. 229.
 Poulet (André-Fernand-Raymond), X. 69.273, C. M. R. G. 229.
 Poy (Hector du), X. 68.994, C. M. 222.
 Prévot (Guy-Roger-Camille), X. 68.992, C. M. 222.
 Pruvost (Jean-Claude-Henri-Jules), X. 69.049, C. M. 222.
 Pujet (Pierre-Gérard), X. 69.065, C. M. 222.
 Quinaud (Bernard-Pierre-Yves), X. 70.023, C. M. 223.
 Rabel (Alain-Jean-Maurice), X. 69.072, C. M. 222.
 Rauch (François), X. 69.045, C. M. 224.
 Remond (René-François), X. 69.389, C. M. R. G. 229.
 Renault (Alexandre-Albert), X. 69.076, C. M. 222.
 Requena (Jean), X. 69.454, C. M. 225.
 Rieflin (René-Auguste), X. 69.502, C. M. 221.
 Riffaud (Jean-Emile), X. 69.039, C. M. 222.
 Rigall (Jean-Amand-Marius), X. 70.012, C. M. 225.
 Riottot (Michel-Jean-Henri), X. 69.011, C. M. 224.
 Robin (Bernard-Robert-Jean), X. 69.101, C. M. 222.
 Roche (Maurice-Ernest), X. 69.274, C. M. 223.
 Rombourg (Joseph-Charles-Aloÿse), X. 69.267, C. M. 221.
 Roret (Jean-Paul), X. 69.221, C. M. 224.
 Ros (Joseph-Charles), X. 69.431, C. M. 223.
 Rosenzweig (Bernard-Claude), X. 69.026, C. M. 221.
 Rosier (Louis-Hubert), X. 69.058, C. M. 222.
 Roure (Lucien), X. 70.035, C. M. 224.
 Rousselet (Philippe), X. 68.959, C. M. 222.
 Roux (Henri-Pascal), X. 70.119, C. M. 228.
 Ruffié (André-Henri), X. 68.989, C. M. 223.
 Salvani (Jean-Salvador), X. 69.455, C. M. 225.
 Saugé (Michel-André-René), X. 69.046, C. M. 224.
 Savard-Chambard (Paul-Léonce), X. 69.036, C. M. 224.
 Savary (Henri-Georges), X. 70.118, C. M. 224.
 Schreiber (Claude-Sylvain), X. 68.976, C. M. 222.
 Schutte (Antonin-Elie-Jean), X. 69.998, C. M. 222.
 Secchi (François-Albert-Louis), X. 68.939, C. M. 222.
 Serralta (Antoine-Manuel), X. 69.429, C. M. 223.
 Sevilla (Robert-Adrien), X. 69.249, C. M. 223.
 Sicre (Emile), X. 69.427, C. M. 222.
 Sigwalt (René-Jacques-Frédéric), X. 69.288, C. M. 221.
 Sintès (Rémy-Michel), X. 69.456, C. M. 225.
 Solinhac (André-Emile), X. 69.276, C. M. 228.
 Sommet (Pierre-Marie-Paul), X. 69.000, C. M. 222.
 Soria (Marceau-Alexandre), X. 69.256, C. M. 225.
 Spetz (Alexandre-Jacques), X. 69.420, C. M. R. G. 229.
 Staat (Pierre-Frédéric), X. 68.995, C. M. 221.
 Stora (Alain), X. 69.005, C. M. 222.
 Strzalkowski (Christian-Marie-Albert), X. 68.996, C. M. 224.
 Sturel (Gilles), X. 69.284, C. M. 222.
 Talmont (Raymond-Marcel-Louis), X. 70.005, C. M. 224.
 Tardy (Marcel-Antoine), X. 69.385, C. M. R. G. 229.
 Tariel (Henri-Marie), X. 68.930, C. M. 224.
 Tassinari (Xavier-Jean), X. 69.023, C. M. 224.
 Terol (René), X. 69.430, C. M. 223.
 Teyssier (Gérard-Aimé-Georges), X. 69.075, C. M. 223.
 Thierry (Alain-Emile-Lucien), X. 68.950, C. M. 222.
 Tirebaque (Pierre-René-Germain), X. 70.034, C. M. 223.
 Tissandier (Jacques-Paul-Gaston), X. 70.000, C. M. 222.
 Tisseau (Roger-Frithjoh-Louis), X. 69.457, C. M. 222.
 Treand (Georges-Marie-Michel-Just), X. 69.094, C. M. 221.
 Treca (Philippe-Georges-Raoul), X. 68.984, C. M. 222.
 Truchi (Aimé-Joseph), X. 69.035, C. M. 225.
 Tubiana (Gil-Louis-Ely), X. 69.265, C. M. R. G. 229.
 Valentin (Jean-Pierre-Yves), X. 68.978, C. M. 222.
 Vallin (Jean-Amédée), X. 69.006, C. M. 224.
 Verger (Guy), X. 69.233, C. M. 225.
 Verschoore (Pierre-Jean-Alphonse-Marie), X. 69.226, C. M. 223.
 Vignau (Marcel), X. 69.436, C. M. 225.
 Vignes de Puylaroque (Louis-Avit-Xavier de), X. 69.285, C. M. 222.
 Viry (Maurice-Paul), X. 69.503, C. M. R. G. 229.
 Voisin (Jean-Claude-Bernard), X. 68.942, C. M. 224.
 Vouriot (Henri-Julien), X. 70.027, C. M. 225.
 Weber (René-Henri-Albert), X. 69.438, C. M. 225.
 Wilt (Serge), X. 68.940, C. M. 222.
 Wilzer (Guy-Gérard), X. 69.031, C. M. 223.
 Zabe (Pierre-Louis), X. 68.969, C. M. 222.
- CORPS DES OFFICIERS MÉCANICIENS DE RÉSERVE DE L'AIR
- MM. Andrieu (Pierre-Paul-Julien), X. 69.469, C. M. R. G. 229.
 Bacquart (Jean-Michel-Henry), X. 69.131, C. M. 223.
 Barcenilla (Henri-Claudius-Marie), X. 69.116, C. M. 224.
 Bardoulat (Louis-Emile), X. 69.126, C. M. 224.
 Batut (Henri-Jacques), X. 69.470, C. M. R. G. 229.
 Beaubier (René-Henri), X. 69.654, Z. O. M. n° 3.

MM. Bellegarde (Joseph-Pierre), X. 69.398, C. M. 223.
 Benoist (Armand-Alfred), X. 69.478, C. M. 225.
 Bertrand (Jean), X. 69.474, C. M. 225.
 Billon (André-Joseph), X. 69.302, C. M. R. G. 229.
 Bloch (Alain-Armand), X. 69.111, C. M. 222.
 Bourjac (André-France-Victor), X. 69.467, C. M. R. G. 229.
 Bouteille (Marcel), X. 69.298, C. M. R. G. 229.
 Bouve (André-Armand-Charles), X. 69.300, C. M. R. G. 229.
 Brouillet (Georges), X. 69.303, C. M. R. G. 229.
 Buchet (Jacques-Marie-Charles de), X. 69.121, C. M. 222.
 Ceron (Jean), X. 70.071, C. M. 223.
 Chaffoin (Henri-Antoine), X. 68.953, C. M. 222.
 Chamard (André-Jean), X. 70.074, C. M. R. G. 229.
 Claudon (Raymond), X. 69.297, C. M. 225.
 Couturier (Jean-René-Léandre-Jacques), X. 69.134, C. M. 223.
 Dalbigot (Norbert-Henri), X. 69.392, C. M. 225.
 Daleme (Albert-Laurent-Lucien), X. 69.471, C. M. 225.
 Debray (Georges-Ernest-Jean), X. 69.132, C. M. 222.
 Deloire (Louis-Guy), X. 69.113, C. M. 221.
 Dhont (Ferdinand-Jean-Baptiste), X. 69.296, C. M. 222.
 Dornier (Albert), X. 69.397, C. M. 223.
 Duhaut (Georges-Xavier), X. 69.290, C. M. 224.
 Dupre (Michel-Claude-Emile), X. 69.114, C. M. 224.
 Durione (Claude-Pierre), X. 69.127, C. M. 222.
 Falleau (Gaston-Georges-Edouard), X. 19.391, C. M. 222.
 Faudou (Jean-Claude-Marie-Paul), X. 69.128, C. M. 224.
 Favre (André-Louis-Antoine), X. 69.291, C. M. R. G. 229.
 Feraud (Louis-Paul), X. 69.477, C. M. 225.
 Feuchere (Pierre-Marie-Alfred), X. 69.107, C. M. 224.
 Gaillard (Pierre), X. 69.468, C. M. 222.
 Garin (Fernand), X. 69.299, C. M. 222.
 Giacomelli (Louis), X. 69.653, Z. O. M. n° 2.
 Gillet (Jacques), X. 69.295, C. M. 222.
 Giraud (Jean-Michel-Roger), X. 69.108, C. M. 223.
 Guido (Gilbert-Francis), X. 69.475, C. M. 225.
 Hugues (Marcel-Julien), X. 69.292, C. M. 224.
 Izembart (Georges), X. 69.479, C. M. 225.
 Jacquin (Albert-Paul-Noël), X. 69.396, C. M. 222.
 Joly (Daniel-Albert-Marie), X. 70.072, C. M. R. G. 229.
 Ketterer (Alain-Marie-Yves), X. 69.124, C. M. 222.
 Lafargue (André-Paul), X. 69.394, C. M. 223.
 Lagravière (Christian-Pierre-Maurice), X. 69.390, C. M. 224.
 Laurent (Pierre-Louis), X. 69.133, C. M. 222.
 Le Conte des Floris (Roger), X. 69.301, C. M. 224.
 Leseve (André-Raymond-Henri), X. 69.683, C. M. 223.
 Leygonie (Lucien), X. 69.399, C. M. 222.
 Lozano (François), X. 69.684, C. M. 225.
 Madillo (Gilbert-Maxime), X. 69.476, C. M. 225.
 Maillard (Laurent-Jules-Michel-Pierre), X. 69.117, C. M. 222.
 Malezieux (Christian-Jacques-Edgard), X. 69.293, Z. O. M. n° 2.
 Marin (Pierre-Antoine-Alphonse), X. 69.472, C. M. 225.
 Marolleau (Jean-Marcel), X. 69.289, C. M. 224.
 Martin (Pierre-Edmond), X. 70.069, C. M. R. G. 229.
 Masia (Emile-Antoine-Hippolyte), X. 69.473, C. M. 225.
 Meheut (Rolland-Yves-Adolphe), X. 70.134, C. M. 222.
 Merchie (Francis-Charles-René), X. 69.122, C. M. 222.
 Mulliez (Pierre-Maurice-André-Marie-Joseph), X. 69.129, C. M. 222.
 Perrin (Bernard-Georges-Maurice), X. 69.120, C. M. 221.
 Pla (Fernand), X. 69.395, C. M. 223.
 Poloujadoff (Michel-Eugène), X. 68.954, C. M. 224.
 Portebois (Guy-André-Julien), X. 69.123, C. M. 222.
 Pouvreau (Guy-Emile-Félix), X. 69.294, C. M. 223.
 Proust (Jean-Michel-Guy), X. 69.118, C. M. 222.
 Rey du Boissieu (Louis-Jean-Léon), X. 69.109, C. M. 222.
 Schenone (Jean-Louis), X. 70.073, C. M. R. G. 229.
 Sirand (Paul-Georges), X. 69.130, C. M. 224.
 Stécher (Claude-Louis-Charles), X. 69.115, C. M. 222.
 Taccard (Jean-Constant), X. 69.112, C. M. 221.
 Thauvin (Daniel-Pierre), X. 69.119, C. M. 222.
 Theux (Jean-André), X. 70.070, C. M. R. G. 229.
 Toussaint (Richard-Eugène), X. 70.133, C. M. 228.
 Verney (Claudius-Louis), X. 69.393, C. M. 224.
 Veron (Christian-Jean-Claude-René-Eugène), X. 69.125, C. M. 224.
 Vieille (Jean), X. 69.110, C. M. 224.

CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'AIR

MM. Blanco (Paul-Pierre), X. 69.481, C. M. 225.
 Bressier (André-Louis), X. 70.081, C. M. 224.
 Castaing (Francis-Guy), X. 70.080, C. M. 225.
 Christol (Marcel-Aristide), X. 69.305, C. M. 224.
 Fillol (Alban-Robert), X. 69.304, C. M. 225.
 Gillares (Marc-Henry-Rodolphe), X. 69.307, C. M. 221.
 Gratzmuller (Eric), X. 70.079, C. M. R. G. 229.
 de La Laurencie (Hubert-Marie-François-Sévère), X. 69.105, C. M. 222.

MM. Pagani (André), X. 69.306, C. M. 221.
 Perez (Henri), X. 69.716, C. M. 225.
 Rooy (Claude-Pierre), X. 69.480, C. M. 223.
 Simonnet (François), X. 69.106, C. M. 222.
 Vilain (Daniel-Louis-Charles), X. 69.717, C. M. 222.

CORPS DES COMMISSAIRES DE RÉSERVE DE L'AIR

MM. Basselier (François), X. 69.402, C. M. 222.
 Nebout (Alain-Etienne-Marie), X. 69.404, C. M. 222.
 Perrin (Edouard-Jules-Alphonse), X. 69.403, C. M. 222.

Les affectations figurant sur ce décret sont celles détenues par les intéressés au moment de l'établissement du travail.

Décret du 17 juillet 1962 portant nomination au grade de sous-lieutenant de réserve d'aspirants de l'armée de l'air.

Par décret en date du 17 juillet 1962, sont nommés au grade de sous-lieutenant dans le corps des officiers de réserve de l'air (cadre navigant) les aspirants dont les noms suivent :

PROMOTION « CAEN 61 D/P. M. S. »

Rang du 1^{er} mai 1962.

Pilote élémentaire.

MM. Mauvisseau (Hubert-Jean), X. 71.704.
 Ménestrier (Paul-Charles), X. 71.705.
 Bellonnet (Jacques-André), X. 71.706.
 Bezy (Michel-Jacques), X. 71.707.
 du Bessey de Contenson (Guislain-Jacques), X. 71.708.
 Galins (Maurice-Léon), X. 71.709.
 Trilling (Bernard-Raymond), X. 71.710.

Pilote opérationnel.

MM. Caulier (Philippe-Marcel), X. 71.711.
 Nesmon (Christian-Marie), X. 71.712.
 Janin (Michel-Ernest), X. 71.713.
 Ninous (Pierre-Paul), X. 71.714.
 Barthe (Alain-Raymond), X. 71.715.
 Blouët (Hervé-Emile), X. 71.716.
 Meynier (Jean-Claude), X. 71.717.
 Wagner (Jean-Jacques), X. 71.718.
 Souchon (Christian-Guy), X. 71.719.
 Tricoche (André-Louis), X. 71.720.
 Gautier (Roger-Constant), X. 71.721.
 Louis-Calixte (Jean-Claude), X. 71.722.

Observateur.

MM. Pinchon (Philippe-Christian), X. 71.723.
 Garret (Yves), X. 71.724.
 Maurel (Bernard-Marie), X. 71.725.
 Perret (Bruno-Georges), X. 71.726.
 Boinière (Roger-Gaston), X. 71.727.
 Forey (Marc), X. 71.728.
 Bicheray (Yves-Michel), X. 71.729.
 Lahire (Jean-Jacques-André), X. 71.730.
 Thiéry (Jacques), X. 71.731.
 Garros (Jean-Claude), X. 71.732.
 Tabor (Etienne-Edmond), X. 71.733.
 Le Douarin (Jean-Yves), X. 71.734.
 Allemand (Bernard-André), X. 71.735.

PROMOTION « CAEN 61 C/E. O. R. »

Rang du 16 mai 1962.

Pilote élémentaire.

M. Candio (Roger), X. 71.703.

Régies d'avances.

Le ministre des armées et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le paiement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor, modifié et complété par le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès de la base de transit interarmées Méditerranée à Marseille une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes :

Salaires et accessoires de salaires du personnel ouvrier saisonnier recruté au profit du bataillon de transit et des services de la base de transit interarmées Méditerranée.

Menues dépenses de fonctionnement ne dépassant pas 200 NF par facture ou mémoire.

Art. 2. — Le montant maximum de l'avance à consentir à l'officier d'administration régisseur d'avances de la base de transit interarmées Méditerranée est fixé à 45.000 NF.

Les pièces justificatives de dépenses payées au moyen de cette avance doivent être remises à l'ordonnateur dans le délai maximum de quinze jours à compter de la date des paiements.

Art. 3. — L'ordonnateur chargé du remboursement des dépenses effectuées par le régisseur d'avances est l'intendant, chef du service de l'intendance de la base de transit interarmées Méditerranée.

Art. 4. — Le directeur du contrôle et de la comptabilité générale au ministère des armées et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} juillet 1962.

Fait à Paris, le 11 juillet 1962.

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation :

Le contrôleur général de 1^{re} classe, directeur du contrôle et de la comptabilité générale des armées,
CHOSSAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la comptabilité publique,
MARTIAL-SIMON.

Affectation au ministère des armées de locaux situés à Paris (17^e).

Par arrêté du 12 juillet 1962 sont affectés, à titre définitif, au ministère des armées (direction de l'infrastructure), en vue de l'installation du service administratif du musée de l'air, divers locaux pris à bail par l'Etat dans l'immeuble situé à Paris (17^e), 91, boulevard Pereire.

Concours pour le recrutement de techniciens d'études et de fabrications du corps des travaux spéciaux du service de l'intendance et du service de santé.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 juin 1962, page 5544, 2^e colonne, article 4, 2^e alinéa :

Au lieu de : « Les services accomplis au ministère de la construction par ces personnels seront pris en compte lors de la titularisation des intéressés dans l'emploi de techniciens d'études et de fabrications des travaux du bâtiment du génie dans la limite de trois échelons »,

Lire : « Les services accomplis au ministère de la construction par ces personnels seront pris en compte, lors de la titularisation des intéressés dans l'emploi de techniciens d'études et de fabrications du corps des travaux spéciaux du service de l'intendance et du service de santé dans la limite de trois échelons ».

Armée de terre (active).

Par arrêté du 11 juillet 1962, M. le chef de bataillon des transmissions Desmonts (Pierre-Alphonse), est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour une durée d'un an.

Armée de l'air (active).

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 juin 1962 : page 6242, 1^{re} colonne, 19^e ligne, au lieu de : « Mesplès (Raymond-Jean-Marie) », lire : « Mesplès (Raymond-Jean-Louis) ».

Gendarmerie nationale.

Par décision du 9 juillet 1962, sont admis, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans les cadres des officiers de réserve de la gendarmerie nationale, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, les officiers dont les noms suivent :

M. le lieutenant-colonel Picard (Pierre-Marie-Raymond).

Les chefs d'escadron :

MM. Barrandon (Clément-Pierre-Auguste).
Brustel (Raymond-Jean-Baptiste-Lucien).
Liegeois (Pierre-Charles).
Lissarrague (Pierre-Octave-André).
Ozoux (Paul-Jean-Joseph).
Rol (Florentin-Marie-Louis).

Les capitaines :

MM. Dauvergne (Constant-Désiré).
Pontonnier (Henri).

Régisseurs d'avances.

Par arrêté du ministre des armées en date du 11 juillet 1962, est nommé régisseur d'avances auprès de la base de transit interarmées Méditerranée de Marseille, M. le capitaine d'administration du service de l'intendance Midon (Marcel-Jules).

M. le capitaine du génie Gros (Maurice-Jules) est nommé suppléant.

Services extérieurs.

Par arrêté en date du 28 juin 1962, M. Arago (Gilbert), secrétaire administratif de la direction des études et fabrications d'armement en fonctions à l'atelier de construction de Lyon, a été titularisé dans son emploi à compter du 1^{er} mars 1962.

Service de santé.

Par décision ministérielle du 7 juillet 1962, sont nommés assistant des hôpitaux de l'armée, assistant des laboratoires de chimie, assistant en biologie appliquée aux armées ou médecin assistant de psychologie et d'hygiène mentale des services de santé des armées, à compter du 1^{er} juillet 1962, les médecins et pharmaciens militaires ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves des concours organisés à cet effet en 1962.

I. — ASSISTANT DES HÔPITAUX

1^{re} Catégorie Médecine.

Mme Bouquet, épouse Debonnière (Nicole-Marie-Renée), médecin capitaine du corps de santé militaire féminin.

Les médecins capitaines :

MM. Bied (Bertrand-Alphonse-Aimé).
Badrouillard (René).
Vauterin (Claude-René).
Lesbre (François-Xavier-Joseph).
Page (Guy-Marie-Claude).

2^e Catégorie Bactériologie.

Les médecins capitaines :

MM. Payen (Gaston-Louis-René).
Discamps (Pierre-Guy).

3^e Catégorie Chirurgie générale.

Les médecins capitaines :

MM. Championnat (Christian-Anatole-Louis-Joseph).
Brunel (Marcel-Basile).
Cosson (Rémi).
Villars (Guy-Jean-Jacques).
Rignault (Daniel-Pierre-Louis-Jean).

4^e Catégorie Chirurgie spéciale.

a) Section Oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie.

Les médecins capitaines :

MM. Guirriec (Jean-Pierre).
Guillermin (Robert-Marie-Joseph-Georges).

b) Section Stomatologie.

M. le médecin capitaine Lartigau (Georges-Jean-André).

5^e Catégorie Electroradiologie.

Les médecins capitaines :

MM. Jouffroy (Jean-François-Célestin).
Blanc (Gilbert-André).
Astruc (Robert-Albert).

II. — ASSISTANT DES LABORATOIRES DE CHIMIE

Les pharmaciens capitaines :

MM. Peindaries (Raymond-Bernard).
Meunier (Jean).

III. — ASSISTANT EN BIOLOGIE APPLIQUÉE AUX ARMÉES

1° Section Physiologie.

Armée de mer.

M. le médecin de 1^{re} classe Drouet (Jean).

Armée de l'air.

M. le médecin capitaine Gouars (Maurice-Prosper).

2° Section Radiobiologie.

Armée de terre.

Les médecins capitaines :

MM. Pasquier (Christian-Ferdinand-Henri).
Perrault (Gérard-Henri).

Armée de mer.

M. le médecin de 1^{re} classe Frössard (Sylvain-Charles-Henri).

3° Section Biochimie.

Armée de mer.

M. le pharmacien chimiste de 1^{re} classe Reynier (Léo-Jean-Marc-Michel).

4° Section Biologie clinique.

Armée de terre.

Les médecins capitaines :

MM. Eydan (Robert-Elie).
Hervier (Pierre-André).

Armée de mer.

M. le médecin de 1^{re} classe Kermorgant (Yves-Henri-Anatole).

Armée de l'air.

M. le médecin capitaine Gourvès (Jacques-Claude-André).

IV. — MÉDECIN ASSISTANT DE PSYCHOLOGIE ET D'HYGIÈNE MENTALE
DES SERVICES DE SANTÉ DES ARMÉES

Armée de terre.

M. le médecin capitaine Moutin (Pierre-André-Marcel).

La durée des fonctions d'assistant, pour les candidats nommés à la suite des concours ouverts en 1962, est fixée à trois ans.

Liste d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale en 1962.

Les officiers d'active de l'armée de terre et de l'armée de l'air dont les noms suivent sont admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale à la suite du concours de 1962 :

Capitaines.

- 1 MM. Désert-Lacay (Jean-Pierre-Auguste), arme blindée et cavalerie.
- 2 Brégal (Louis-Jean-Pierre-Georges), infanterie.
- 3 Charvêt (Louis), infanterie.
- 4 Le Fèvre (Henri-Marius-Louis), lieutenant admis au titre des capitaines, arme blindée et cavalerie.
- 5 Ducourneau (Alain-Frédéric-André-Noël), artillerie.
- 6 Bronnec (Jean), artillerie.
- 7 Lang (Christian-Eugène), artillerie.
- 8 Lau (Jean-Albert), génie.
- 8 Pinot (Bernard-Jacques), lieutenant admis au titre des capitaines, artillerie.
- 10 Biscuit (Serge-Henri-Louis), artillerie.
- 11 Le Dréau (Roger), infanterie.
- 12 Debarge (Jacques-Georges-François), infanterie de marine.
- 13 Cottineau (Jacques-Christian), arme blindée et cavalerie.
- 14 Louvigné (André-Jean), infanterie.
- 15 Dupont (Albert-Marcel-François), artillerie.
- 16 Bonnet (Marcel), infanterie de marine.
- 17 Salmon (Jean-Jacques-Joseph-Adolphe-Armand), infanterie de marine.
- 18 Oliveau (Bernard-Yves), armée de l'air.

Lieutenants.

- 1 MM. Guillaume (Roger-Claude), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, train.
- 2 Iltis (Michel-Armand), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, infanterie.
- 3 Girard (Sylvain-Eugène-Joseph), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, transmissions.
- 4 Bauzou (André-François), infanterie.
- 5 Gary (Pierre), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, transmissions.
- 6 Kohr (Daniel-Jean-Raymond), arme blindée et cavalerie.
- 7 Maachi Mohamed Tahar, infanterie.
- 8 Hausmann (Jean-Gaston), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, artillerie.
- 9 Lamouric (Claude-Jean-Joseph), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, infanterie.
- 10 Riquet (Jacques), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, génie.
- 11 Sterling (Jean-Claude), artillerie.
- 12 Gaillégue (Gilles-Jean-Pierre), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, infanterie.
- 13 Moussaoui Cheikh, infanterie.
- 14 Ruer (Roland-Marie-Charles-Louis), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, infanterie.
- 15 Ménard (Claude-Jean), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, train.
- 16 Duc (Noël-Maurice-Zéphirin), arme blindée et cavalerie.
- 17 Canevet (Raymond-Jacques-Maurice), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, transmissions.
- 18 Thomas (Bernard-Roger), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, génie.
- 18 Laderrière (Michel-Louis-Clément), sous-lieutenant admis au titre des lieutenants, artillerie.
- 20 Noël (René-Jean), artillerie.

NOTA. — Ces officiers se présenteront le 21 septembre 1962, avant 15 heures, au commandant de l'école des officiers de gendarmerie nationale à Melun (Seine-et-Marne).

Ils devront avoir bénéficié à cette date de la totalité de leurs permissions de 1962.

Pendant toute la durée des cours, qui prendront fin en principe le 13 juillet 1963, ils continueront à appartenir à leur arme ou armée d'origine et seront détachés à l'école des officiers de la gendarmerie nationale qui les administrera.

Les dépenses de solde seront imputées sur les crédits des chapitres normaux du budget du ministère des armées.

Les officiers provenant de l'armée de terre seront affectés à la compagnie administrative régionale à la date du 1^{er} octobre 1962.

Les dossiers complets des officiers intéressés seront adressés à cet organisme par les autorités qui les détiennent, toutes formalités administratives étant accomplies jusqu'à cette date ; celui de l'officier appartenant à l'armée de l'air sera transmis au commandant de l'école des officiers de la gendarmerie nationale.

Conformément aux dispositions des articles 37 et 38 du décret du 10 septembre 1935 sur l'organisation de la gendarmerie, les officiers qui auront satisfait aux examens de sortie seront titularisés ultérieurement dans la gendarmerie nationale.

Tableau d'avancement pour 1962.

ARMÉE DE MER (RÉSERVE)

Par décision du ministre des armées en date du 5 juillet 1962 sont inscrits au tableau d'avancement pour 1962 les officiers de réserve de l'armée de mer dont les noms suivent :

A. — CORPS DES OFFICIERS DE MARINE

Pour le grade de capitaine de vaisseau de réserve.

Nombre d'inscriptions : 15.

Les capitaines de frégate de réserve :

- MM. Petit (Jean-Marie-Théodore-Louis), du port de Cherbourg.
Schlumberger (Etienne-Maurice), du port de Brest.
Oudin (Jean-Marcel-Arsène-Hippolyte), du port de Brest.
Le Cloirec (Alexis-Ange), du port de Lorient.
Moreau (Paul-Gustave), du port de Lorient.
Nasse (Jean-Clément-Louis), du port de Cherbourg.
Claeyssen (Raymond-Charles-Emile), du port de Cherbourg.
Flichy (Jacques-Edouard), du port de Cherbourg.
Rouméas (Raymond-Ange-Marie-Rémy), du port de Brest.
Tailliez (Philippe-Marie-Joseph), du port de Cherbourg.
Hamon (Alexandre-Jean-Marie), Toulon.
Beslu (Maurice-Gustave-Adrien), du port de Rochefort.
Fatou (François-Marie), du port de Brest.
Maget (Roger-Julien), du port de Cherbourg.
Pistre (Paul-Jean-Edmond), du port de Cherbourg.

Pour le grade de capitaine de frégate de réserve.

Nombre d'inscriptions : 16.

Les capitaines de corvette de réserve :

- MM. Farret (Jean-Etienne-Marie), du port de Brest.
 Arnoux de Pirey (Etienne-Albert-Marie-Jean), du port de Toulon.
 Touchaleaume (Marie-Gabriel-Victor-Elie), du port de Brest.
 Langlois (Michel-Antonin), du port de Brest.
 Reuche (André), du port de Cherbourg.
 Chavanat (Pierre-Marie-Jean), du port de Cherbourg.
 Arnaud (Jean-Emile), du port de Cherbourg.
 Mallié (Pierre-Bernard), du port de Rochefort.
 Rolland du Roscoät (Jean-Amédée-Anne-Marie), du port de Brest.
 Allongue (Maurice-Paul-Marie), du port de Toulon.
 Mescam (Paul), du port de Brest.
 Sangnier (Jean-Luc), du port de Cherbourg.
 Chavane de Dumassy (Christian-Roger-Marie-Emmanuel), du port de Toulon.
 Castel (Camille-Georges), du port de Brest.
 de Vachon (Gérard-Marie-Raymond), du port de Lorient.
 Vittu de Kerraoul (Roger-Louis-Marie), du port de Brest.

Pour le grade de capitaine de corvette de réserve.

Nombre d'inscriptions : 60.

Les lieutenants de vaisseau de réserve :

- MM. Brunet (Jean-Pierre-Marcel), du port de Toulon.
 Plaisant (Gustave-François-Joseph), du port de Cherbourg.
 Libouben (François), du port de Brest.
 Barral (Georges-Joseph), du port de Toulon.
 Hémy (Christian-Gabriel-Jean), du port de Bizerte.
 de Rougé (Alfred-Marie-Emmanuel-Etienne), du port de Lorient.
 Vila (Jacques-Marie-Joseph), du port de Toulon.
 Cauvin (Gérald-André-Misha), du port de Toulon.
 Malacamp (Jean), du port de Toulon.
 Cayol (Marius-Joseph), du port de Toulon.
 Leconte (Raymond-Léon-Arthur), du port de Cherbourg.
 Galliot (Jean-Edouard), du port de Cherbourg.
 Dupont (François-Georges), du port de Toulon.
 Montjean (François-Xavier-Marie-Charles), du port de Toulon.
 Crémer (Jean-Pierre-Gervais-Lionel), du port de Toulon.
 Gohin (François-Pierre-André), du port de Toulon.
 Savoyen (Jacques-Ernest), du port de Cherbourg.
 Bricard (Bernard-Louis-Marie), du port de Cherbourg.
 Sabatié-Garat (Raymond-Albert-Gabriel-Marie), du port de Toulon.
 Martin (Jean-Eugène), du port de Cherbourg.
 Desplats (Jean-Henri-Joseph), du port de Toulon.
 Polère (Jean-François-Henri), du port de Cherbourg.
 Pastre (Jean-Julien-Louis-Alexandre), du port de Cherbourg.
 Moussouris (Pierre-Aristide-Gustave), du port de Lorient.
 Poras (Guy-Louis-Marie), du port de Brest.
 Marie (Michel-Albert-François), du port de Brest.
 Wauquiez (Paul), du port de Cherbourg.
 Polfrit (Jean), du port de Cherbourg.
 Devillers (Georges-Marc-Auguste), du port de Toulon.
 Laroche (Michel-Charles-Félix-Etienne), du port de Toulon.
 Boilevin (Jacques-Raoul-Maurice), du port de Toulon.
 Esmein (Jean-Charles), du port de Toulon.
 Guérin (André-Albert-Marcel-Marie), du port de Toulon.
 Durtteste (Louis-Marie-Henry-François), du port de Bizerte.
 Jallas (André-Paul-Marie-Jacques), du port de Toulon.
 Tissot (Claude-Charles), du port de Toulon.
 Grelot (Michel-Jean-Arthur), du port de Toulon.
 Laroche (Antoine-Jean-Xavier), du port de Cherbourg.
 Andraud (Félicien-Louis), du port de Toulon.
 Gramont (Emile-Martiel), du port de Rochefort.
 Van Eeckhout (Guy-Adrien-Henri), du port de Cherbourg.
 Rubat du Mérac (Jean-François), du port de Cherbourg.
 Balsen (Joseph-Marie-André), du port de Cherbourg.
 Guillaume (Pierre-Marie-Georges), du port de Cherbourg.
 Gérard (Alain-François-Marie), du port de Toulon.
 Le Poittevin (Jean-Victor-François), du port de Rochefort.
 Fromager (Marcel-Firmin-Joseph), du port de Toulon.
 Morand (Robert-Henry-Etienne), du port de Cherbourg.
 Quilici (Jacques-Sébastien), du port de Toulon.
 Fauquet (Jean-Georges), du port de Lorient.
 Borie (Daniel-Marie-Serge), du port de Cherbourg.
 Jauffret (Marcel-Marie-Louis), du port de Toulon.
 Grimaldi (Paul-Jérôme), du port de Toulon.
 Nomblot (Georges), du port de Toulon.

- MM. Le Roux (Paul-Henri-François), du port de Cherbourg.
 Gay (Jean-Georges-Robert), du port de Toulon.
 Grégori (Jean-Antoine), du port de Bizerte.
 Lazennec (Joël-Henri), du port de Brest.
 Chavanne (Jean-Emile-Eugène), du port de Toulon.
 Allard (Jean-Marc), du port de Bizerte.

Pour le grade de lieutenant de vaisseau de réserve.

Nombre d'inscriptions : 119.

Les enseignes de vaisseau de 1^{re} classe de réserve :

- MM. Bavay (Jean-Charles-Albert), du port de Toulon.
 Pernet (Aimé-Auguste-Léon), du port de Toulon.
 Descamps (Michel-Antoine-Léopold), du port de Cherbourg.
 Richard (André-Louis-Gabriel), du port de Toulon.
 Tilly (Henri), du port de Lorient.
 Acher (René-Louis-Pierre), du port de Toulon.
 Cherbonel (Jean-Auguste), du port de Brest.
 Tennevin (Antoine-Marie-Jacques), du port de Toulon.
 de La Gironière (Hugues-Marie-Romain), du port de Lorient.
 Alzial (Honoré-Toussaint-Albert), du port de Toulon.
 Gondran (Paul-Marius), du port de Toulon.
 Nicolas (Louis), du port de Brest.
 Kerfriden (Laurent-Jean-Louis), du port de Brest.
 de Villardi de Montlaur (Guy-Joseph-Marie), du port de Cherbourg.
 Guizot (Raymond-Pascal), du port de Toulon.
 Jubin (Roger-Marie), du port de Toulon.
 Rey (Philippe-Rémy-Charles), du port de Toulon.
 Guédel (Gérard-Marie-Gustave), du port de Toulon.
 Créhange (Jacques), du port de Bizerte.
 Fialip (Pierre-Jean-Fernand), du port de Cherbourg.
 Minguy (Yves-Marie), du port de Brest.
 Konrad (Bernard-Camille), du port de Toulon.
 Rigaud (Marcel-Antoine-Charles), du port de Toulon.
 Hellégouarc'h (Jacques-Marie), du port de Rochefort.
 Dumaine (Antoine-Auguste), du port de Toulon.
 Hondet (Ambroise-François-Jean-Joseph), du port de Toulon.
 Boyer (Yves-Julien-Fernand), du port de Toulon.
 Poncet (Félix-Paul-Henri), du port de Toulon.
 Berterottière (René-Lucien), du port de Toulon.
 Wesemael (René-Jacques), du port de Cherbourg.
 Knittel (Louis-Paul-Marie), du port de Toulon.
 Bovis (Gérard-Paul-Omer), du port de Toulon.
 Brion (Pierre-Paul), du port de Cherbourg.
 Fétizon (Marcel-Ernest-Paul), du port de Toulon.
 Lepelletier (Pierre-André-Georges), du port de Toulon.
 Etienne (Michel-Edmond), du port de Toulon.
 Thillaye du Boullay (Louis-Marie-Henri), du port de Cherbourg.
 Aoudiani (Guy-Victor), du port de Bizerte.
 Auclair (Lucien-Georges), du port de Toulon.
 Geldreich (Pierre-Louis), du port de Cherbourg.
 Bacchus (Pierre-Jacques), du port de Cherbourg.
 Mercadal (Marcel-Isidore), du port de Toulon.
 Renault (André-Paul-Marie), du port de Brest.
 Richard (Claude-Henri), du port de Toulon.
 Le Grand (Alain-Louis), du port de Toulon.
 Huyard (Jean-Henri), du port de Lorient.
 Sadoit (Pierre-Jean), du port de Cherbourg.
 Rivier (Henri-Eugène-Pierre), du port de Toulon.
 Herpson (Christian-Marcel), du port de Toulon.
 Fayard (Jacques-Marcel), du port de Toulon.
 Lanne (Paul-Marcel), du port de Toulon.
 Chardonnet (Jacques-Marie-Léon), du port de Cherbourg.
 Boucher (Laurent-François-Marie), du port de Cherbourg.
 Brugnoux (Jean), du port de Toulon.
 Rouquette (Henri-Paul), du port de Toulon.
 Crétinon (Charles-Marie), du port de Toulon.
 Bordenave (Pierre-Eugène), du port de Toulon.
 Dautre (Gabriel), du port de Toulon.
 Florand (Antoine-Fernand-René), du port de Toulon.
 Durand-Gaillard (Jean-Pierre), du port de Toulon.
 Ronot (Pierre-Bernard), du port de Toulon.
 Sicard (Pierre-Emile-Jean), du port de Toulon.
 Nivelle (Philippe-Marcel-Jean-André), du port de Toulon.
 Vandekerckhove (Marc-Charles-François), du port de Toulon.
 Gonzalve (Alain), du port de Toulon.
 Barthélémy (André-Marie-Jean), du port de Toulon.
 Fraisse (Louis-François-Marius), du port de Toulon.
 Albos (Claude), du port de Toulon.
 Brun (Hermand-Félix-Joseph), du port de Toulon.
 Rogeret (Paul-Robert-Albert), du port de Toulon.
 Poret (Jacques-Martial-Ernest), du port de Toulon.
 Satre (Frédéric-Antony-Henri), du port de Toulon.
 Chevet (Robert-Pierre-Louis), du port de Toulon.
 Gioux (Antonin-Louis-André), du port de Toulon.

MM. Vinchon (Philippe-Charles-Marie-Joseph), du port de Cherbourg.
 Eymery (Roland-Yvan), du port de Toulon.
 Codvelle (Georges-Henri), du port de Toulon.
 Pachoud (Guy-Ernest), du port de Toulon.
 Cosson (André-François), du port de Toulon.
 Lafourcade (Jean-Pierre-Elie-Roger), du port de Toulon.
 Langlois (Marc-Yves-Christian), du port de Toulon.
 Pacaud (Guy-Elie-Charles), du port de Toulon.
 Hyvernaud (Gabriel), du port de Toulon.
 Dutour (Henri-Gabriel-Gaston-René), du port de Toulon.
 Mahé (Paul), du port de Toulon.
 Marie (Bernard-Henri-Adrien), du port de Toulon.
 Clamens (Henri-Paul-Marie-René), du port de Toulon.
 Boucher (Pierre-Marie-Joseph), du port de Toulon.
 Lapiere (Raymond-Gérard-Gabriel), du port de Toulon.
 Magnin (Jean-Louis), du port de Toulon.
 Lasne (Claude-Jacques), du port de Toulon.
 Claret (André-Abdon-Albert), du port de Toulon.
 Sauvageot (Julien-Joseph-Antoine), du port de Toulon.
 Carus (Georges-René), du port de Cherbourg.
 Desquenue (Jean-Jacques-Henri-Alexandre), du port de Toulon.
 Mailley (Bertrand-Emile-Philippe-Jean-Martial), du port de Toulon.
 Balzé (Jacques-Jean-Emile), du port de Toulon.
 Aubin (Jean-Henri-Marie-Alfred), du port de Toulon.
 Barbot (Jacques-Ernest), du port de Toulon.
 Beyssat (Michel-Germain), du port de Toulon.
 Lucas (Jean-François-Marie), du port de Toulon.
 Pioger (René-Raoul-Pierre), du port de Toulon.
 Ropars (René-Raoul), du port de Toulon.
 Tanguy (Jean), du port de Toulon.
 Descamps (Robert-Joseph-Gonzague), du port de Toulon.
 Vuillier (Jean-Charles), du port de Toulon.
 Boucher (Jacques-Bernard-Jean-Marie), du port de Toulon.
 Hamard (Raymond-Pierre-Maurice), du port de Toulon.
 Lefort (Jean-Camille-Robert), du port de Toulon.
 Le Guillou (Marcel-Yves-Sébastien), du port de Toulon.
 Vatinet (Jean-Paul-Germain-Etienne), du port de Toulon.
 Jullien (René-Clément-Marius), du port de Toulon.
 Bonnet (Michel-Fernand-Léon), du port de Toulon.
 Oger (Gérard-Joseph-François), du port de Toulon.
 Vandermeeren (Robert), du port de Toulon.
 Poulain (Roger), du port de Toulon.
 Siat (Marcel-Léon-Albert-Paul), du port de Toulon.
 Lacombe (André-Victor-Auguste), du port de Toulon.
 Rivière (Jean-Claude), du port de Toulon.

B. — CORPS DES INGÉNIEURS MÉCANIENS

Pour le grade d'ingénieur mécanicien en chef de 1^{re} classe de réserve.

Nombre d'inscriptions : 2.

Les ingénieurs mécaniciens en chef de 2^e classe de réserve :

MM. Kerneur (Lucien-Joseph), du port de Lorient.
 Jauzon (Pierre-Louis), du port de Cherbourg.

Pour le grade d'ingénieur mécanicien en chef de 2^e classe de réserve.

Nombre d'inscription : 1.

M. l'ingénieur mécanicien principal de réserve Poncet (Louis-Michel-François), du port de Toulon.

Pour le grade d'ingénieur mécanicien principal de réserve.

Nombre d'inscriptions : 10.

Les ingénieurs mécaniciens de 1^{re} classe de réserve :

MM. Lapotre (René-Gustave-Edouard), du port de Rochefort.
 Le Rolland (Marcel-Désiré-Marie), du port de Lorient.
 Raguideau (Pierre-Marcel-Marie), du port de Lorient.
 Vallance (Jacques), du port de Toulon.
 Macherel (Jean-Yves), du port de Toulon.
 Moniotte (Pierre-Pascal-Honoré), du port de Toulon.
 Manigaud (René-Charles), du port de Toulon.
 Vanier (Pierre-Sylvestre-Marie-Jules), du port de Cherbourg.
 Kluijtmans (Jacques-Christian), du port de Cherbourg.
 Raoul (Pierre), du port de Toulon.

Pour le grade d'ingénieur mécanicien de 1^{re} classe de réserve.

Nombre d'inscriptions : 45.

Les ingénieurs mécaniciens de 2^e classe de réserve :

MM. Cabrolhier (Jean-Louis), du port de Cherbourg.
 Talmon (René-Victor-Ferdinand), du port de Rochefort.
 Chastenet de Gery (Joseph-Marie-Maurice-Etienne), du port de Toulon.
 Fondras (Louis-Marius), du port de Toulon.
 Ducourtioux (Jean-Claude-Henri), du port de Toulon.
 Colombo (Claude-Raymond), du port de Rochefort.
 Sandret (Louis-Robert), du port de Cherbourg.
 Loison (Georges-Paul), du port de Toulon.
 Trividic (Jean-Noël), du port de Toulon.
 Petot (Robert), du port de Toulon.
 Le Tinnier (Guy-Raymond), du port de Brest.
 Carmentran (Fernand-Jean-Arthur), du port de Toulon.
 Bardel (André-Marie-Louis), du port de Rochefort.
 Almosnino (Marc), du port de Toulon.
 Thomas (Jean-Maurice-Edouard), du port de Rochefort.
 Bouchard (René-Maurice), du port de Toulon.
 Aubourg (Gérard-Charles-Marcel), du port de Cherbourg.
 Prigent (Charles-René), du port de Brest.
 Rose (René-Charles-Félix), du port de Cherbourg.
 Bonneau (Claude-Bernard-René-Maurice), du port de Lorient.
 François (Darius-Gilbert-Ernest), du port de Lorient.
 Bethoux (Maurice-Antoine-Adrien-Gaston), du port de Toulon.
 Maligot (Marcel-Jean), du port de Toulon.
 Doré (Paul), du port de Toulon.
 Membré (Henri-Lucien-Louis), du port de Cherbourg.
 Eyquem (Marcel), du port de Rochefort.
 Charpentier (André-Marc-Yves), du port de Lorient.
 Josien (Lucien-René-Gaston-Joseph), du port de Toulon.
 Vernier (André-Maurice), du port de Toulon.
 Gasnière (René-Marcel), du port de Toulon.
 Barbier (Jean-Victor-Marie), du port de Lorient.
 Inquello (Joseph-Auguste-Marie), du port de Lorient.
 Castelnau (Georges-Gilbert), du port de Toulon.
 Laroche (Henri-Guy), du port de Toulon.
 Maina (Michel-Christian-Marcel), du port de Toulon.
 Croguennec (Louis-Marcel), du port de Toulon.
 Festa (Louis-René-Jules), du port de Toulon.
 Boyer (André-Paul-Lucien), du port de Toulon.
 Brunier (Jacques-André), du port de Toulon.
 Horte (René-François), du port de Toulon.
 Puygrenier (Jacques-Joseph-Albert), du port de Rochefort.
 Lescarret (Jean-Lucien), du port de Toulon.
 Durand (Paul), du port de Toulon.
 Maestracci (Antoine), du port de Toulon.
 Hartemann (Jean-Pierre-Jules), du port de Toulon.

C. — CORPS DES OFFICIERS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE

Pour le grade d'officier en chef des équipages de la flotte de réserve.

Nombre d'inscriptions : 2.

Les officiers principaux des équipages de la flotte de réserve :

MM. Allançon (Arthur), du port de Brest.
 Créac'hcadec (Pierre-Louis), du port de Brest.

Pour le grade d'officier principal des équipages de la flotte de réserve.

Nombre d'inscriptions : 7.

Les officiers de 1^{re} classe des équipages de la flotte de réserve :

MM. Le Stir (Alain-Marie), du port de Brest.
 Semonin (Henri-Claude-André), du port de Toulon.
 Bourgonnier (Georges), du port de Brest.
 Duval (Yves-François-Corentin), du port de Brest.
 Dugelay (Albert-Léon-Paul), du port de Toulon.
 Jégo (Emile-Prospère-Eugène), du port de Toulon.
 Pellé (René-Louis), du port de Lorient.

Pour le grade d'officier de 1^{re} classe des équipages de la flotte de réserve.

Nombre d'inscriptions : 7.

Les officiers de 2^e classe des équipages de la flotte de réserve :

MM. Jézéquel (Auguste), du port de Brest.
 Chanteloube (Gustave-Henri-Noël), du port de Rochefort.
 Jolivet (Jean-Marcel), du port de Brest.
 Christol (Jacques-René), du port de Bizerte.
 Tonnerre (Yves-Emile), du port de Toulon.
 Billotet (Gaston-Jean-Isidore), du port de Toulon.
 Moal (Emile-Marie), du port de Brest.

D. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE INTERPRÈTES ET DU CHIFFRE

Pour le grade d'officier de réserve interprète et du chiffre principal.

Nombre d'inscriptions : 4.

Les officiers de réserve interprètes et du chiffre de 1^{re} classe :

MM. Luciani (Georges-Antoine-Michel), du port de Toulon.
Dumas (Lucien-Henri), du port de Cherbourg.
Carles (Marcel-Auguste-Louis), du port de Cherbourg.
Faugeras (Marius-Henri), du port de Lorient.

Pour le grade d'officier de réserve interprète
et du chiffre de 1^{re} classe.

Nombre d'inscriptions : 9.

Les officiers de réserve interprètes et du chiffre de 2^e classe :

MM. Chabrier (Jean), du port de Brest.
de Casabianca (Pierre-Charles-Joseph), du port de Toulon.
Bang-Rouhet (Clément-Guy), du port de Toulon.
Baldini (René-Mario), du port de Toulon.
Guillebot de Nerville (Louis-François), du port de Toulon.
de Galard-Brassac de Béarn (Jean-Léon-Victor-Félix), du port
de Toulon.
Cordier (Jean-Marie), du port de Toulon.
Barthel (Robert-Jean-Marie-Xavier), du port de Toulon.
Truc (Pierre-Yves), du port de Toulon.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Décret du 18 juillet 1962 admettant un administrateur civil de
classe exceptionnelle au ministère des finances et des affaires
économiques à faire valoir ses droits à la retraite par limite d'âge.

Par décret en date du 18 juillet 1962, M. Louwet (Charles), admi-
nistrateur civil de classe exceptionnelle au ministère des finances
et des affaires économiques, sous-directeur à la direction générale
des finances de l'Algérie, est admis à faire valoir ses droits à
la retraite, par limite d'âge, par application des dispositions de
l'article 1^{er} du décret n° 53-711 du 9 août 1953, de l'article 4,
deuxième paragraphe, de la loi du 18 août 1936 et du code des
pensions civiles et militaires de retraite. Le présent décret prend
effet à compter du 2 juillet 1962.

Décret du 21 juillet 1962 portant mutation et réintégration de deux trésoriers-payeurs généraux.

Par décret en date du 21 juillet 1962 :

M. Verrier (Henri-Roger), trésorier-payeur général du Bas-Rhin,
est affecté à la trésorerie générale du département de Seine-et-Oise
(1^{re} catégorie), en remplacement de M. Gourdin, décédé.

M. Honnet (Jean-Etienne-Alexandre), trésorier-payeur général de
1^{re} catégorie, en service détaché, est réintégré dans son corps d'ori-
gine et nommé trésorier-payeur général du département du Bas-
Rhin (1^{re} catégorie), en remplacement de M. Verrier, qui a reçu
une autre affectation.

Les cautionnements de MM. Verrier et Honnet sont fixés à
218.500 NF.

Transfert de crédits.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant
loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annu-
lation de crédits pour 1962,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est annulé, sur 1962, un crédit de 400.000 NF appli-
cable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé
au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert, sur 1962, un crédit de 400.000 NF applicable
au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au
présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la
République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le chargé de mission auprès du ministre,
PIERRE DEHAYE.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT ANNULÉ
		Nouveaux francs.
INTERIEUR		
Assistance aux Français rapatriés d'outre-mer.	46-61	400.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT OUVERT
		Nouveaux francs.
AGRICULTURE		
Subventions pour l'organisation des migra- tions rurales d'agriculteurs français dans la métropole	46-57	400.000

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant
loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annu-
lation de crédits pour 1962,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est annulé, sur 1962, un crédit de 30.000 NF applicable
au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au
présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert, sur 1962, un crédit de 30.000 NF applicable
au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au
présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la
République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le chef de service,
RENAUD DE LA GÉNIÈRE.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT ANNULÉ
		Nouveaux francs.
EDUCATION NATIONALE		
Jeunesse et sports. — Activités de jeunesse...	43-54	30.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT OUVERT
		Nouveaux francs.
AFFAIRES ETRANGERES		
Frais d'assistance et d'action sociale.....	46-92	30.000

Caisse de crédit municipal de Paris.

Par arrêté en date du 2 juillet 1962, M. Martin (Jean-Paul), préfet en service détaché, a été nommé directeur de la caisse de crédit municipal de Paris, en remplacement de M. Bonnaure, décédé.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 6 juillet 1962, Mme Eveline Roger, adjoint technique à l'institut national de la statistique et des études économiques, est, sur sa demande, placée en disponibilité sans traitement pour convenances personnelles, pour une période de six mois, à compter du 1^{er} mai 1962, en application des dispositions de l'article 24 (§ c) du décret n° 59-309 du 14 février 1959.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Décret portant nomination du vice-président du conseil d'administration de la Régie autonome des transports parisiens.

Par décret en date du 21 juillet 1962, M. Emile Tricon, conseiller général de la Seine, membre du conseil d'administration de la Régie autonome des transports parisiens, est nommé vice-président de ce conseil d'administration.

Décret du 18 juillet 1962 portant nomination d'un administrateur civil (administration centrale).

Par décret en date du 18 juillet 1962, M. Vianey-Liaud (Georges) est nommé administrateur civil de 2^e classe, 3^e échelon, à l'administration centrale du ministère des travaux publics et des transports à compter du 1^{er} juin 1962.

Limites d'âge des titulaires des brevets de pilote ou de navigateur des corps techniques de la navigation aérienne.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret n° 48-970 du 7 juin 1948 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des personnels chargés de l'exploitation des aéroports, de la circulation aérienne et des télécommunications aériennes ;

Vu le décret n° 55-1435 du 4 novembre 1955 portant attribution d'une indemnité de risques professionnels à certaines catégories de personnel technique du secrétariat général à l'aviation civile et commerciale ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1955 modifié fixant les conditions d'attribution des indemnités pour risques professionnels instituées par le décret n° 55-1435 du 4 novembre 1955 ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1956 modifié relatif aux licences et qualifications attachées aux brevets aéronautiques du personnel navigant des corps techniques de la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1959, modifié par l'arrêté du 29 juillet 1960, fixant une limite d'âge pour les titulaires des brevets de pilote et de navigateur des corps techniques de la navigation aérienne,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les limites d'âge des pilotes et navigateurs des corps techniques de la navigation aérienne sont fixées comme suit :

Secrétaire général à l'aviation civile, président du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne, directeur de la navigation aérienne, directeur des transports aériens, ingénieur général de la navigation aérienne et directeur de l'école nationale de l'aviation civile : soixante-deux ans.

Ingénieur en chef de la navigation aérienne et commandant de réseau aérien : soixante ans.

Ingénieur de la navigation aérienne, commandant de port aérien, ingénieur des travaux de la navigation aérienne de classe exceptionnelle, ingénieur des travaux de la navigation aérienne et commandant d'aérodrome : cinquante-huit ans.

Art. 2. — A compter du jour où ils auront atteint les âges fixés ci-dessus, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté cesseront d'exercer les privilèges attachés aux licences de pilote ou de navigateur des corps techniques de la navigation aérienne et ils ne pourront plus prétendre à la perception de l'indemnité de risques professionnels.

Art. 3. — Les fonctionnaires qui, en application des dispositions ci-dessus, auront été rayés des contrôles du personnel navigant des corps techniques de la navigation aérienne ne pourront pas y être réintégrés à la suite d'un avancement ou d'une mutation.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. — Le secrétaire général à l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1961.

Fait à Paris, le 18 avril 1962.

ROBERT BURON.

Régies d'avances.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le paiement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 juin 1961 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1952 relatif à l'institution de régies d'avances auprès des services des ponts et chaussées ;

Vu le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953 modifiant et complétant le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le paiement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1954 portant création auprès du service des canaux du Midi et latéral à la Garonne de régies d'avances, ensemble les arrêtés qui l'ont modifié, et notamment l'arrêté du 3 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1954 portant nomination de régisseurs d'avances au service des canaux du Midi et latéral à la Garonne, ensemble les arrêtés qui l'ont modifié, et notamment l'arrêté du 10 septembre 1956 ;

Sur rapport du 28 mai 1962 de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du service des canaux du Midi et latéral à la Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties à M. Lorblanchet (Marcel), ingénieur des travaux publics de l'Etat, régisseur d'avances de la subdivision de Castelnau-d'Aud, est fixé à 15.000 NF.

Art. 2. — Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale au ministère des travaux publics et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 6 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du personnel, de la comptabilité
et de l'administration générale,
ADRIEN SPINETTA.

Réglementation provisoire de la circulation sur l'autoroute de sortie Est de Marseille (A. 52).

Le ministre des travaux publics et des transports,

Sur la proposition du directeur des routes et de la circulation routière,

Vu la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes, et notamment l'article 3 ;

Vu le code de la route, et notamment l'article R. 43-3 ;

Vu l'article 3 du décret n° 56-1425 du 27 décembre 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 avril 1955 précitée ;

Vu le décret n° 60-14 du 9 janvier 1960 portant règlement d'administration publique pour l'application de la première partie (législative) du code de la route,

Arrête :

Art. 1^{er}. — A dater du 14 juillet 1962 et jusqu'à l'achèvement des travaux de construction de l'autoroute A. 52 de la sortie Est de Marseille, la circulation sera admise sur cette autoroute dans les conditions fixées par les articles R. 43 à R. 43-7 du code de la route.

Art. 2. — La vitesse maxima à ne pas dépasser en section normale est fixée à 100 kilomètres-heure jusqu'à la mise en service définitive de l'autoroute. Cette vitesse pourra être réduite jusqu'à 30 kilomètres-heure aux abords des chantiers en cours. Les limitations de vitesse feront l'objet de la signalisation réglementaire.

Art. 3. — Le préfet des Bouches-du-Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
JEAN RAVANEL.

Travaux d'aménagement, de déviation, d'élargissement ou de rectification de routes nationales (déclarations d'utilité publique).

Par arrêté du 11 juillet 1962, est autorisé et déclaré d'utilité publique l'aménagement du carrefour de la route nationale n° 560 (P. K. 0,500) et du chemin départemental n° 44, sur le territoire de la commune d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), conformément aux dispositions du plan annexé au présent arrêté.

L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté.

Composition du parc de la batellerie.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le code des voies navigables et de la navigation intérieure, et notamment ses articles 189, 208, 209 et 212 ;

Vu l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 portant statut de l'office national de la navigation ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1934 relatif à l'immatriculation des bateaux ;

Vu l'avis en date du 19 mars 1962 du comité consultatif près l'office national de la navigation et l'avis en date du 10 mai 1962 du conseil supérieur des transports ;

Sur la proposition du directeur des ports maritimes et des voies navigables et du directeur des transports terrestres,

Arrête :

TITRE I^{er}

Catégories, affectations et conditions d'utilisation des bateaux.

Art. 1^{er}. — Les bateaux de navigation intérieure, à l'exception de ceux qui effectuent le transport des voyageurs, sont classés en cinq catégories :

A. — Bateaux porteurs :

1° Bateaux porteurs automoteurs, spécialisés dans le transport de certaines natures de marchandises ;

2° Bateaux porteurs sans moteur, spécialisés dans le transport de certaines natures de marchandises.

Ces natures de marchandises seront fixées par un arrêté du ministre des travaux publics et des transports ;

3° Bateaux porteurs automoteurs, non spécialisés ;

4° Bateaux porteurs sans moteur, non spécialisés.

B. — Bateaux non porteurs :

5° Bateaux non porteurs : remorqueurs et pousseurs.

Art. 2. — Une distinction est faite entre les bateaux visés à l'article 1^{er} ci-dessus, selon leur affectation :

Au transport public ou au transport privé ;

Au transport de telle ou telle nature de marchandises, s'il s'agit de matériel spécialisé.

Art. 3. — Chaque bateau est en outre caractérisé, s'il y a lieu, par ses conditions d'utilisation, à savoir :

Mode de déplacement : par traction ou par poussage, s'il s'agit de matériel sans moteur ;

Zones où s'exerce son activité ;

Caractère permanent ou non de son exploitation.

TITRE II

Permis d'exploitation et agrément préalable de mise en service.

Art. 4. — L'exploitation de tout bateau de navigation intérieure, porteur ou non porteur, est subordonnée à la possession d'un permis d'exploitation.

Ce permis est délivré par le ministre des travaux publics et des transports, qui peut, par arrêté, donner délégation à cet effet au directeur de l'office national de la navigation.

La délivrance du permis d'exploitation s'effectue en échange d'un agrément préalable de mise en service, tel qu'il est défini à l'article 7 ci-après.

La demande de permis d'exploitation est adressée au directeur de l'office national de la navigation, suivant des modalités par lui définies.

Art. 5. — Le permis d'exploitation indique le nom du propriétaire, la devise, le numéro matricule et les principales caractéristiques techniques du bateau. Il précise sa catégorie et son affectation ainsi que, s'il y a lieu, ses conditions d'utilisation.

Il est valable tant que restent inchangés les éléments énumérés au premier alinéa du présent article ; tout changement de l'un

quelconque de ceux-ci subordonne l'exploitation du bateau à l'obtention d'un nouveau permis. Toutefois, le seul changement de la devise ou du numéro matricule donne simplement lieu à une modification du permis, à laquelle procède le service qualifié de l'office national de la navigation.

La validité du permis d'exploitation est en outre soumise à la formalité d'un visa annuel, qui est de droit et dont les modalités seront définies par le directeur de l'office national de la navigation.

La liste des permis d'exploitation délivrés est périodiquement publiée par l'office national de la navigation.

Art. 6. — Le permis d'exploitation, sa photocopie ou une copie conforme délivrée par le service qualifié de l'office national de la navigation accompagne le bateau. Il doit être présenté, sur leur réquisition, aux agents chargés de la police de la navigation et à ceux visés à l'article 208 du code des voies navigables et de la navigation intérieure.

Art. 7. — Il est institué un agrément préalable de mise en service des bateaux de navigation intérieure.

L'agrément préalable de mise en service donne à son détenteur, pendant sa période de validité, qui est de deux ans, sauf dans les cas visés à l'article 20 ci-après, le droit à l'attribution du permis d'exploitation pour un bateau dont l'agrément préalable détermine la catégorie, les caractéristiques techniques, l'affectation et, s'il y a lieu, les conditions d'utilisation.

Le permis d'exploitation est délivré en échange de l'agrément préalable, à condition que l'immatriculation du bateau intervienne avant l'expiration de la période de validité de cet agrément.

L'agrément préalable de mise en service est délivré par le ministre des travaux publics et des transports, qui peut, par arrêté, donner délégation à cet effet au directeur de l'office national de la navigation.

Art. 8. — La demande d'agrément préalable de mise en service est adressée au directeur de l'office national de la navigation, suivant des modalités par lui définies.

Elle comporte, sur le bateau et sur ses conditions d'utilisation, l'ensemble des indications définies à l'article 7.

Elle donne en outre, s'il y a lieu, tous les renseignements utiles sur l'exploitation des bateaux de navigation intérieure dont le demandeur est propriétaire.

Elle précise enfin, lorsqu'il s'agit du remplacement de matériel conformément à l'article 11 ci-après, la devise, le numéro matricule et les caractéristiques du ou des bateaux qu'il est envisagé de remplacer.

Art. 9. — La délivrance de l'agrément préalable de mise en service peut être subordonnée à la conformité du bateau à certaines caractéristiques techniques, au choix d'un certain mode de propulsion et au respect de certaines conditions d'utilisation telles que ces dernières sont définies à l'article 3.

Les différentes conditions ci-dessus sont déterminées conformément aux dispositions de l'article 14 ci-après dans le cas des bateaux porteurs et de l'arrêté prévu par l'article 18 dans le cas des bateaux visés à cet article.

Art. 10. — L'agrément préalable de mise en service est personnel et incessible.

En cas de cession du bateau sans changement d'affectation ni des conditions d'utilisation indiquées au permis d'exploitation, l'acquéreur obtient de droit un nouveau permis.

TITRE III

Dispositions particulières aux bateaux porteurs.

Art. 11. — L'obtention de l'agrément préalable de mise en service est de droit dans le cas des bateaux porteurs visés au paragraphe A de l'article 1^{er} ci-dessus si le matériel pour lequel il est demandé est destiné à remplacer un matériel en cours d'exploitation normale selon l'affectation et les conditions d'utilisation prévues au permis d'exploitation, ou dont la cessation d'exploitation normale n'est pas antérieure de plus de douze mois à la date de la demande.

L'agrément préalable de mise en service peut, dans ce cas, fixer pour l'origine de sa validité une date différée, si cela est justifié soit par l'exécution d'un plan d'ensemble de renouvellement d'une flotte, soit par l'attente de l'ouverture à l'exploitation d'une voie d'eau nouvelle ou modernisée.

Art. 12. — Pour l'application de l'article précédent, le remplacement de matériel s'entend de la mise en exploitation de bateaux ayant même affectation et mêmes conditions d'utilisation, telles qu'elles sont définies sur le permis d'exploitation, que les bateaux à l'exploitation desquels il est mis fin et une capacité de transport équivalente à celle de ces derniers.

Le mode de propulsion et les caractéristiques techniques visés à l'article 9 applicables au matériel nouveau sont, s'il y a lieu, définis par la décision ministérielle visée à l'article 14 ci-après. Les coefficients d'équivalence de capacité de transport entre matériel ancien et matériel nouveau seront fixés par arrêté pris après avis du comité consultatif près l'office national de la navigation.

Art. 13. — En dehors des cas visés au deuxième alinéa de l'article 10 ci-dessus ainsi qu'à l'article 11, la délivrance des agréments préalables de mise en service s'effectue dans la limite de contingents.

On distingue :

Les contingents de renouvellement, qui totalisent les capacités de transport des bateaux dont l'exploitation a cessé et qui n'ont pas fait en temps utile l'objet d'une demande de renouvellement conformément à l'article 11 ci-dessus ; sont également comptés dans les contingents de renouvellement les capacités de transport des bateaux pour lesquels un agrément préalable de mise en

service a été délivré soit au titre de l'article 11, soit au titre d'un contingent de renouvellement et se trouve périmé sans avoir donné lieu à délivrance d'un permis d'exploitation;

Les contingents d'expansion, parmi lesquels certains pourront être réservés à des changements de catégorie, d'affectation ou de conditions d'utilisation.

Art. 14. — Les contingents sont fixés, avant le 1^{er} juillet de chaque année, pour la période allant de cette date au 30 juin de l'année suivante, par décision du ministre des travaux publics et des transports publiée au *Journal officiel* de la République française.

Cette décision différencie les contingents entre les catégories, affectations et conditions d'utilisation visées aux articles 1^{er}, 2 et 3 ci-dessus; elle fixe, s'il y a lieu, les règles de répartition de chacun des contingents; elle définit les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance des agréments préalables de mise en service en application de l'article 9.

Cette décision est prise sur proposition du directeur de l'office national de la navigation, après avis du comité consultatif institué auprès de cet office. Cet avis est annuel. Il est établi en fonction des besoins de l'économie. Il porte notamment sur la différenciation des contingents, sur leurs règles de répartition et sur les conditions visées à l'alinéa qui précède.

Art. 15. — En cas de nécessité, des contingents supplémentaires sont ouverts à une autre date, suivant la même procédure.

Art. 16. — Les attributions nominatives d'agréments préalables de mise en service dans le cadre des règles définies aux articles 13, 14 et 15 ci-dessus sont effectuées par le ministre sur proposition d'une commission consultative de répartition des contingents placée auprès de l'office national de la navigation.

La composition et le fonctionnement de cette commission seront déterminés par arrêté.

Art. 17. — Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas aux bateaux porteurs automoteurs dont la puissance installée excède un cheval-vapeur par tonne de port en lourd.

Peuvent être, d'autre part, délivrés en dehors des procédures instituées par le présent titre des agréments préalables de mise en service pour les bateaux porteurs de faible capacité présentant le caractère de prototypes ainsi que pour les engins de service destinés aux travaux publics sur les voies navigables.

TITRE IV

Dispositions transitoires et diverses.

Art. 18. — Des dispositions particulières applicables aux bateaux non porteurs ainsi qu'aux bateaux porteurs dont la puissance installée excède un cheval-vapeur par tonne de port en lourd seront déterminées par un arrêté ultérieur, pris après avis du comité consultatif près l'office national de la navigation et du conseil supérieur des transports.

Art. 19. — Les propriétaires de bateaux effectivement exploités à la date de publication du présent arrêté conformément aux dispositions réglementaires en vigueur devront demander le permis d'exploitation pour ces bateaux dans les six mois suivant cette date, selon des modalités qui seront définies par le directeur de l'office national de la navigation.

Ce permis leur sera délivré de plein droit pour l'affectation qui correspond à leur exploitation.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 et des articles 9, 13, 14 et 15 ci-dessus ne sont pas applicables dans ce cas.

Art. 20. — Le possesseur d'un certificat de déchirage ou d'innavigabilité définitive en cours de validité à la date de publication du présent arrêté devra demander, sous peine de forclusion, dans les six mois suivant cette date, selon des modalités qui seront définies par le directeur de l'office national de la navigation, le remplacement de ce document par un agrément préalable de mise en service.

Cet agrément préalable sera délivré de plein droit. Sa validité aura même limite que celle du certificat de déchirage qu'il remplacera, sans que sa durée puisse toutefois être supérieure à deux ans ni inférieure à un an.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 10, les agréments préalables de mise en service délivrés en application du présent article seront cessibles une fois, sans que cette cession puisse toutefois avoir pour effet d'en proroger la validité.

Art. 21. — Les infractions au présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 209 du code des voies navigables et de la navigation intérieure.

Art. 22. — Le présent arrêté n'est pas applicable à la navigation sur le Rhin.

Art. 23. — Est abrogé l'arrêté du 23 avril 1954 relatif à la composition des parcs de la batellerie.

Est abrogé l'arrêté du 7 novembre 1934 sur l'immatriculation des bateaux; demeurent toutefois en vigueur les modalités de constatation du déchirage et de l'innavigabilité définitive prévues à son article 3 ainsi que les modèles de certificats de déchirage ou d'innavigabilité définitive et de récépissé pour annulation et retrait de certificat d'immatriculation annexés à cet arrêté.

Art. 24. — Le directeur des ports maritimes et des voies navigables, le directeur des transports terrestres et le directeur de l'office national de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 1962.

ROGER DUSSEAUX.

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Autorisation au Gaz de France de participer au capital de la Société foncière Gurcy-Gerland.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie,

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz;

Vu le décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet économique ou social, modifié par le décret n° 57-995 du 26 août 1957,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le Gaz de France (service national) est autorisé à prendre une participation de 1.075.500 NF dans le capital de la Société foncière Gurcy-Gerland.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 1962.

Le ministre de l'industrie,
MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Octroi de permis d'exploitation de mines de bauxite.

Le ministre de l'industrie,

Vu la pétition du 19 septembre 1961 par laquelle la Compagnie de produits chimiques et électrometallurgiques Pechiney, dont le siège social est à Lyon, 9, cours de Verdun, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire des communes de Carlesc-et-Levas et de Pèzenès-les-Mines, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande;

Vu les pièces de l'enquête réglementaire à laquelle cette demande a été soumise du 15 novembre 1961 au 15 décembre 1961;

Vu les rapports et avis de l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 9 avril 1962;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 16 avril 1962;

Vu le code minier, et notamment ses articles 2, 51, 126, 127 et 128;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 14 juin 1962;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est accordé à la Compagnie de produits chimiques et électrometallurgiques Pechiney un permis d'exploitation de mines de bauxite, dit « Permis d'exploitation d'Issart-Rouge », d'une superficie de 3,79 kilomètres carrés environ, portant sur le territoire des communes de Carlesc-et-Levas et de Pèzenès-les-Mines, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un quadrilatère à côtés rectilignes A B C D dont les sommets, matérialisés par des bornes portant, à l'exception du sommet A, l'indication de la lettre correspondant au sommet désigné, sont définis comme suit :

A Borne géodésique IGN placée au sommet du mont Courbezou, cote 488.

B Borne placée à la cote 439, située dans la parcelle n° 5, section F, de Pèzenès-les-Mines.

C Borne placée à la cote 490, située dans la parcelle n° 418, section B, de Carlesc-et-Levas, au lieudit Les Sampès.

D Borne placée à la cote 380, située dans la parcelle n° 257, section Au de Carlesc-et-Levas, au lieudit Combefère.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 13 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires de gisements parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté qui ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit

que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution, auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si, par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation, la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient redevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire du permis, affiché dans les communes de Carlencas-et-Levas et de Pézenès-les-Mines.

Fait à Paris, le 16 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la pétition du 14 septembre 1961 par laquelle la Compagnie de produits chimiques et électrometallurgiques Pechiney, dont le siège social est à Lyon, cours de Verdun, n° 9, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault ;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande ;

Vu l'enquête réglementaire à laquelle cette demande a été soumise du 15 novembre 1961 au 15 décembre 1961 ;

Vu le rapport et avis de l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 28 mars 1962 ;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 4 avril 1962 ;

Vu le code minier, et notamment ses articles 2, 51, 126, 127 et 128 ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières ;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 18 juin 1962 ;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est accordé à la Compagnie de produits chimiques et électrometallurgiques Pechiney un permis d'exploitation de mines de bauxite dit « Permis d'exploitation du Puech-du-Roujas », d'une superficie de 1,04 kilomètre carré environ, portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à contours rectilignes ABCDE dont les sommets, matérialisés par des bornes portant l'indication de la lettre correspondant au sommet qu'elles désignent, sont définis comme suit :

- A Borne placée à l'intersection de la rive droite du ruisseau de la Valette avec le bord Ouest du chemin vicinal ordinaire n° 30 dit Des Trois-Angles.
- B Borne placée à l'intersection de la limite commune des parcelles n° 1899 et 1906, section B, de Cazouls-lès-Béziers avec la rive droite du ruisseau de Roucans.
- C Borne placée dans la parcelle n° 166, section K, de la commune de Cazouls-lès-Béziers, sur la rive gauche du ruisseau descendant le long du flanc Ouest du Puech de la Cauquillade.
- D Borne placée à l'intersection du ruisseau de Fontairal (ou Rhônél) avec le chemin vicinal ordinaire n° 35 dit Ancien Chemin de Cessenon.
- E Borne placée à l'intersection du chemin vicinal ordinaire n° 35 avec le chemin de service, à la pointe Sud de la parcelle n° 1532, section B, de Cazouls-lès-Béziers.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 13 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires de gisements parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté qui

ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution, auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si, par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation, la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient recevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire, affiché dans la commune de Cazouls-lès-Béziers.

Fait à Paris, le 17 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la pétition du 27 février 1961, modifiée le 28 juin 1961, par laquelle la société anonyme Comptoir d'extraction et de vente de bauxites, dont le siège social est 30, cours Pierre-Puget, à Marseille, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mine de bauxite portant sur une partie du territoire des communes de Bédarieux, Latour-sur-Orb et Carlencas-et-Levas, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault ;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande ;

Vu les pièces de l'enquête réglementaire à laquelle cette demande a été soumise du 21 août au 21 septembre 1961 ;

Vu le rapport du chef de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 20 janvier 1962 ;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 29 janvier 1962 ;

Vu le code minier, et notamment ses articles 2, 51, 120 à 130 ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières ;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 14 juin 1962 ;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — En application des articles 120 et 121 du code minier, il est accordé au Comptoir d'extraction et de vente de bauxite un permis d'exploitation de mines de bauxite, dit « Permis d'exploitation du Bousquet-de-la-Balme », d'une superficie de 1,68 kilomètre carré environ, portant sur partie du territoire des communes de Bédarieux, la Tour-sur-Orb et Carlencas-et-Levas, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone A B C D E dont les sommets sont définis comme suit :

- A Borne placée au pied de la croix plantée sur la falaise dominant le hameau du Bousquet-de-la-Balme, à environ 380 mètres à l'Ouest-Sud-Ouest du mas de Riols, sur la bordure Nord de la parcelle cadastrale n° 513, section C3, de la commune de Latour-sur-Orb.
- B Borne placée sur un piton calcaire isolé sur le côté gauche du chemin du Bousquet-de-la-Balme à Carlencas, dans l'angle Nord de la parcelle n° 503, section C3, de la commune de Latour-sur-Orb.
- C Borne située au point commun des parcelles cadastrales n° 14, 15 et 16, section A1, de la commune de Carlencas.
- D Borne située à l'embranchement du chemin du Bousquet-de-la-Balme à Carlencas et du chemin de service desservant la parcelle cadastrale n° 203, section A2, de la commune de Carlencas.
- E Borne située sur le socle du polygone n° 11 de l'ancien téléphérique desservant l'exploitation de bauxite du Bousquet-de-la-Balme, commune de Bédarieux.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 13 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté qui ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution, auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si, par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation, la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient recevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire du permis, affiché dans les communes de Bédarieux, Latour-sur-Orb et Carlencas-et-Levas.

Fait à Paris, le 16 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la pétition du 27 juin 1961, complétée le 25 juillet 1961, par laquelle le Comptoir d'extraction et de vente de bauxites, dont le siège social est à Marseille, cours Pierre-Puget, n° 30, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault ;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande ;

Vu la demande du 7 septembre 1961, complétée le 10 octobre 1961, par laquelle la société L'Electro-Réfractaire, dont le siège social est à Paris (1^{er}), rue Cambon, n° 39, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault, où s'étendrait le permis sollicité par la demande susvisée du Comptoir d'extraction et de vente de bauxites ;

Vu les pièces des enquêtes réglementaires auxquelles ces demandes ont été soumises du 15 novembre au 15 décembre 1961 ;

Vu le rapport et avis de l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 28 mars 1962 ;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 4 avril 1962 ;

Vu le code minier, et notamment ses articles 2, 51, 120 à 130 ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières ;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 18 juin 1962 ;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — En application des articles 120 et 121 du code minier, il est accordé au Comptoir d'extraction et de vente de bauxites un permis d'exploitation de mines de bauxite, dit « Permis d'exploitation du Rougeas », d'une superficie de 0,19 kilomètre carré environ, portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à contours rectilignes B' C D E dont les sommets, matérialisés par des bornes portant l'indication de la lettre correspondant au sommet désigné, sont définis comme suit :

B' Borne placée sur la parcelle n° 1872, section B, de Cazouls-lès-Béziers, à l'intersection d'une ligne droite joignant le point de rencontre de la limite commune des parcelles n°s 1899 et 1906, section B, de Cazouls et de la rive droite du ruisseau de Roucans au sommet C ci-dessous défini avec le bord Sud du chemin de Cessenon à Belvezet.

C Borne placée dans la parcelle n° 166, section K, de la commune de Cazouls-lès-Béziers, sur la rive gauche du ruisseau descendant le long du flanc Ouest du Puech de la Cauquillade.

D Borne placée à l'intersection de la limite des parcelles n°s 139 et 140, section K, de Cazouls-lès-Béziers avec la rive gauche du ruisseau de Vinassous.

E Borne placée à la pointe de l'angle formé par le bord Ouest du chemin vicinal ordinaire n° 35, section Nord, avec le bord Nord du chemin départemental n° 14 de Cazouls à Cessenon.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 13 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires de gisements parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté qui ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution, auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si, par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation, la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient recevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire, affiché dans la commune de Cazouls-lès-Béziers.

Fait à Paris, le 17 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la pétition du 7 septembre 1961, complétée le 10 octobre 1961, par laquelle la société Electro-Réfractaire, dont le siège social est à Paris (1^{er}), rue Cambon, n° 39, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault ;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande ;

Vu la demande du 27 juin 1961, complétée le 25 juillet 1961, par laquelle le Comptoir d'extraction et de vente de bauxites, dont le siège social est à Marseille, rue Pierre-Puget, n° 30, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault, où s'étendrait le permis sollicité par la demande susvisée de L'Electro-Réfractaire ;

Vu les pièces des enquêtes réglementaires auxquelles ces demandes ont été soumises du 15 novembre 1961 au 15 décembre 1961 ;

Vu le rapport et avis de l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 28 mars 1962 ;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 4 avril 1962 ;

Vu le code minier, et notamment ses articles 2, 51, 120 à 130 ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières ;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 18 juin 1962 ;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — En application des articles 120 et 121 du code minier, il est accordé à la société L'Electro-Réfractaire un permis d'exploitation de mines de bauxite, dit « Permis d'exploitation de Fond-Aiguille », d'une superficie de 0,23 kilomètre carré environ, portant sur partie du territoire de la commune de Cazouls-lès-Béziers, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à contours rectilignes AA' BB' E dont les sommets, matérialisés par des bornes portant l'indication de la lettre correspondant au sommet désigné, sont définis comme suit :

A Borne placée à l'intersection du bord Ouest du chemin vicinal ordinaire n° 35 avec la rive droite du ruisseau de Roucans.

A' Borne placée sur la rive gauche du ruisseau de Roucans, à l'angle Sud-Est de la parcelle n° 1860, section B, de Cazouls-lès-Béziers.

B Borne placée à l'intersection de la limite commune des parcelles n°s 1899 et 1906, section B, de Cazouls-lès-Béziers avec la rive droite du ruisseau de Roucans.

B' Borne placée sur la parcelle n° 1872, section B, de Cazouls-les-Béziers, à l'intersection d'une droite joignant le sommet B ci-dessus défini à une borne (dite borne C) placée dans la parcelle n° 166, section K, de Cazouls-les-Béziers, sur la rive gauche du ruisseau descendant le long du flanc Ouest du Puech de la Cauquillade, avec le bord Sud du chemin de Cessenon à Belvezet.

E Borne placée à la pointe de l'angle aigu formé par le bord Ouest du chemin vicinal ordinaire n° 35, section Nord, avec le bord Nord du chemin départemental n° 14 de Cazouls à Cessenon.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 13 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires de gisements parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté, qui ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient recevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire, affiché dans la commune de Cazouls-les-Béziers.

Fait à Paris, le 17 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Le ministre de l'Industrie,

Vu la pétition du 27 septembre 1961 par laquelle la Société anonyme des carrières de l'Arboussas, dont le siège social est à Paris (8^e), rue Balzac, n° 23 bis, sollicite l'octroi d'un permis d'exploitation de mines de bauxite portant sur partie du territoire des communes de Bédarieux, de Pézènes-les-Mines et de Carliencas-et-Levas, arrondissement de Béziers, département de l'Hérault ;

Vu les plans, pouvoirs et autres documents produits à l'appui de cette demande ;

Vu les pièces de l'enquête réglementaire à laquelle cette demande a été soumise du 15 novembre 1961 au 15 décembre 1961 ;

Vu le rapport et avis de l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Montpellier en date du 9 avril 1962 ;

Vu l'avis du préfet de l'Hérault en date du 16 avril 1962 ;

Vu le code minier, notamment ses articles 2, 51, 120 à 130 ;

Vu le décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines ;

Vu le décret n° 57-451 du 4 avril 1957 portant règlement d'administration publique et concernant le passage dans la classe des mines de substances antérieurement classées sous la qualification de minières ou de carrières ;

Sur l'avis conforme du conseil général des mines en date du 14 juin 1962 ;

Sur la proposition du directeur des mines,

Arrête :

Art. 1^{er}. — En application des articles 120 et 121 du code minier, il est accordé à la Société des carrières de l'Arboussas un permis d'exploitation de mines de bauxite dit « Permis d'exploitation de l'Arboussas », d'une superficie de 5,23 kilomètres carrés environ, portant sur le territoire des communes de Bédarieux, de Pézènes-les-Mines et de Carliencas-et-Levas, département de l'Hérault.

Art. 2. — Conformément au plan au 1/10.000 annexé au présent arrêté, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à côtés rectilignes ABCDE dont les sommets sont matérialisés par des bornes portant, à l'exception du sommet A, l'indication de la lettre correspondant au sommet désigné et sont définis comme suit :

A Borne géodésique IGN placée au sommet du mont Courbezou, cote 488.

B Borne placée à la cote 439, située dans la parcelle n° 5, section F, de Pézènes-les-Mines.

C Borne placée au point commun aux parcelles n° 197, 299 et 235, section E, de Pézènes-les-Mines.

D Borne placée dans la parcelle n° 1293, section C, de Bédarieux.

E Borne placée dans la parcelle n° 204, section C, de Bédarieux.

Art. 3. — Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Les contrats non expirés passés en vue du droit de recherches ou d'exploitation de la bauxite qui ont pris date avant le 14 juin 1958 restent en vigueur.

Dans le cas où ils viendraient à expiration ou à résolution avant le 1^{er} janvier 1976, les droits des propriétaires de gisements parties à ces contrats seraient, pour les périodes de validité du permis restant à courir jusqu'à cette dernière date, définis comme il est dit à l'article 5.

Art. 5. — Les propriétaires des gisements compris dans le périmètre du permis d'exploitation institué par le présent arrêté qui ne se prévaudront pas d'un contrat visé à l'article précédent, soit que ce contrat n'ait jamais existé, soit qu'il soit venu à expiration ou à résolution, auront droit à une redevance tréfoncière de 0,13 NF par tonne de bauxite marchande extraite de leur propriété. Ce droit leur sera maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1976 si, par suite de renouvellements demandés par le titulaire du permis d'exploitation, la validité de celui-ci n'est pas expirée à cette date.

La redevance due au titre des tonnages extraits au cours d'une année civile sera, sauf accord différent des parties, réglée avant la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Art. 6. — Il sera versé par le titulaire du permis aux propriétaires de terrains compris dans le périmètre du permis d'exploitation une somme une fois payée de 1,50 NF par hectare. Cette somme sera à valoir sur celles qu'ils pourraient recevoir en qualité de propriétaires des gisements.

Aucune redevance superficielle ne sera due par le titulaire du permis pour les périodes ultérieures de validité de celui-ci, sauf en vertu des contrats visés par l'article 4.

Art. 7. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. Cet arrêté sera en outre, par les soins du préfet de l'Hérault et aux frais du titulaire du permis, affiché dans les communes de Bédarieux, de Pézènes-les-Mines et de Carliencas-et-Levas.

Fait à Paris, le 16 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des mines,
PIERRE ALBY.

Mines.

Par arrêté en date du 12 avril 1962, M. Worms (Gérard), ingénieur des mines, a été placé en service détaché auprès de l'Organisation commune des régions sahariennes pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1961.

Par arrêté en date du 12 avril 1962, M. Jacquard (Pierre), ingénieur des mines, a été placé en service détaché auprès de l'Institut français du pétrole, des carburants et lubrifiants pour occuper le poste statutairement prévu de sous-directeur de la station d'essais de moteurs pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1962.

Service des carburants.

Par arrêté en date du 12 avril 1962, M. Margat (Jean), ingénieur, du cadre spécial des carburants, a été placé en service détaché auprès du Bureau de recherches géologiques et minières à Paris pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 1961.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Hôpitaux psychiatriques.

Par arrêté en date du 3 juillet 1962, M. le docteur Leveque (Jean), reçu au concours du médecin des hôpitaux psychiatriques du 20 mars 1962, est nommé médecin assistant à l'hôpital psychiatrique de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), service de M. le docteur Ueber-schlag.

Par arrêté en date du 3 juillet 1962, M. le docteur Laporte (Pierre), reçu au concours du médecin des hôpitaux psychiatriques du 20 mars 1962, est nommé médecin chef à l'hôpital psychiatrique privé, faisant fonction d'établissement public, de Saint-Rémy (Haute-Saône).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 62-826 du 21 juillet 1962
relatif à l'organisation du marché du vin.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret n° 53-703 du 9 août 1953 relatif au régime économique de l'alcool;

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole et les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu le décret n° 59-632 du 16 mai 1959 relatif à l'organisation du marché du vin;

Vu la loi n° 60-808 du 5 août 1960 d'orientation agricole, et notamment son article 31;

Vu la Constitution, et notamment son article 37,

Décète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} septembre 1962, le marché du vin est organisé conformément aux dispositions ci-après :

SECTION 1

Conditions d'établissement du prix du vin.

Art. 2. — Pour chaque récolte et après avis de l'institut des vins de consommation courante agissant en tant que comité national interprofessionnel des vins de consommation courante, un décret, pris avant le 1^{er} août sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques, fixe un prix de campagne ainsi que des prix minimum et maximum d'intervention qui ne peuvent être inférieurs ou supérieurs de plus de 8 p. 100 au prix de campagne. Ces prix s'entendent pour un vin rouge de consommation courante de 10° loyal et marchand.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 2 ci-dessus ainsi que les modalités d'intervention prévues à la section 2 ci-dessous s'appliquent à un quantum correspondant aux quantités de vin estimées nécessaires pour assurer l'approvisionnement normal du marché, compte tenu des prévisions d'importation, et satisfaire notamment les besoins de la consommation taxée, de la production des eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée et des diverses utilisations industrielles. Ce quantum sera fixé par le décret prévu à l'article 2 ci-dessus.

SECTION 2

Sorties des vins de la propriété.

Art. 4. — Pour chaque récolte, les viticulteurs ne peuvent, jusqu'au 1^{er} janvier suivant, commercialiser une quantité de vin supérieure à 15 hl par hectare de vigne en production. Les quantités de vin commercialisables ne peuvent cependant être inférieures à 30 hl par exploitation.

Pendant cette période de la campagne, les exploitations dans lesquelles se trouvent des cépages prohibés ne peuvent commercialiser ni sortir de la propriété aucune quantité de vin, sauf à destination de la distillerie.

Art. 5. — Un décret, pris au plus tard le 1^{er} janvier suivant la récolte, détermine en fonction de l'importance des ressources, du quantum prévu, et éventuellement de l'encépagement de l'exploitation la part de la récolte que chaque viticulteur peut commercialiser au cours de la campagne au titre du quantum.

Sont intégralement placées hors quantum :

1° Les quantités produites au-delà d'un rendement de 100 hl à l'hectare;

2° Les quantités de vin produites par les exploitations dans lesquelles se trouvent des cépages prohibés.

Art. 6. — Dans la mesure où les cours des vins à la production tels qu'ils sont définis en application de l'article 11 ci-après évoluent entre le prix minimum et le prix maximum, la libération du solde des quantités disponibles au titre du quantum de chaque viticulteur est effectuée à partir du 1^{er} janvier, tous les deux mois, par tranches égales.

Les transferts d'échelonnement sont interdits.

Art. 7. — Si, pendant le mois précédant la date de libération d'une tranche, les cours à la production constatés sur deux des places de cotation prévues à l'article 11 ci-dessous, au cours de deux marchés consécutifs de chacune de ces places, accusent un niveau inférieur au prix minimum, la libération de cette tranche est différée d'un mois.

Art. 8. — Au cas où l'application des dispositions des articles 4 à 7 ci-dessus ne permettrait pas de maintenir le prix minimum, des vins libres du quantum peuvent être retirés du marché à partir du 1^{er} novembre par contrats de stockage passés entre les viticulteurs et le ministre de l'agriculture selon les modalités fixées par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques.

Les vins faisant l'objet de ces contrats seront remis sur le marché sur décision du ministre de l'agriculture, au plus tard au 31 décembre qui suit la fin de la campagne. Pendant la durée du stockage, ils donneront droit à une prime de conservation dans la limite des crédits ouverts.

Art. 9. — Si les cours à la production constatés dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessus dépassent le prix maximum, la tranche suivante se trouve immédiatement libérée. Toute nouvelle libération anticipée ne peut toutefois intervenir moins de trente jours après la libération de la tranche précédente.

Art. 10. — Dès que les cours à la production constatés sur deux des places de cotation prévues à l'article 11 ci-dessous au cours de quatre marchés consécutifs de chacune de ces places dépassent de 5 p. 100 au moins le prix maximum, la totalité des quantités disponibles au titre du quantum se trouve immédiatement libérée.

Art. 11. — Pour l'application des articles 6 à 10 ci-dessus, sont retenus les cours moyens pondérés, exprimés au degré-hecto, constatés sur les places de Nîmes, Montpellier, Béziers, Narbonne et Perpignan, pour les vins rouges de consommation courante, loyaux et marchands, compris entre 9 et 11 degrés; les volumes à prendre en considération au cours d'une séance de cotation doivent être supérieurs globalement à 1.500 hl et porter exclusivement sur des affaires au comptant.

Si, pour quelque cause que ce soit, l'une des places ci-dessus visées n'a pas enregistré de cotation pendant une semaine, le dernier cours pratiqué sur cette place est retenu pour la semaine considérée.

Art. 12. — Un arrêté interministériel peut préciser annuellement dans quelles conditions les limitations de commercialisation imposées aux vins français sont appliquées aux vins étrangers importés en France, notamment à ceux entrant en franchise de droits de douane.

Art. 13. — Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux vins à appellation d'origine contrôlée dont la commercialisation fait l'objet de règles particulières arrêtées à chaque début de campagne, ni aux vins utilisés à la production d'eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée Cognac et Armagnac, ni aux vins ayant obtenu le label des vins délimités de qualité supérieure.

La partie déclassée comme excédant le rendement maximum de l'appellation pour les vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée et la partie excédant le quantum à l'hectare fixé pour les vins bénéficiant du label des vins délimités de qualité supérieure sont soumises aux dispositions de la section 3 ci-dessous.

SECTION 3

Dispositions relatives aux quantités hors quantum

Art. 14. — La part de la récolte placée hors quantum en application des dispositions de l'article 5 ne peut être libérée que selon les modalités définies ci-après.

Art. 15. — Dans des conditions et limites fixées par arrêté interministériel, les récoltants peuvent affecter des vins placés hors quantum à un stock régulateur.

Les récoltants passent à cet effet avec l'Etat des contrats de stockage pour l'année en cours et reçoivent une prime de conservation dans la limite des crédits ouverts.

Un arrêté interministériel fixe les modalités d'application des mesures prévues à l'alinéa précédent.

Art. 16. — Doivent être imputés sur la part de récolte placée dans le quantum, mais peuvent être compensés ultérieurement par des quantités hors quantum :

1° Les quantités de moûts utilisées à la préparation de jus de raisin;

2° Les quantités de vin utilisées à l'élaboration de vinaigre;

3° Les moûts de raisin et les vins exportés;

4° Les quantités de vin incluses dans les vins vinés exportés ;
5° Les quantités de moûts ou de vin utilisées à l'élaboration de mistelles, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin, de vermouths, lorsque ces produits sont exportés.

A défaut d'affectation à un viticulteur dans les trois mois qui suivent l'exportation ou l'un des autres faits générateurs du droit à compensation, ce droit est annulé.

Les vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée ou du label des vins délimités de qualité supérieure exportés en nature ou entrant dans la composition des produits visés ci-dessus n'ont pas droit à la compensation.

L'exportation des vins délimités de qualité supérieure excédant le quantum à l'hectare prévu à l'article 5 du décret du 30 novembre 1960 doit être effectivement réalisée dans les trois mois qui suivent leur retrait de la propriété. A défaut de l'exportation dans le délai ainsi fixé, ces vins doivent être distillés à la requête de l'administration.

Art. 17. — Les récoltants peuvent faire distiller tout ou partie de leur part de récolte hors quantum.

Le prix des alcools résultant de la distillation de vins hors quantum est fixé par le décret prévu à l'article 5, en fonction, d'une part, du volume de la récolte hors quantum susceptible d'être distillé et, d'autre part, du crédit disponible du compte spécial de la viticulture après prélèvement des sommes nécessaires aux achats d'alcools viniques de prestation pour la campagne considérée et du remboursement des dépenses du service de la viticulture.

Ce prix ne peut être supérieur à 70 p. 100 du prix des alcools de vin du contingent, ni inférieur au prix des alcools de prestations viniques.

Art. 18. — Un arrêté du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques peut préciser les conditions de remise sur le marché de tout ou partie des quantités stockées au titre de l'article 15, soit en cas de campagne déficitaire, soit dans la situation visée à l'article 9.

Art. 19. — Pour l'application des dispositions des sections 2 et 3, les acheteurs de vendanges sont, le cas échéant, substitués aux récoltants.

SECTION 4

Dispositions relatives à la normalisation des vins.

Art. 20. — Le degré minimum des vins de pays destinés ou non à des coupages ne peut en aucun cas être inférieur à 8° 5.

Le maximum d'acidité volatile des vins fixé suivant les cas à 1,10 ou 1,20 par l'article 1^{er} du décret du 28 juin 1938, modifié par l'article 18 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, est abaissé respectivement à 0,90 et 1.

SECTION 5

Dispositions relatives à l'amélioration de la qualité des vins.

Art. 21. — Tout producteur de vin de consommation courante ou de vin délimité de qualité supérieure, commercialisant tout ou partie de sa récolte est astreint à la fourniture de prestations d'alcool vinique correspondant à 10 p. 100 de sa récolte exprimée en alcool pur, sur la base du degré minimum des vins de pays.

Pour tenir compte des conditions générales de la récolte, ce taux peut être porté à 12 p. 100 par arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques.

Tout producteur de vin à appellation d'origine contrôlée commercialisant tout ou partie de sa récolte est astreint à la fourniture de prestations d'alcool vinique dans les conditions suivantes :

Pour les vins rouges, au taux de 6 p. 100 de sa récolte exprimée en alcool pur sur la base du degré minimum des vins de pays.

Pour les vins blancs et vins rosés vinifiés en blanc, 3 p. 100 de sa récolte exprimée en alcool pur sur la base du degré minimum des vins de pays.

Toutefois, les taux normaux ci-dessus indiqués sont réduits à :

6 p. 100 de la récolte exprimée en alcool pur sur la base du degré minimum des vins de pays pour les vendanges utilisées à la production d'eaux-de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée Cognac ou Armagnac ;

5 p. 100 pour les vendanges ou moûts utilisés à la préparation de jus de raisin, à l'élaboration de vins doux naturels, mistelles, vins de liqueur ;

3 p. 100 pour les vendanges employées à la production de mistelles par mutage direct à l'alcool de la vendange.

Les acheteurs de vendanges sont tenus de livrer pour le compte des personnes dont ils vinifient les récoltes les prestations d'alcool vinique correspondant au volume total des vins produits ; les coopératives de vinification sont tenues aux mêmes obligations.

Art. 22. — Les alcools viniques doivent provenir de la récolte personnelle des prestataires et doivent être livrés avant le 30 juin.

En cas d'insuffisance, les prestataires ont l'obligation de se libérer en livrant des alcools de vin de leur propre récolte, aux prix et conditions fixés pour les alcools viniques.

Art. 23. — Les prestations d'alcool vinique peuvent être compensées à due concurrence par la fabrication d'eaux-de-vie de marcs de raisin à appellation réglementée et par la fabrication d'eaux-de-vie de vin d'appellation d'origine contrôlée.

Art. 24. — Le prix des alcools viniques de prestation est au plus égal à 80 p. 100 du prix des alcools de marcs du contingent.

Sont payés au prix des alcools de prestation les alcools de marcs, de lies complètes ou non et de vins de lies obtenus par distillation de telles matières.

Art. 25. — L'article 126 du code du vin reste modifié ainsi qu'il suit :

« Sont interdites la fabrication de piquettes et celle des vins de sucre obtenus par la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau et du sucre ».

SECTION 6

Dispositions diverses.

Art. 26. — Le prix des alcools de marcs du contingent est fixé chaque année par référence au prix des alcools de betterave de la récolte en cours.

Il en est de même pour la fixation du prix des alcools de vin du contingent

Art. 27. — Indépendamment des déclarations individuelles de récolte souscrites par ses adhérents, toute coopérative de vinification est tenue de déclarer le 5 décembre de chaque année au plus tard à la recette locale des impôts (contributions indirectes) la quantité totale des vins et moûts obtenus pour le compte desdits adhérents.

Art. 28. — Sans préjudice des sanctions prévues par le code du vin, par le code général des impôts, par l'ordonnance n° 59-125 du 7 janvier 1959 relative à la répression des infractions en matière viticole, par la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et plus généralement par la législation actuellement en vigueur, l'administration peut refuser à toute personne tout titre de mouvement pour la mise en circulation de ses vins ou de ses eaux-de-vie jusqu'à la régularisation complète de sa situation au regard des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de la production viticole et du marché du vin.

Art. 29. — Est renouvelée l'adjonction après le deuxième alinéa de l'article 56 du code du vin d'un alinéa ainsi conçu :

« Les engagements de garantie concernant les vins hors quantum sont portés sur un registre spécial. La déclaration prévue aux alinéas précédents et les attestations que pourra fournir l'administration doivent préciser de manière très évidente si les vins donnés en gage sont ou ne sont pas placés hors quantum ».

Art. 30. — Restent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, et notamment celles insérées dans les textes suivants :

Décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, articles 1^{er} à 12, 17 et 45.

Loi n° 53-1312 du 31 décembre 1953, article 10.

Décret n° 54-955 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement de la production viticole.

Décret n° 54-956 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement du marché du vin.

Loi n° 55-137 du 2 février 1955, articles 12, 13, 14 et 15.

Décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et l'assainisse-

ment du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, articles 3, 4, 12 et 15.

Loi n° 57-877 du 2 août 1957.

Articles 147 à 151 du code du vin et articles 428 à 431 du code général des impôts.

Art. 31. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat au commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,
FRANÇOIS MISSOFFE.

Décret n° 62-827 du 21 juillet 1962 réglementant l'importation de certains produits avicoles.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 21, 34 et 37 ;

Vu le code des douanes, notamment son article 38 ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1938, article 109 ;

Vu le décret n° 59-450 du 20 mars 1959 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation et le commerce des denrées alimentaires d'origine animale pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905,

Décète :

Art. 1^{er}. — Est interdite, sous tous régimes douaniers autres que le transit, l'importation des produits avicoles originaires ou en provenance de pays dans lesquels l'emploi de substances arsenicales, antimoniales ou œstrogènes n'est pas prohibé pour l'alimentation et l'élevage des volailles.

Art. 2. — Des arrêtés conjoints du ministre de l'agriculture, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la santé publique et de la population :

a) Fixent la liste des produits avicoles dont l'importation est prohibée en application de l'article 1^{er} ci-dessus ;

b) Publient la liste des pays ayant interdit l'emploi de substances visées au même article pour l'alimentation et l'élevage des volailles ; les pays non désignés à cette liste sont réputés n'avoir pas prohibé l'emploi des substances ;

c) Peuvent accorder, aux conditions qu'ils déterminent, des dérogations à la prohibition édictée par l'article 1^{er} en faveur des produits avicoles non destinés à la consommation humaine.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent décret et des textes pris pour son application sont constatées, poursuivies et réprimées conformément aux dispositions du code des douanes.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la santé publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN FOYER.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de la santé publique et de la population,
RAYMOND MARCELLIN.

Décret n° 62-828 du 21 juillet 1962 portant modification du taux de la subvention « Encouragement à l'emploi des amendements calcaires » dans les zones d'action rurale des départements bretons.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'industrie,

Vu le décret n° 55-881 du 30 juin 1955 relatif à divers aménagements et améliorations foncières ;

Vu le décret n° 55-1686 du 29 décembre 1955 relatif à la recalcification des sols ;

Vu l'article 121 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ;

Vu l'avis de la sous-commission compétente de la commission interprofessionnelle des engrais et amendements en date du 21 août 1956 ;

Vu le décret n° 62-219 du 26 février 1962, portant désignation des départements appelés à bénéficier des subventions destinées à encourager l'emploi des amendements calcaires et fixation du taux de subvention applicable à chacun de ces départements,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le taux de subvention de 25 p. 100 figurant au tableau annexé au décret n° 62-219 du 26 février 1962 est porté à 35 p. 100 pour le département du Morbihan et pour les cantons des départements du Finistère, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique classés en zone spéciale d'action rurale par le décret n° 61-1040 du 14 septembre 1961 pris en application de l'article 20 de la loi n° 60-808 d'orientation agricole.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de l'industrie,
MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.

Normes auxquelles doivent satisfaire les abattoirs publics agréés pour l'exportation.

Le ministre de l'agriculture, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,

Vu la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960, notamment son article 35 ;

Vu le décret n° 62-218 du 26 février 1962 relatif aux abattoirs publics agréés pour l'exportation rendu pour l'application de la loi susvisée, notamment l'article 1^{er},

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Pour pouvoir être agréés en vue de l'exportation, les abattoirs publics doivent satisfaire aux normes générales fixées par le présent arrêté pour les installations, l'équipement, le mode de fonctionnement, les règles d'hygiène et l'organisation du service d'inspection vétérinaire.

CHAPITRE I^{er}

Conditions d'installation et d'équipement.

Art. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent comporter une séparation suffisante entre le secteur propre et le secteur souillé et être aménagés de telle sorte que soit assuré depuis l'introduction de l'animal vivant dans l'abattoir jusqu'à la sortie des viandes et des abats reconnus propres à la consommation humaine un acheminement continu sans possibilité de retour en arrière, sans croisement ni chevauchement entre animaux vivants et viandes, entre viandes et sous-produits ou déchets.

Art. 3. — Les locaux de stabulation doivent être prévus de façon à permettre :

Le séjour du nombre maximum d'animaux à abattre durant une journée de travail ;

Un repos satisfaisant des animaux avant l'abattage.

Art. 4. — Les salles d'abattage et d'habillage doivent être de dimensions suffisantes et satisfaire aux conditions ci-dessous :

1° Un emplacement spécial doit être réservé à l'abattage des porcs ;

2° Les emplacements d'abattage et de saignée doivent être indépendants des postes d'habillage. Pour le gros bétail, si les différentes opérations se succèdent depuis la saignée jusqu'à la fin de l'habillage ne sont pas effectuées sur l'animal suspendu, l'affalage en vue de la « dépouille » doit se faire sur des berces métalliques.

Art. 5. — Les emplacements de vidage et de premier lavage des viscères abdominaux (estomacs et intestins) doivent être isolés du hall d'habillage mais à proximité de celui-ci, ainsi que des locaux à usage de triperie et de boyauderie.

La triperie et la boyauderie peuvent être installées à proximité des salles d'abattage et d'habillage, mais une séparation efficace doit être réalisée entre ces deux groupes de locaux.

Art. 6. — Les installations frigorifiques doivent comprendre obligatoirement :

1° Une ou plusieurs chambres de réfrigération permettant de réaliser cette opération sur les carcasses et abats de tous les animaux sacrifiés dans une journée de travail ;

2° Eventuellement une ou plusieurs salles de capacité suffisante, destinées au stockage, sous régime du froid, des viandes et des abats, si ces denrées doivent séjourner dans l'établissement au-delà de la journée où suit celle au cours de laquelle a été pratiqué l'abattage.

Art. 7. — Chaque établissement doit comporter en outre :

1° Un local d'isolement des animaux vivants, malades ou suspects ;

2° Un local aménagé pour l'abattage de ces animaux ;

Un local de consigne réfrigérée pour les carcasses et les abats ;

Un local destiné à la séquestration jusqu'à livraison à l'équarrissage des viandes, abats et issues saisis.

Chacun des locaux ci-dessus énumérés sera muni d'un système de fermeture à clef ;

3° Des locaux pour l'entreposage des suifs, des cuirs, des cornes et onglons ;

Un emplacement aménagé et équipé pour le lavage et la désinfection des véhicules ;

Des vestiaires toilettes, ainsi que des lavabos installés en nombre suffisant à la sortie des W.-C.

Art. 8. — Un local fermant à clef, convenablement aménagé et de surface suffisante, doit être réservé aux agents du service d'inspection.

Art. 9. — Les bâtiments doivent être conçus en vue de permettre l'application facile des règles d'hygiène.

Les locaux visés aux articles 4, 5, 6 et 8 ci-dessus doivent, en particulier, satisfaire aux conditions ci-après :

1° Les sols doivent être rigoureusement étanches et non glissants ; ils doivent comporter des pentes suffisantes et un réseau d'évacuation approprié pour l'écoulement des liquides.

2° Les murs intérieurs et les plafonds doivent être revêtus d'un enduit lavable ; les murs doivent en outre comporter sur une hauteur d'au moins 2 mètres à partir du sol un revêtement résistant au choc, imperméable, lisse et imputrescible.

Les locaux doivent également être pourvus de dispositifs de protection contre les insectes et les rongeurs.

Art. 10. — Tous les locaux dans lesquels les carcasses circulent ou séjournent doivent être équipés d'un réseau aérien de manutention permettant de réduire au minimum les manipulations des viandes.

Art. 11. — Dans chaque établissement doit être installé un réseau d'eau potable sous pression, à l'exclusion de tout réseau d'eau non potable.

Celui-ci peut toutefois être toléré pour le fonctionnement des appareils de production du froid, à condition qu'il n'ait aucune communication avec le réseau d'eau potable.

Des postes d'eau sous pression doivent être installés aux emplacements appropriés en vue du nettoyage des locaux ainsi que du douchage des carcasses après habillage et inspection.

Des postes d'eau chaude doivent être installés dans les salles d'abattage et d'habillage ainsi que dans les triperies.

L'éclairage doit être assuré de manière satisfaisante dans tous les locaux. Les salles dans lesquelles les animaux sont abattus et habillés, les viandes et abats entreposés, stockés, travaillés ou conditionnés doivent être pourvus d'un éclairage artificiel ayant les mêmes caractères que la lumière du jour.

Une aération suffisante doit être assurée dans tous les locaux. L'évacuation des buées, gaz ou fumées doit être réalisée par des dispositifs spécialement conçus pour cet usage.

Art. 12. — Le matériel utilisé doit être en matériaux inaltérables et comprendre au moins :

1° Des récipients à sang ;

2° Des bacs à « panse » ou autres dispositifs appropriés pour recevoir directement les organes abdominaux des grands animaux au moment de l'éviscération ;

3° Des crochets, plateaux et tables pour permettre l'inspection sanitaire des abats et des têtes ;

4° Des récipients étanches, munis de couvercles à charnière à fermeture jointive, pour la collecte des déchets ;

5° Des bacs avec dispositif de verrouillage pour la confiscation des saisis ;

6° Un dispositif pour le nettoyage à l'eau bouillante du matériel servant à recevoir et à transporter les viscères ;

7° Des lavabos et postes de lavage et de désinfection des instruments et outils de travail et d'inspection (couteaux, scies...).

CHAPITRE II

Règles de fonctionnement et d'hygiène.

Art. 13. — Les animaux qui, au moment de l'examen clinique par le vétérinaire de l'abattoir, ne sont pas reconnus en bon état de santé doivent être marqués d'une façon particulière et placés dans l'étable-lazaret.

Les animaux visés au présent article ne peuvent être sacrifiés que dans le local d'abattage prévu à cet effet dans la section sanitaire.

Art. 14. — Il ne doit être conduit aux emplacements d'abattage que les animaux destinés à être sacrifiés immédiatement ; tous les autres doivent rester dans leurs étables, bergeries ou porcheries.

Selon l'espèce ou la catégorie à laquelle ils appartiennent, les animaux doivent être sacrifiés et préparés aux emplacements qui leur sont réservés dans les salles d'abattage.

Art. 15. — Le sang doit être recueilli dans les récipients prévus pour l'inspection.

La pratique du soufflage des carcasses en vue de faciliter l'enlèvement du cuir de même que le soufflage des poumons est interdite ; au moment de l'éviscération, la masse gastro-intestinale doit être recueillie directement dans des bacs à panse ou sur une table d'éviscération ou dans des plateaux selon l'espèce animale et le mode de travail.

L'essuyage des carcasses à l'aide de torchons est proscrit. Il est interdit d'ouvrir et de vider les viscères (estomacs ou intestins) ailleurs qu'à l'emplacement spécialement réservé à cet effet.

Les cuirs et peaux doivent être transportés dans les dépôts spéciaux aussitôt que possible après la réalisation de la dépouille.

Les déchets doivent être déposés par les usagers dans les récipients prévus à cet effet.

Art. 16. — Les viandes et abats consignés ou saisis doivent être transportés aussitôt que possible dans le local destiné à leur séquestration ou à leur destruction. Les abats de faible volume saisis et les déchets doivent être placés dans les bacs de confiscation.

Art. 17. — Les carcasses reconnues propres à l'exportation doivent être placées dans les salles réfrigérées jusqu'à ce que leur température à cœur ne dépasse pas + 8° centigrades.

Les abats consommables en l'état doivent être transportés le plus tôt possible du hall d'habillage à la chambre froide pour être réfrigérés.

Art. 18. — Le personnel de l'abattoir doit porter des vêtements de travail et une coiffure propres. Les personnes qui ont manipulé des viandes ou des abats insalubres doivent immédiatement se laver les mains et les bras, puis les désinfecter.

Art. 19. — Il est interdit d'introduire et de laisser errer dans les cours et locaux de l'abattoir des chiens, chats et oiseaux de basse-cour.

La destruction des insectes et des rongeurs doit être systématiquement pratiquée dans des conditions telles que la salubrité des viandes et abats ne puisse en être affectée.

Art. 20. — Les locaux doivent être nettoyés aussi fréquemment que possible et au moins lavés à grande eau en fin de journée de travail.

La désinfection des étables, cours et salles de travail doit être pratiquée chaque fois qu'est constatée une maladie contagieuse.

Le matériel et les instruments utilisés par les agents du service d'inspection ainsi que ceux employés pour l'abattage et l'habillage des animaux et pour les préparations ultérieures doivent être maintenus en bon état d'entretien et être soigneusement nettoyés aussi souvent qu'il est nécessaire.

Ils doivent en outre être désinfectés chaque fois qu'il ont été souillés.

Le nettoyage du matériel et des instruments doit être effectué dans les conditions prescrites par les règlements pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

CHAPITRE III

Personnel d'inspection.

Art. 21. — Le nombre des vétérinaires inspecteurs et des préposés surveillants doit être prévu compte tenu des heures de travail, de façon que l'inspection vétérinaire puisse s'exercer sur tous les animaux dans les conditions fixées par l'arrêté du 21 juillet 1962 déterminant les conditions de l'inspection sanitaire des animaux avant et après abattage dans les abattoirs publics agréés pour l'exportation.

Le vétérinaire responsable de l'inspection devra adresser au ministère de l'Agriculture tous les renseignements statistiques concernant l'activité de son service.

Art. 22. — Le directeur général de la production et des marchés et les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

Le ministre de l'Agriculture,
EDGARD PISANI.

Le ministre de l'Intérieur,
ROGER FREY.

Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,
FRANÇOIS MISSOFFE.

Conditions de l'inspection sanitaire des animaux avant et après abattage dans les abattoirs publics agréés pour l'exportation.

Le ministre de l'Agriculture,

Vu la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960, notamment son article 35 ;

Vu le décret n° 62-218 du 26 février 1962 relatif aux abattoirs publics agréés pour l'exportation rendu pour l'application de la loi susvisée, notamment l'article 4,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les animaux de boucherie et de charcuterie dont les viandes, abats et issues comestibles sont destinés à l'exportation ne peuvent être abattus que dans les abattoirs agréés à cet effet et satisfaisant aux conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Agriculture, du ministre de l'Intérieur et du secrétaire d'Etat au commerce intérieur en date du 21 juillet 1962.

Ils font l'objet d'une inspection sanitaire avant et après l'abattage dans les conditions fixées par le présent règlement.

TITRE I^{er}

Conditions de présentation à l'inspection sanitaire des animaux avant et après l'abattage.

CHAPITRE I^{er}

Présentation à l'inspection sanitaire avant l'abattage.

Art. 2. — Tout animal, avant d'être abattu, doit être présenté à l'inspection sanitaire par son propriétaire ou par son détenteur. L'abattage doit être réalisé le jour même de cette inspection ou le lendemain. Sinon, il doit être différé jusqu'à ce qu'une nouvelle inspection ait été effectuée.

Les animaux présentant des signes de fatigue ne peuvent être sacrifiés qu'après un repos de douze heures au moins.

Art. 3. — Le propriétaire ou le détenteur de l'animal est tenu de fournir toute l'aide et toutes les facilités nécessaires à la bonne exécution de l'inspection.

En cas de refus de sa part, cette inspection n'est pas entreprise ou bien elle est interrompue et l'abattage doit être différé.

CHAPITRE II

Présentation à l'inspection sanitaire après l'abattage.

Art. 4. — Dans toutes les espèces animales, l'éviscération doit être effectuée sans délai après l'abattage.

Sauf pour le porc, le dépouillement des animaux abattus est obligatoire. Les porcs non dépouillés doivent être épilés soit par échaudage, soit par grillage, soit à l'aide de l'une et l'autre de ces opérations, soit par tout autre procédé approuvé par le ministre de l'Agriculture.

Les carcasses d'équidés, de bovins adultes et de porcs doivent être découpées en « demis », par fente longitudinale de la colonne vertébrale.

Art. 5. — Les viscères ainsi que la tête et la langue, lorsqu'ils sont détachés de la carcasse, doivent être placés à proximité de celle-ci et munis le cas échéant, ainsi que ladite carcasse, d'une marque ou d'un signe particulier permettant de reconnaître leur appartenance commune à un même animal.

Les reins, dans toutes les espèces, doivent rester adhérents à la carcasse et être dégagés de leur enveloppe.

Art. 6. — Les lésions pouvant exister sur la carcasse, les abats ou les issues ne peuvent être ni enlevées, ni masquées, ni incisées avant la présentation à l'inspection.

A moins qu'il ne s'agisse d'opérations exigées par le service vétérinaire d'inspection, il est interdit avant l'apposition de l'estampille de salubrité :

1° D'enlever une partie quelconque de l'animal abattu ou de la soumettre à un traitement quel qu'il soit, sauf le battage en ce qui concerne le sang recueilli pour des usages alimentaires ;

2° De procéder à des fragmentations de la carcasse ou de prélever des organes destinés notamment à l'opothérapie.

Art. 7. — Le propriétaire ou le détenteur de l'animal abattu est tenu de fournir l'aide nécessaire et de procéder ou de faire procéder aux manipulations et aux incisions prescrites par le service vétérinaire d'inspection. L'inspecteur peut refuser de continuer son examen tant que ses instructions à ce sujet ne sont pas exécutées.

Art. 8. — Lorsque la carcasse, les abats et les issues ne sont pas présentés à l'inspection dans les conditions déterminées par le présent arrêté ou si l'un de leurs éléments se trouve manquant au moment de cette inspection, celle-ci peut être différée. Dans ce cas, la totalité des pièces est consignée sur place sous la responsabilité de leur propriétaire ou de leur détenteur jusqu'à ce que celui-ci ait remédié d'une façon satisfaisante à cet état de choses.

TITRE II

Réalisation de l'inspection sanitaire.

CHAPITRE III

Inspection sanitaire avant l'abattage.

Art. 9. — L'inspection sanitaire avant l'abattage ne doit être pratiquée qu'à la lumière du jour ou sous un éclairage artificiel ayant les mêmes caractères ; elle doit être effectuée selon les méthodes de l'examen clinique et comporter, le cas échéant, l'observation thermométrique.

Elle doit porter :

- 1° Sur l'état général de santé et d'entretien, et notamment sur les signes d'agitation, de fièvre ou de fatigue consécutifs au transport ;
- 2° Sur l'appareil locomoteur ;
- 3° Sur l'état de la surface du corps et des orifices naturels ;
- 4° Sur l'appareil digestif, en particulier sur la cavité buccale et sur l'apparence des matières fécales ;
- 5° Sur l'appareil respiratoire, notamment sur les caractères des mouvements respiratoires et sur l'état des premières voies ;
- 6° Sur l'appareil cardio-vasculaire ;
- 7° Sur l'appareil génito-urinaire, spécialement sur l'état de la mamelle et de l'utérus chez les femelles ainsi que sur les caractères de l'urine.

CHAPITRE IV

Inspection sanitaire après l'abattage.

Art. 10. — L'inspection sanitaire des animaux après l'abattage doit être conduite dans les conditions fixées par le présent chapitre. Les opérations d'abattage et d'habillage des animaux doivent faire l'objet d'une surveillance ininterrompue du service vétérinaire d'inspection.

Art. 11. — Des incisions exploratrices sur la carcasse, les abats et les issues peuvent être pratiquées par le service vétérinaire d'inspection, qui peut exiger le découpage de certaines pièces ou régions lorsque ces opérations sont indispensables à la réalisation de l'inspection.

Les viscères sont soumis à un examen visuel complété par la palpation et, si besoin est, par l'incision.

L'exploration des ganglions doit toujours comporter des incisions multiples pratiquées selon le grand axe de chaque ganglion de manière à obtenir un découpage en tranches aussi minces que possible.

Art. 12. — L'inspection *post mortem* comportera l'examen :

- a) Du sang, portant sur la couleur ainsi que l'aptitude à la coagulation et visant à déceler la présence d'éléments étrangers ;
- b) De la tête, de la gorge, des ganglions lymphatiques rétropharyngiens et sous-maxillaires ainsi que des amygdales, la langue étant dégagée le plus possible pour permettre une exploration détaillée de la bouche et de l'arrière-bouche ;
- c) Des poumons, de la trachée artère, des ganglions bronchiques et médiastinaux. La trachée et les principales ramifications bronchiques doivent être fendues longitudinalement et le poumon largement incisé en son tiers postérieur ;
- d) Du péricarde et du cœur ;
- e) Du diaphragme ;
- f) Du foie, de la vésicule et des canaux biliaires ainsi que des ganglions rétrohépatiques et pancréatiques ;
- g) Du tube digestif, des ganglions lymphatiques stomacaux et mésentériques ;
- h) De la rate ;
- i) Des reins et de leurs ganglions lymphatiques ainsi que de la vessie ;
- j) Des organes génitaux ;
- k) De la mamelle et de ses ganglions lymphatiques ;
- l) Des différentes parties de la carcasse, et notamment du tissu conjonctif.

Art. 13. — Chez les bovins, il sera procédé à l'incision systématique des ganglions lymphatiques mentionnés à l'article 12 ci-dessus.

En cas de doute, seront également incisés les ganglions cervicaux superficiels, axillaires, sus-sternaux, cervicaux profonds, costo-cervicaux, poplités, précuraux, ischiatiques, iliaques et lombo-aortiques.

Chez les bovins âgés de plus de six semaines, il doit être procédé :

- a) A la recherche de la cysticercose au niveau de la langue, de l'œsophage après avoir dégagé celui-ci de la trachée du cœur, des masséters externes et internes, du diaphragme dont la partie musculaire sera séparée de la séreuse et des surfaces musculaires rendues directement visibles par les fentes ou les incisions pratiquées lors de l'abattage.

La langue fait l'objet, sur sa face inférieure, d'une incision longitudinale. Une incision longitudinale est également pratiquée dans le cœur de façon à ouvrir les ventricules en traversant la cloison interventriculaire ; cette incision est complétée par deux fentes effectuées en deux points opposés des oreillettes à la pointe. Deux incisions au moins sont effectuées parallèlement aux faces planes du maxillaire inférieur sur les muscles masséters et pterygoidiens internes de façon à dégager sur une largeur d'un travers de main deux lambeaux de muscle superposés ;

b) A la recherche de la distomatose par des incisions pratiquées sur la face postérieure du foie au niveau des gros canaux biliaires, et par une incision profonde à la base du lobe de Spiegel.

Chez les vaches, l'utérus doit être incisé longitudinalement et les mamelles ouvertes par une longue et profonde incision jusqu'aux sinus galactophores.

Chez les veaux, l'inspecteur doit examiner particulièrement la région ombilicale et les articulations qui seront incisées en cas de suspicion d'arthrite révélée par l'hypertrophie du ganglion correspondant ou par la déformation de la région articulaire.

Art. 14. — Chez les équidés, il doit être procédé en particulier à la recherche de la morve par l'examen des muqueuses de la trachée, du larynx, du sinus nasal et de ses ramifications après fente de la tête dans le plan médian et ablation de la cloison nasale.

Art. 15. — Chez les porcs, la tuberculose doit être recherchée comme il a été indiqué à l'article 13 pour les bovins. Les surfaces de fente de la colonne vertébrale, du sternum et du plancher du bassin sont toujours examinées.

Il doit également être procédé :

A la recherche de la cysticercose par l'exploration des surfaces musculaires mises à nu, en particulier au niveau des muscles du plat de la cuisse et de la paroi abdominale, des psoas dégagés du tissu adipeux, des piliers du diaphragme, des muscles intercostaux, de la langue, du larynx et du cœur.

Art. 16. — Chez les ovins et caprins, le foie doit être examiné de la même façon que chez les bovins.

L'ouverture du cœur et l'incision des ganglions lymphatiques ne doivent être effectuées qu'en cas de suspicion d'un état pathologique.

Art. 17. — Lorsque l'inspection sanitaire ne permet pas des conclusions immédiates sur la salubrité de la carcasse et des abats et notamment lorsque des prélèvements doivent être effectués en vue d'un examen de laboratoire, l'animal abattu est consigné pendant un délai de vingt-quatre heures au moins.

Dans ce cas, la carcasse, après avoir été munie d'un plomb d'identification, les viscères et les issues peuvent être placés dans un local spécial permettant d'en assurer la bonne conservation.

Pour le porc, dans le cas de recherche de la trichinose, la durée de la consigne est réduite au temps strictement nécessaire à l'examen des prélèvements.

Art. 18. — Pendant la durée de la consigne il est interdit à quiconque, sauf au vétérinaire inspecteur, d'effectuer un prélèvement quelconque sur les diverses parties de l'animal qui ont été consignées.

CHAPITRE VI

Conclusions de l'inspection.

Art. 19. — Ne peuvent être livrés à l'exportation que les viandes, abats et issues comestibles provenant d'animaux reconnus sains à l'examen *ante mortem* et trouvés à l'inspection *post mortem* indemnes d'altération ou de lésion.

Toutefois, peuvent être admises à l'exportation les viandes des animaux qui présentent des lésions des abats nettement localisées n'ayant pas provoqué de réaction organique générale.

Ces abats ne peuvent toutefois être exportés.

Art. 20. — Le directeur général de la production et des marchés, les préfets et les maires sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
MICHEL COINTAT.

Génie rural.

Par arrêté du 12 juillet 1962, M. Roques (Jean), ingénieur du génie rural de 1^{re} classe, est promu au grade d'ingénieur principal du génie rural (1^{er} échelon) à compter du 19 janvier 1962.

Répression des fraudes.

Par arrêté en date du 6 juillet 1962, les fonctionnaires de l'inspection de la répression des fraudes dont les noms suivent assurent par intérim, en plus de leurs fonctions actuelles, la charge de l'inspection des départements ci-après, à compter du 1^{er} juillet 1962 :

M. Vernoux, Eure-et-Loir ; M. Boëda, Ain.

Par arrêté en date du 6 juillet 1962, il est mis fin aux fonctions intérimaires qui avaient été confiées à M. Peynet, inspecteur principal de la répression des fraudes, à la direction de la 2^e circonscription divisionnaire d'inspection par arrêté du 31 mars 1962. Cet arrêté prend effet du 1^{er} juillet 1962.

Liste des candidats admis à l'emploi d'ingénieur stagiaire des travaux agricoles.

Par arrêté en date du 12 juillet 1962, les candidats dont les noms suivent ont été déclarés admis, après concours, à l'emploi d'ingénieur stagiaire des travaux agricoles (classement par ordre de mérite) :

1 MM. Grosmaire (Roland).	24 MM. Brechet (Claude).
2 Barbeau (Gilles).	24 Trarieux (Gilbert).
3 de Manheulle (Guy).	26 Henry (Etienne).
4 Brard (Raymond).	27 Valois (Bruno).
5 Charles (Alfred).	28 Lebris (André).
6 Lafage (Henri).	29 Collen (Jean).
7 Boutet (Jean).	30 Gerardin (Robert).
8 Eisenlohr.	31 Demathieu (René).
9 Arnold (Jean-Paul).	32 Lejeune (Pierre).
10 Louste (Claude).	33 Morineau (Yvon).
11 David (Alain).	34 Lucas (Joseph).
12 Briançon (Gérard).	35 Dauriac (Jacques).
13 Foulon (Jean).	36 Guillermin (Hubert).
14 M ^{me} Paulus (Françoise).	37 Chaumeil (Raymond).
15 MM. Charpin (Claude).	37 Platon (Jean).
16 Chapin (Claude).	39 Chovet (Bernard).
17 Grill (Denis).	39 Platon (Jean).
18 Lhomme (Jacques).	41 Blaquièrre (Jacques).
19 Tourtin (Michel).	42 Leullier (Jean).
20 Croutes (Jean).	43 de La Rocque (Bruno).
21 Guillermin (Jean-Louis).	43 Bouysse (Jean-Claude).
22 Dimanche (Armand).	45 M ^{me} Meyrignac (Colette).
23 Rossignol (Guy).	

En cas de non-acceptation de leur affectation par les ingénieurs stagiaires des travaux agricoles ci-dessus énumérés, il pourra être fait appel aux candidats ci-après indiqués, qui sont classés comme suit :

46 MM. Nadaud (Claude).	48 MM. Faillet (François).
47 Coupiac (Joseph).	49 Oudard (Jacques).

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Décret n° 62-829 du 21 juillet 1962 portant majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture et du ministre du travail,

Vu la loi n° 50-205 du 11 février 1950 modifiée relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, et notamment son article 39 et les articles 31 x et 31 x a du livre I^{er} du code du travail, tels qu'ils résultent de la loi n° 57-716 du 26 juin 1957 ;

Vu le décret n° 50-1029 du 23 août 1950 modifié portant fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 50-1264 du 9 octobre 1950 modifié relatif à l'application aux professions agricoles des dispositions du décret susvisé du 23 août 1950 modifié, et notamment ses articles 1^{er}, 2 et 7 ;

Vu le décret n° 51-254 du 1^{er} mars 1951, modifié par les décrets n° 51-1217 du 19 octobre 1951 et n° 52-162 du 9 février 1952, portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ;

Vu les décrets n° 54-308 du 20 mars 1954, n° 55-81 du 18 janvier 1955, n° 55-871 du 30 juin 1955, n° 56-528 du 1^{er} juin 1956 et n° 58-22 du 11 janvier 1958 relatifs à la revalorisation des salaires les plus bas dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ;

Vu les décrets n° 59-339 du 23 février 1959, n° 60-89 du 28 janvier 1960, n° 60-1452 du 27 décembre 1960 et n° 62-59 du

18 janvier 1962 portant majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ;
Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} juin 1962, pour les catégories de travailleurs intéressées par le décret n° 51-254 du 1^{er} mars 1951 modifié, les salaires individuels ne pourront être inférieurs au taux de 6.148 F par semaine, pour quarante heures de travail effectif dans les professions autres que les professions agricoles, et pour six tâches calculées chacune sur la base de huit heures de travail dans les professions agricoles.

Ce taux se substitue au taux du salaire minimum interprofessionnel garanti fixé par le décret n° 62-59 du 18 janvier 1962.

Art. 2. — Les employeurs qui auront versé des salaires inférieurs aux minima ci-dessus fixés seront passibles des peines prévues à l'article 2 b du livre I^{er} du code du travail.

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le ministre du travail et le secrétaire d'Etat au commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juillet 1962.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre du travail,
GILBERT GRANDVAL.

Le ministre d'Etat chargé des départements
et territoires d'outre-mer,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre de l'agriculture,
EDGARD PISANI.

Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,
FRANÇOIS MISSOFFE.

Application du régime de la sécurité sociale dans les mines au personnel de la mission de recherches du commissariat à l'énergie atomique dite Mission du Limousin.

Le ministre du travail et le ministre de l'industrie,

Vu le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, et notamment les articles 4 (4°) et 12 ;

Vu le décret n° 47-2100 du 22 octobre 1947 fixant les mesures d'application du décret susvisé,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le régime de la sécurité sociale dans les mines est rendu applicable au personnel de la mission de recherches du commissariat à l'énergie atomique dite Mission du Limousin des départements de la Haute-Vienne, de la Dordogne, de la Charente et de la Vienne.

Art. 2. — Le personnel visé à l'article 1^{er}, ainsi que le personnel visé par les arrêtés des 21 mai 1953, 6 août 1953, 12 mai 1954, 25 juillet 1955, 12 avril 1956, 29 juillet 1957 et 18 juin 1959, qui ont étendu le régime de la sécurité sociale dans les mines aux missions de recherches du commissariat à l'énergie atomique, est affilié à la société de secours minière de Commentry.

Art. 3. — Le directeur général de la sécurité sociale et le directeur des mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du premier jour du mois suivant celui de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 1962.

Le ministre du travail,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
JACQUES CHAZELLE.

Le ministre de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
ROBERT GARDELLINI.

Caisses de retraites et institutions de prévoyance.

Par arrêté du 13 juillet 1962, l'institution de retraite des cadres des sociétés d'assurances (I. R. C. A. S. A.), 3, rue Boudreau, Paris, a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 13 juillet 1962, ont été approuvées des modifications aux statuts et au règlement de la caisse de prévoyance de la Société française des pétroles B.P., 21, rue de la Bienfaisance, Paris (8^e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 11 juillet 1962, ont été approuvées des modifications aux statuts et au règlement de la section Prévoyance de l'institution de prévoyance des entreprises de constructions aéronautiques (I. P. E. C. A.), 16 et 18, rue Saint-Didier, Paris (16^e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 13 juillet 1962, ont été approuvés les statuts modifiés de la caisse générale de retraite des cadres par répartition (C. G. R. C. R.), 87, rue de Richelieu, Paris, autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 10 juillet 1962, ont été approuvées des modifications aux statuts de la caisse de retraites du personnel de la Diffusion industrielle et automobile par le crédit (D. I. A. C.), 47 bis, avenue Hoche, Paris (8^e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

MINISTRE DE LA CONSTRUCTION

Décret n° 62-830 du 20 juillet 1962 rendant applicables dans certaines communes les dispositions de l'article 3 bis de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 modifiée.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la construction,

Vu la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, et notamment son article 3 bis ainsi conçu :

« Dans les communes dont la population municipale totale est inférieure à 10.000 habitants (à l'exclusion de celles situées dans un rayon de 50 km de l'emplacement des anciens fortifications de Paris), les dispositions du présent titre ne seront pas applicables aux locataires qui entreront dans les lieux postérieurement au 1^{er} janvier 1959, à l'exception toutefois de ceux visés à l'article 79.

« Des décrets pris sur le rapport du ministre de la construction pourront :

« 1° Apporter des dérogations aux dispositions de l'alinéa qui précède ;

« 2° Étendre lesdites dispositions à d'autres communes »,

Décète :

Art. 1^{er}. — Dans les communes de : Cusset, Vichy (Allier) ; Louviers (Eure) ; Saumur (Maine-et-Loire) ; Bruay-en-Artois, Bully-les-Mines, Mazingarbe (Pas-de-Calais) ; Thiers (Puy-de-Dôme) ; Pau (Basses-Pyrénées) ; Autun (Saône-et-Loire) ; Andrésey, Rambouillet, Rueil-Malmaison (Seine-et-Oise), par application des dispositions de l'article 3 bis (2°, 2° alinéa) de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiée, les chapitres I^{er} et suivants du titre I^{er} de ce texte cessent d'être applicables aux locataires qui entrent dans les lieux postérieurement à la date de publication du présent décret lorsque les locations satisfont aux conditions suivantes :

1° Concerner un local ;

a) Comportant au minimum une cuisine avec évier, une pièce habitable, une salle de bains ou une salle de douches ou un cabinet de toilette avec eau courante, un W.-C. intérieur avec effet d'eau et un éclairage électrique normal ;

b) Présentant un bon état d'entretien intérieur (enduits et papiers d'apprêt notamment). En outre, le gros œuvre de l'immeuble devra être dans un état satisfaisant, la couverture étanche, les souches de cheminées, gouttières et descentes d'eaux pluviales bien entretenues, les menuiseries extérieures repeintes depuis moins de dix ans. Dans les immeubles collectifs, les parties communes (entrées, cages d'escaliers et couloirs) devront être en bon état (résultant notamment de la réfection des peintures depuis moins de dix ans ou de leur lessivage récent) et leur propreté générale assurée.

2° Donner lieu à la conclusion d'un bail :

a) D'une durée de six ans au moins, résiliable chaque année à la volonté du preneur seul, la durée des baux renouvelés ne pouvant être inférieure à trois ans ;

b) Auquel sera annexé un exemplaire du constat de l'état du local et de l'immeuble dressé par huissier moins de trois mois avant la date de la conclusion du contrat.

Art. 2. — Sauf accord des parties pour se placer sous le régime de l'article 1^{er}, les dispositions des chapitres I^{er} et suivants du titre I^{er} de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiée continuent toutefois d'être applicables aux locataires qui sont entrés ou entrent dans les lieux en vertu d'un échange opéré dans les conditions légales.

Art. 3. — En ce qui concerne la commune de Louviers (Eure), les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus sont complétées comme suit :

c) Comportant un chauffage central individuel ou collectif.

Art. 4. — Le ministre de la construction est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la construction,
JACQUES MAZIOU.

Revision d'un projet de reconstruction et d'aménagement.

Par arrêté en date du 12 juillet 1962, a été ordonnée la revision du projet de reconstruction et d'aménagement de Mer (Loir-et-Cher), approuvé le 29 mai 1947.

Le plan d'urbanisme révisé sera instruit et approuvé dans les conditions fixées aux décrets n° 58-1463 du 31 décembre 1958 et n° 59-1089 du 21 septembre 1959.

Associations syndicales de reconstruction.

Par arrêté du 13 juillet 1962, il est mis fin, à compter du 1^{er} juillet 1962, aux fonctions exercées par M. Gaudel (Lucien), ingénieur principal titulaire, en qualité de liquidateur des associations syndicales de reconstruction d'Etaples et Camiers-Village (Pas-de-Calais).

A compter de la même date, la liquidation des associations syndicales de reconstruction d'Etaples et Camiers-Village sera assurée, sous le contrôle du directeur de la construction à Arras, par M. Sinnaeve (Georges), contrôleur titulaire. M. Sinnaeve sera investi à cet effet des pouvoirs les plus étendus, notamment de ceux prévus à l'article 37 du décret n° 59-452 du 21 mars 1959.

Associations syndicales de reconstruction.

Par arrêté du 30 juin 1962, l'association syndicale de reconstruction de Fresnes-sur-Escaut (Nord) est dissoute.

Il est mis fin aux fonctions exercées par M. Clausse (Raymond) en qualité de commissaire auprès de l'association syndicale de reconstruction de Fresnes-sur-Escaut.

Administration centrale et services extérieurs.

Par arrêté en date du 15 février 1962, M. Thiaville (Pierre), vérificateur technique titulaire de 1^{re} classe, détaché auprès de la direction générale des travaux publics, de l'hydraulique et de la construction de la délégation générale en Algérie depuis le 1^{er} avril 1958, est réintégré à compter du 1^{er} janvier 1962 dans son cadre d'origine.

Par arrêté en date du 10 avril 1962, M. Thiaville (Pierre) est placé en position de service détaché, pour une période d'un an, auprès de l'office public municipal d'habitations à loyer modéré de Philippeville à compter du 1^{er} janvier 1962.

Par arrêté en date du 22 juin 1962, M. Forichon (Robert), inspecteur, détaché d'office pour cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1960 en vue d'occuper un emploi d'inspecteur d'urbanisme et d'habitation de 1^{re} classe, est réintégré dans son cadre d'origine à compter du 16 septembre 1962.

Par arrêté en date du 26 juin 1962, M. Le Queffelec (Julien), vérificateur titulaire, rayé des cadres à compter du 18 juin 1962, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite au titre de l'article L. 6, 4^o, du code des pensions.

Par arrêté en date du 3 juillet 1962, M. Cohonner (Marcel), vérificateur titulaire, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} août 1962, au titre de l'article L. 4 du code des pensions.

Par arrêté en date du 5 juillet 1962, M. Morel (Marcel), reviseur titulaire de 1^{re} classe, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 3 septembre 1962, au titre de l'article L. 6, 2^o, du code des pensions.

Par arrêté en date du 5 juillet 1962, M. Le Berre (Albert), contrôleur titulaire, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} octobre 1962, au titre de l'article L. 6, 2^o, du code des pensions.

Par arrêté en date du 11 juillet 1962, ont été intégrés, à compter du 1^{er} janvier 1962, dans le corps des personnels administratifs supérieurs des services extérieurs du ministère de la construction les chefs de service départemental des dommages de guerre et chefs adjoints de service départemental dont les noms suivent :

1° En qualité de chef de service administratif.

MM. Abraham (Georges).	MM. Godchot (Jacques).
Arlet (Henri).	Gourault (Robert).
Astruc (Georges).	Guibe (Bernard).
Baschwitz (Jacques).	Guillard (Albert).
Bastit (Paul).	Guy (Herbert).
Baÿ (Roger).	Lalande (André).
Baylac (Pierre).	Marie Saint-Germain
Beer (Henri).	(Gérard).
Blet (Michel).	Meslin (Jacques).
Bronner (Jean).	Ploix (Jacques).
Brouillard (Eugène).	Revel (Georges).
Carpentier (Emile).	Richard (Maurice).
Foch (Jacques).	Rousseau (Pierre).
Fontbonne (Henri).	Tarrel (Marius).
Foubert (Jean).	Vidal (Maurice).

2° En qualité de chef adjoint de service administratif.

MM. Angot (Marcel).	MM. Haeusser (Ernest).
Apostolidès (Jean).	Janin (Robert).
Bayle (Jean).	Jayet (Emile).
Béal (Henri).	Lamberterie du Cros
Béduchaud (Pierre).	(Henri de).
Biseuil (Paul).	Lemoine (Adrien).
Bleu (Albert).	Léonard (Pierre).
Boniface (François).	M ^{me} Le Parquier (Julia).
Bourlet (François).	MM. Lepeltier (Georges).
Campana (Edouard).	Lerévérend (Edmond).
Cante (Lucien).	Martin (Charles).
Cardot (Jean).	Mauriol (Georges).
Caron (André).	Mottin (Pierre).
Casanova (Maurice).	Mouras (Jean).
Chéry (Arsène).	Noël (Christian).
Chevallard (Marie).	Offray (Georges).
Chia (Sylvain).	Oger (Maurice).
Clayssen (Louis).	Orsat (Jean).
Connet (Raymond).	Oudart (Paul).
Coulon (André).	Oudin (Gérard).
Croisot (Pierre).	Peyre (Henry).
Duée (Michel).	Poupier (Albert).
Dumont (Georges).	Renaud (Robert).
Duroyon (Maurice).	Robiquet (Edouard).
Foliot (Jacques).	Roine (Joseph).
Goffin (Gérard).	Tanis (Albert).
Guettier (Christian).	Torquat de La Coulerie
Guilhem (Raoul).	(Jacques de).
Guy (Jean).	Triomphe (Marie-Jean).
Guyonnet (André).	Yverneau (Michel).

MINISTÈRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décret n° 62-273 portant revision du code des postes, télégraphes et téléphones (1^{re} partie : législative).

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 mars 1962 :

Page 2645, 3^e colonne, 55^e ligne, au lieu de : « Loi n° 47-1465 du 8 août 1947, article 108 », lire : « Loi du 29 avril 1926, article 92, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4 ».

Page 2648, 1^{re} et 2^e colonne, 39^e ligne, après : « Loi du 9 août 1925, article 5... L. 31 », ajouter : « Loi du 29 avril 1926, article 92, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4... L. 126 ».

Affectation au ministère des postes et télécommunications d'une parcelle de terrain située au camp de la Cépière, à Toulouse (Haute-Garonne).

Par arrêté du 11 juillet 1962, a été affectée, à titre définitif, au ministère des postes et télécommunications (direction des bâtiments et des transports), en vue de la construction d'un bâtiment destiné à abriter un autocommutateur téléphonique, une parcelle de terrain de 148 mètres carrés dépendant du camp de la Cépière, à Toulouse, située à l'angle du chemin Teynier et de la rue du Camp et inscrite au cadastre, section A1, telle au surplus que ladite parcelle figure en pointillé rose sur le plan annexé au présent arrêté.

L'affectation donnera lieu au versement par le budget annexe des postes et télécommunications au budget général d'une indemnité de 3.700 NF.

Services extérieurs.

Par arrêtés du 11 juillet 1962 :

A été réintégré à Nice : M. Haennel, inspecteur principal, précédemment détaché auprès du ministère des affaires étrangères (gouvernement militaire français en Allemagne) au titre de l'article 1^{er} (§ 4) du décret n° 59-309 du 14 février 1959.

A été muté à Niort : M. Cerceau, inspecteur principal à Alençon.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, sur leur demande, à compter du 16 juillet 1962 :

M. Jacquin, directeur départemental adjoint à Rouen-Direction départementale.

M. Chaye, chef de centre de classe exceptionnelle à Poitiers

NATURALISATIONS ET RÉINTÉGRATIONS

Décret du 11 juillet 1962 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms, libération de l'allégeance française et autorisation de se faire naturaliser à l'étranger.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la francisation du nom des naturalisés,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont naturalisés français, réintégré dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

AGGELER (Joseph), Oepfingen (Allemagne), 15-12-27, NAT (1), 7559 × 60—67.

ALACCHI (Marie), Tunis (Tunisie), 01-11-1900, NAT, 9627 × 61—64.

ALECH (Jean-Baptiste), Demonte (Italie), 13-10-15, NAT, 7767 × 56—53.

ANDUJAR (Cristobal), Pruna (Espagne), 03-12-14, NAT, 5556 × 61—71.

(1) Les indicatifs figurant à la suite de l'identité des intéressés signifient : NAT, naturalisé français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française ; AUT, autorisé à se faire naturaliser à l'étranger.

ANGUERA (Enrique), Tivisa (Espagne), 26-03-21, NAT, 4806 × 61—78.

ARMILANO (Michele), Tunis (Tunisie), 19-09-28, NAT, 7339 × 60—13.

ARNOLD (Paul), Metz (Moselle), 11-02-12, NAT, 37297 × 38—56.

BEDOYA (Antoine), Casablanca (Maroc), 14-10-35, NAT, 9818 × 61—95.

BEKKER (Kalman), Ujhartyan (Hongrie), 04-07-16, NAT, 12510 × 60—75.

BEKKER, née SCHMIDT, Mariakemend (Hongrie), 26-01-25, NAT, 12510 × 60—76.

BENITEZ (Joaquin), Marbella (Espagne), 24-06-16, NAT, 7856 × 60—38.

BENITEZ, née MARTINEZ, La Puerta (Espagne), 03-01-18, NAT, 7856 × 60—38.

BENITEZ (Antoine), Livet-et-Gavet (Isère), 15-12-45, EFF (1), 7856 × 60—38.

BENITEZ (Thérèse), la Tronche (Isère), 09-08-48, EFF, 7856 × 60—38.

BENITEZ (Jacques), la Tronche (Isère), 01-02-50, EFF, 7856 × 60—33.

BENITEZ (Gilbert), Grenoble (Isère), 06-09-51, EFF, 7856 × 60—38.

BENITEZ (Hélène), la Tronche (Isère), 09-01-53, EFF, 7856 × 60—38.

BERTINETTI (Lorenzo), Mongrando (Italie), 23-01-11, NAT, 4500 × 57—78.

BERTINETTI, née ROBINO, Mongrando (Italie), 11-08-21, NAT, 4500 × 57—78.

BIJAOU (André), Sousse (Tunisie), 17-03-21, NAT, 6400 × 57—96.

BUDNIK (Maria), Blozew Gorna (Pologne), 08-09-25, NAT, 4860 × 61—21.

BURZAWA (Joseph), Jadowniki Mokre (Pologne), 04-11-13, NAT, 7330 × 60—18.

BURZAWA, née NOWAK, Druzunia (Pologne), 17-08-12, NAT, 7330 × 60—18.

BUSOLO (Antoine), Vicenza (Italie), 02-09-07, NAT, 10260 × 48—73.

CABRILLANA (Diego), Yunquera (Espagne), 18-11-23, NAT, 5269 × 61—21.

CABRILLANA, née RISCOS, El Burgo (Espagne), 03-12-25, NAT, 5269 × 61—21.

CABRILLANA (Rosario), Yunquera (Espagne), 27-08-43, EFF, 5269 × 61—21.

CABRILLANA (Agustin), Malaga (Espagne), 28-03-45, EFF, 5269 × 61—21.

CABRILLANA (Juan), Yunquera (Espagne), 02-08-47, EFF, 5269 × 61—21.

CABRILLANA (Marie), Arcenant (Côte-d'Or), 25-06-54, EFF, 5269 × 61—21.

CABRILLANA (Karine), Dijon (Côte-d'Or), 18-03-59, EFF, 5269 × 61—21.

CALAMITA (Marie), Tunis (Tunisie), 20-11-39, NAT, 10765 × 61—13.

CAPASSO (Luigi), Palma di Campania (Italie), 18-10-23, NAT, 1297 × 55—13.

CASTELS (Augustin), Barcelone (Espagne), 16-03-12, NAT, 5275 × 55—66.

CAU (Bacchisio), Asuni (Italie), 11-04-16, NAT, 4639 × 59—20.

CAU, née SANTU, Tempio Pausania (Italie), 19-01-24, NAT, 4639 × 59—20.

CAU (Antonio), Tempio Pausania (Italie), 30-10-42, EFF, 4639 × 59—20.

CAU (Francesca), Tempio Pausania (Italie), 06-01-45, EFF, 4639 × 59—20.

CAU (Nicolas), Porto Vecchio (Corse), 09-05-48, EFF, 4639 × 59—20.

CAU (François), Ajaccio (Corse), 12-05-50, EFF, 4639 × 59—20.

CAU (Marie), Petreto Bicchisano (Corse), 25-02-52, EFF, 4639 × 59—20.

CAU (Anna), Ajaccio (Corse), 04-02-59, EFF, 4639 × 59—20.

CLEVA (Irma), Tramonti di Sotto (Italie), 09-11-22, NAT, 8396 × 60—75.

CONCIL (Luigi), Ragogna (Italie), 06-05-18, NAT, 5986 × 61—32.

COSTI (Fulgore), San Giustino (Italie), 27-11-20, NAT, 12856 × 60—06.

CRISCUOLO (Joseph), Castellammare di Stabia (Italie), 27-04-22, NAT, 5871 × 61—13.

CRISCUOLO, née AIELLO, Castellammare di Stabia (Italie), 03-01-24, NAT, 5871 × 61—13.

CRISCUOLO (Vincent), Castellammare di Stabia (Italie), 31-05-44, EFF, 5871 × 61—13.

CRISCUOLO (Joseph), Castellammare di Stabia (Italie), 30-01-46, EFF, 5871 × 61—13.

CRISCUOLO (Marie), Castellammare di Stabia (Italie), 11-09-48, EFF, 5871 × 61—13.

- CRISCUOLO (Anna), Castellammare di Stabia (Italie), 25-02-51, EFF, 5871×61—13.
- CRISCUOLO (Catello), Castellammare di Stabia (Italie), 14-07-52, EFF, 5871×61—13.
- CRISCUOLO (Caroline), Castellammare di Stabia (Italie), 20-05-54, EFF, 5871×61—13.
- CRISCUOLO (Concetta), Castellammare di Stabia (Italie), 08-12-55, EFF, 5871×61—13.
- CRISCUOLO (Sauveur), Marseille (Bouches-du-Rhône), 23-02-59, EFF, 5871×61—13.
- CRISCUOLO (Jean-Pierre), Marseille (Bouches-du-Rhône), 21-09-60, EFF, 5871×61—13.
- DAL LAGO (Angelo), Montegaldà (Italie), 24-07-05, NAT, 7399×60—03.
- DEL BEN (Domenico), Pordenone (Italie), 21-06-31, NAT, 1607×62—98.
- DEL FABBRO (Valentino), Attimis (Italie), 26-09-14, NAT, 13590×60—59.
- DESSI (Mathieu), Castelsardo (Italie), 10-09-28, NAT, 7899×60—20.
- DESSI, née PALMAS, Castelsardo (Italie), 05-02-34, NAT, 7899×60—20.
- DESSI (Joséphine), Castelsardo (Italie), 26-01-52, EFF, 7899×60—20.
- DESSI (Marie), Ajaccio (Corse), 19-10-53, EFF, 7899×60—20.
- DESSI (Vincent), Ajaccio (Corse), 14-12-54, EFF, 7899×60—20.
- DESSI (Antoinette), Ajaccio (Corse), 20-06-58, EFF, 7899×60—20.
- DESSI (Michel), Ajaccio (Corse), 29-06-59, EFF, 7899×60—20.
- DISINT (Silvano), Tarcento (Italie), 30-03-33, NAT, 11406×61—69.
- DRAGICEVIC (Simon), Semljanik (Yougoslavie), 28-10-07, NAT, 1638×61—51.
- DRAGICEVIC, née BANFI, Lemerje (Yougoslavie), 07-12-12, NAT, 1638×61—51.
- DRAGICEVIC (Daniel), Châlons-sur-Marne (Marne), 01-07-44, EFF, 1638×61—51.
- DRAGICEVIC (Brigitte), Châlons-sur-Marne (Marne), 25-03-47, EFF, 1638×61—51.
- EDENHOFNER (Ludwig), Brünnl (Tchécoslovaquie), 20-08-26, NAT, 1326×62—02.
- ESCALADA (Luis), Villacónes de Trabaque (Espagne), 27-03-18, NAT, 7489×60—17.
- ESPOSITO (Léonard), Baseline (Italie), 21-07-27, NAT, 1358×62—57.
- ESSAYAN, née KEUSSAYAN, Constantinople (Turquie), 10-07-03, NAT, 10062×61—75.
- FANARTZIS (Constantin), Athènes (Grèce), 25-11-22, NAT, 17760×53—75.
- FARRE (Félix), Barcelone (Espagne), 25-09-18, NAT, 9762×61—54.
- FARRE, née DIAZ, Barcelone (Espagne), 28-07-20, NAT, 9762×61—54.
- FARRE (Vincent), Hospitalet (Espagne), 06-01-43, EFF, 9762×61—54.
- FARRE (Jean), Hospitalet (Espagne), 25-04-52, EFF, 9762×61—54.
- FERNANDEZ (Fernand), Balaguer (Espagne), 07-03-21, NAT, 11409×61—03.
- FERNANDEZ (Henri), Casablanca (Maroc), 14-04-41, NAT, 12135×61—78.
- FISCHER (Conrad), Haale/Saale (Allemagne), 22-06-25, NAT, 7898×60—57.
- FISCHER, née KOCH, Dobien (Allemagne), 14-03-20, NAT, 7898×60—57.
- FISCHER (André), Bar-le-Duc (Meuse), 28-03-51, EFF, 7898×60—57.
- FISCHER (René), Bar-le-Duc (Meuse), 10-03-56, EFF, 7898×60—57.
- GALVE (Adoracion), Blesa (Espagne), 11-05-33, NAT, 6889×60—18.
- GAMBARANA (Pierino), Isola d'Asti (Italie), 11-05-12, NAT, 5630×61—13.
- GARCIA (Mario), Bragança (Portugal), 10-06-10, NAT, 9848×56—33.
- GASTALDO (Carlo), Saluzzo (Italie), 17-04-04, NAT, 6760×61—31.
- GASTALDO, née MINA, Moretta (Italie), 26-04-08, NAT, 6760×61—31.
- GASTALDO (Jean-Pierre), Toulouse (Haute-Garonne), 23-03-46, EFF, 6760×61—31.
- GOMEZ (Acacio), Montemayor (Espagne), 25-05-15, NAT, 13567×60—63.
- GOMEZ (Antonio), Tarrasa (Espagne), 17-01-23, NAT, 5777×61—81.
- GOMEZ, née FORNIELES, Instincion (Espagne), 06-05-20, NAT, 5777×61—81.
- GOMEZ (Alicia), Tarrasa (Espagne), 08-03-49, EFF, 5777×61—81.
- GOMEZ (Gisèle), Mazamet (Tarn), 28-07-50, EFF, 5777×61—81.
- GOMEZ (Jacqueline), Aussillon (Tarn), 21-11-58, EFF, 5777×61—81.
- GONZALEZ (Francisco), Saint-Sébastien (Espagne), 01-11-24, NAT, 1577×61—75.
- GONZALEZ, née GOROSTIDI, Saint-Sébastien (Espagne), 05-02-25, NAT, 1577×61—75.
- GONZALEZ (Miren), Hyères (Var), 02-04-53, EFF, 1577×61—75.
- GONZALEZ (François), Paris (12^e), 30-10-55, EFF, 1577×61—75.
- HATT, née COUTURIER, Reinheim (Allemagne), 14-04-10, NAT, 6966×60—57.
- HENKRICHOVA (Alzbeta), Levoca (Tchécoslovaquie), 14-03-09, NAT, 3119×62—26.
- HUMANN, née KROENCKE, Heidelberg (Allemagne), 08-09-12, NAT, 1077×61—67.
- ILLOUZ (Joseph), Tafilalet (Maroc), en 1903, NAT, 7565×61—92.
- JANUARIO (Gilberto), Casablanca (Maroc), 21-07-31, NAT, 11863×61—78.
- JANUARIO, née REQUENA, Casablanca (Maroc), 13-06-35, NAT, 11863×61—78.
- JANUARIO (Gilbert), Casablanca (Maroc), 17-07-59, EFF, 11863×61—78.
- JIMENEZ (Antonio), Linares (Espagne), 06-01-12, NAT, 9×61—84.
- JIMENEZ (José), Gerena (Espagne), 19-03-22, NAT, 8646×60—54.
- KAMMER, née FORCONI, Seremange Erzange (Moselle), 31-03-18, NAT, 7369×60—57.
- KASPRZAK (Joseph), Borbeck (Allemagne), 18-02-11, NAT, 5877×61—62.
- KASPRZAK, née SZCZESNIAK, Osterfeld (Allemagne), 18-08-18, NAT, 5877×61—62.
- KASPRZAK (Annie), Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), 12-12-48, EFF, 5877×61—62.
- KLEM, née ROGOWSKI, Samarzewo (Pologne), 25-03-11, NAT, 907×61—69.
- KLEM (Lothar), Zyrardow (Pologne), 12-10-43, EFF, 907×61—69.
- ROGOWSKI (Alfred), Lyon (Rhône), 25-03-48, EFF, 907×61—69.
- KNOBLAUCH (Robert), Heilbronn (Allemagne), 29-07-24, NAT, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH, née DUNKLER, Bad Rappenau (Allemagne), 24-11-27, NAT, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH (Manfred), Bad Rappenau (Allemagne), 14-10-46, EFF, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH (Robert), Mascara (département de Mostaganem), 03-06-53, EFF, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH (Liselothé), Ain Draham (Tunisie), 17-03-56, EFF, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH (Barbara), Bougie (département de Sétif), 24-05-57, EFF, 12447×60—03.
- KNOBLAUCH (Richard), Cusset (Allier), 22-09-58, EFF, 12447×60—03.
- KOSTRZEWA (Stanislas), Willingshausen (Allemagne), 22-09-22, NAT, 5997×61—62.
- KOTOWSKI (Joseph), Dobromysl (Pologne), 23-06-22, NAT, 5978×61—57.
- KRYSIK (Marthe), Eickel (Allemagne), 03-08-12, NAT, 5666×61—62.
- KUBIAK, née OWCZAREK, Habinghorst (Allemagne), 13-04-06, NAT, 7817×61—62.
- KWIATKOWSKA (Zofia), Heilbronn An Neckar (Allemagne), 23-09-46, NAT, 3096×62—21.
- LAGOZNY (Jean), Branwa (Pologne), 26-07-05, NAT, 8686×60—54.
- LAGOZNY, née MALYSZ, Radziecin (Pologne), 20-09-03, NAT, 8686×60—54.
- LEWANDOWSKI (Théodore), Podlipce (Pologne), 01-02-1900, NAT, 7106×60—60.
- LEWANDOWSKI, née BOJKO, Podlipce (Pologne), 04-04-02, NAT, 7106×60—60.
- LO IACONO (Angelo), Licata (Italie), 06-06-24, NAT, 4273×61—57.
- LO IACONO, née GIANNONE, Licata (Italie), 28-11-34, NAT, 4273×61—57.
- LO IACONO (Mariano), Morhange (Moselle), 07-03-54, EFF, 4273×61—57.

LO IACONO (Françoise), Morhange (Moselle), 01-07-57, EFF, 4273 x 61-57.

LO IACONO (Marie), Morhange (Moselle), 28-12-58, EFF, 4273 x 61-57.

LUNARDI (Pierre), Molvena (Italie), 25-08-23, NAT, 4160 x 61-08.

MACCHI (Michele), Favignana (Italie), 09-07-08, NAT, 3427 x 61-09.

MACCHI, née TORRENTE, Favignana (Italie), 13-01-13, NAT, 3427 x 61-09.

MACCHI (Joséphine), Tunis (Tunisie), 15-09-44, EFF, 3427 x 61-09.

MACCHI (Marie), Hammam Lif (Tunisie), 20-08-40, NAT, 132 x 62-09.

MARTINI (Camilla), Vallarsa (Italie), 25-10-42, NAT, 1099 x 61-30.

MAVRICI (Cosimo), Monaco (principauté), 25-12-26, NAT, 6766 x 55-75.

MERCATI (Espantero), Citta di Castello (Italie), 25-11-06, NAT, 10866 x 39-06.

MEURANT (Lucienne), Bousignies-sur-Roc (Nord), 19-09-22, REI (1), 5047 x 61-59.

MONTES (Juan), Valenzuela (Espagne), 06-08-18, NAT, 11388 x 52-33.

MOTYKA (Jean), Nockowa (Pologne), 31-07-03, NAT, 44027 x 36-81.

NAVA (Dino), Bondeno (Italie), 23-04-24, NAT, 9236 x 60-13.

NAVA, née GORI, Rimini (Italie), 22-01-27, NAT, 9236 x 60-13.

NAVA (Alberto), Rimini (Italie), 15-12-45, EFF, 9236 x 60-13.

NAVA (Nadia), Manosque (Basses-Alpes), 13-09-55, EFF, 9236 x 60-13.

NAVA (Françoise), la Ciotat (Bouches-du-Rhône), 07-02-57, EFF, 9236 x 60-13.

NAVA (Mario), la Ciotat (Bouches-du-Rhône), 08-02-60, EFF, 9236 x 60-13.

NEUHAUS (Arno), Solingen (Allemagne), 06-05-29, NAT, 4896 x 61-45.

NEUHAUS, née FRANCO, Meung-sur-Loire (Loiret), 28-12-32, NAT, 4896 x 61-45.

NGUYEN VAN PHONG, Thuong Nam (Nord Viet-Nam), 01-01-06, NAT, 4339 x 61-13.

NGUYEN VAN PHONG, née ERARD, la Chaux-de-Fonds (Suisse), 08-05-28, NAT, 4339 x 61-13.

NGUYEN VAN PHONG (Marie-Hélène), Marseille (Bouches-du-Rhône), 16-05-58, EFF, 4339 x 61-13.

ORLIC (Milan), Brinje (Yougoslavie), 03-07-16, NAT, 6287 x 61-63.

ORLIC, née ZIBRET, Golobnjek (Yougoslavie), 24-06-20, NAT, 6287 x 61-63.

ORLIC (Marie-Elisabeth), Ensisheim (Haut-Rhin), 26-12-44, EFF, 6287 x 61-63.

ORLIC (Anne), Kingersheim (Haut-Rhin), 29-03-49, EFF, 6287 x 61-63.

ORLIC (Marie-Simone), Ensisheim (Haut-Rhin), 10-02-53, EFF, 6287 x 61-63.

ORLIC (Nicole), Mulhouse (Haut-Rhin), 31-08-56, EFF, 6287 x 61-63.

ORLIC (Jean-Michel), Mulhouse (Haut-Rhin), 16-10-60, EFF, 6287 x 61-63.

PALMARI, née MARTINI, Carrara (Italie), 11-04-03, NAT, 5890 x 61-13.

PALOS (Braulio), Casillas de Flores (Espagne), 26-03-08, NAT, 19710 x 50-78.

PALOS, née ANTUNEZ, Gata (Espagne), 10-11-07, NAT, 19710 x 50-78.

PALOS (Maria), Casillas de Flores (Espagne), 16-12-45, EFF, 19710 x 50-78.

PALOS (Ezequiel), Casillas de Flores (Espagne), 11-02-41, NAT, 3172 x 62-78.

PAZ DEL SOCORRO (Juan), Caracol (Brésil), 12-07-17, NAT, 11440 x 60-33.

PAZ DEL SOCORRO, née YAGUE, El Pardo (Espagne), 02-04-16, NAT, 11440 x 60-33.

PAZ DEL SOCORRO (José), Valence (Espagne), 07-11-49, EFF, 11440 x 60-33.

PAZ DEL SOCORRO (Maria), Madrid (Espagne), 24-10-51, EFF, 11440 x 60-33.

PAZ DEL SOCORRO (Patricia), Bordeaux (Gironde), 02-06-59, EFF, 11440 x 60-33.

PEDRAZA (German), Berrocalejo (Espagne), 21-03-94, NAT, 2348 x 37-77.

PEDRAZA, née IGUAL, Berrocalejo (Espagne), 02-12-97, NAT, 2348 x 37-77.

PERDEK (Jozef), Piaski Niemiejewskie (Pologne), 16-03-04, NAT, 10328 x 60-78.

PERDEK, née ZABLOCKI, Neu Manschnow (Allemagne), 16-09-17, NAT, 10328 x 60-78.

PERFETTO (Mario), Vitulazio (Italie), 22-01-16, NAT, 16177 x 55-59.

PERFETTO, née NATALE, Vitulazio (Italie), 10-01-22, NAT, 16177 x 55-59.

PERFETTO (Giuseppe), Vitulazio (Italie), 13-08-45, EFF, 16177 x 55-59.

PERFETTO (Antimina), Capoue (Italie), 05-01-49, EFF, 16177 x 55-59.

PERFETTO (Giovanni), Raismes (Nord), 10-02-53, EFF, 16177 x 55-59.

PERFETTO (Dario), Raismes (Nord), 03-11-55, EFF, 16177 x 55-59.

PHILOGENE, née JUDIN, Castries (île Sainte-Lucie), 17-02-96, NAT, 2959 x 61-94.

PICCIOLI (Dante), Sambuca Pistoiese (Italie), 30-03-07, NAT, 12906 x 61-20.

PICCIOLI, née RAMAZZOTTI, Sambuca Pistoiese (Italie), 06-08-09, NAT, 12906 x 61-20.

QUINTANA (Maria), Puigreig (Espagne), 17-12-30, NAT, 6996 x 60-31.

RAFFINI (Adriano), Firenzuola (Italie), 09-08-22, NAT, 6470 x 61-91.

RAJSKI, née SMETEK, Bydlin (Pologne), 26-05-23, NAT, 6698 x 60-57.

RAJSKI (Grazyna), Metz (Moselle), 09-03-50, EFF, 6698 x 60-57.

RAJSKI (Marie), Metz (Moselle), 29-01-53, EFF, 6698 x 60-57.

RELJAC (Josip), Trsce (Yougoslavie), 10-05-16, NAT, 6987 x 61-02.

RELJAC, née ZAGAR, Trsce (Yougoslavie), 23-10-18, NAT, 6987 x 61-02.

ROMBI (Giuseppe), Tunis (Tunisie), 17-07-09, NAT, 10108 x 60-13.

ROMBI, née ANDREI, Livourne (Italie), 31-03-18, NAT, 10108 x 60-13.

ROMBI (Rossana), Livourne (Italie), 28-04-42, EFF, 10108 x 60-13.

ROMBI (Tatiana), Livourne (Italie), 02-01-46, EFF, 10108 x 60-13.

ROMBI (Massimo), Livourne (Italie), 23-10-49, EFF, 10108 x 60-13.

ROMBI (Claudio), Livourne (Italie), 27-12-55, EFF, 10108 x 60-13.

RUFINI (Umberto), Perugia (Italie), 20-08-04, NAT, 6597 x 60-06.

RUFINI, née BATTISTELLI, Torgiano (Italie), 06-03-11, NAT, 6597 x 60-06.

SALINA (Pierre), Méziers (Suisse), 18-08-07, NAT, 8351 x 61-75.

SANTOS (Manuel), Martos (Espagne), 13-02-17, NAT, 7939 x 60-31.

SARDO (Benoît), Tunis (Tunisie), 02-08-24, NAT, 9266 x 60-93.

SARDO, née CAMPO, Tunis (Tunisie), 03-01-33, NAT, 9266 x 60-93.

SARDO (Joseph), Souk Ahras (département de Bône), 03-07-57, EFF, 9266 x 60-93.

SARDO (Bruno), Bône (département de Bône), 03-12-58, EFF, 9266 x 60-93.

SARDO (Marie-Thérèse), Souk Ahras (département de Bône), 17-11-59, EFF, 9266 x 60-93.

SARFATTI (Mentech), Salonique (Grèce), 02-01-09, NAT, 5587 x 61-75.

SCEMAMA (Victor), Sousse (Tunisie), 29-09-18, NAT, 10811 x 61-75.

SCHMULEWITZ (Bertold), Vienne (Autriche), 04-03-12, NAT, 2469 x 49-75.

SEGURA (Luis), Cabanas De Ebro (Espagne), 15-10-1900, NAT, 13086 x 60-33.

SEGURA, née BUNUEL, Mallen (Espagne), 22-10-02, NAT, 13086 x 60-33.

SERRAL (Fernando), Campdevanol (Espagne), 16-02-11, NAT, 9039 x 60-63.

SERRAL, née CALVERAS, Tarrasa (Espagne), 17-02-10, NAT, 9039 x 60-63.

SERRAL (Angeles), Elne (Pyrénées-Orientales), 03-04-43, EFF, 9039 x 60-63.

SERRAL (Roben), Arvieu (Aveyron), 05-11-48, EFF, 9039 x 60-63.

SHOSHANY (Ahiam), Bet Gan (Israël), 10-02-16, NAT, 10704 x 61-75.

SIEMIASZKO (Piotr), Jeleniewo (Pologne), 30-01-12, NAT, 10420 x 60-27.

SIEMIASZKO, née SZCZESNIAK, Bilgoraj (Pologne), 14-04-20, NAT, 10420 x 60-27.

SIEMIASZKO (Jdzislaw), Denonville (Eure-et-Loir), 29-09-41, EFF, 10420 x 60-27.

SIEMIASZKO (Irène), Authou (Eure), 07-05-47, EFF, 10420×60—27.
 SIEMIASZKO (Jacqueline), Authou (Eure), 07-09-49, EFF, 10420×60—27.
 SOLINAS (Italo), Sedin (Italie), 02-08-40, NAT, 2186×61—20.
 STREMPER, née JANKOWSKI, Castrop (Allemagne), 17-11-06, NAT, 5589×61—62.
 TARANTOLA (Guido), Mulazzo (Italie), 27-01-21, NAT, 24357×48—74.
 TARANTOLA, née BOGGI, Mulazzo (Italie), 22-12-25, NAT, 24357×48—74.
 TARANTOLA (Denise), Mulazzo (Italie), 30-06-46, EFF, 24357×48—74.
 TIBOUL (Isaac), Alexandrie (Egypte), 24-10-32, NAT, 10655×61—75.
 TOMAS (Jaime), Josa Del Cadi (Espagne), 26-06-24, NAT, 9810×60—34.
 TOMAS, née VALERO, Totana (Espagne), 07-12-24, NAT, 9810×60—34.
 TOMAS (Francisco), Manresa (Espagne), 10-01-39, NAT, 235×58—42.
 TOMASZEWSKI (Léonard), Olesnica (Pologne), 03-06-20, NAT, 5206×61—62.
 TOMASZEWSKI, née SOBOLA, Sosnowiec (Pologne), 28-06-23, NAT, 5206×61—62.
 TOMASZEWSKI (Marian), Sallaumines (Pas-de-Calais), 28-08-46, EFF, 5206×61—62.
 TOMASZEWSKI (Freddy), Sallaumines (Pas-de-Calais), 23-06-49, EFF, 5206×61—62.
 TOMASZEWSKI (Janine), Sallaumines (Pas-de-Calais), 01-04-54, EFF, 5206×61—62.
 TOMCZAK (Laurent), Eickel (Allemagne), 05-03-15, NAT, 11737×61—62.
 TOST (José), Barcelone (Espagne), 03-08-23, NAT, 3940×60—64.
 TWARDOWSKI (Antoni), Eleczany (Pologne), 31-01-26, NAT, 6020×61—48.
 TWARDOWSKI, née KOWALSKA, Tomaszow (Pologne), 01-05-32, NAT, 6020×61—48.
 TWARDOWSKI (Maria), Saint-Chély-d'Apcher (Lozère), 15-08-51, EFF, 6020×61—48.
 TWARDOWSKI (Halina), Saint-Chély-d'Apcher (Lozère), 29-01-55, EFF, 6020×61—48.
 TWARDOWSKI (Lucja), Saint-Chély-d'Apcher (Lozère), 17-04-59, EFF, 6020×61—48.
 URRUZMENDI (Lucas), Alza (Espagne), 13-11-12, NAT, 1930×61—69.
 URRUZMENDI, née URBIETA, Pasajes (Espagne), 21-08-23, NAT, 1930×61—69.
 URRUZMENDI (Conchita), Lyon (3^e) (Rhône), 24-11-53, EFF, 1930×61—69.
 VAN HULLE (Valère), Zomergem (Belgique), 17-10-18, NAT, 14036×53—61.
 VAN HULLE, née LATAIRE, Zomergem (Belgique), 15-02-25, NAT, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Alain), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 10-08-52, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Marie-Thérèse), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 05-10-53, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Annick), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 29-12-54, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Daniel), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 19-12-55, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Marc), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 26-12-56, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Francine), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 14-10-59, EFF, 14036×53—61.
 VAN HULLE (Jeannine), Ferrière-la-Verrerie (Orne), 27-12-60, EFF, 14036×53—61.
 VAN PRAET (Paul), Frières-Failoul (Aisne), 16-10-29, NAT, 12706×60—02.
 VERZILLI (Pierino), Isola Del Gran Sasso (Italie), 06-11-24, NAT, 5587×60—02.
 VERZILLI, née DI PIETRO, Isola Del Gran Sasso (Italie), 28-04-28, NAT, 5587×60—02.
 VERZILLI (Julien), Sarrebourg (Moselle), 17-10-53, EFF, 5587×60—02.
 VERZILLI (Vilma), Sarrebourg (Moselle), 27-10-57, EFF, 5587×60—02.
 WICHLACZ (Joseph), Otoczni (Pologne), 17-03-22, NAT, 7218×60—60.
 WICHLACZ, née DZIUBEK, Mieszewo (Pologne), 28-04-22, NAT, 7218×60—60.
 YEOU (Tchi Tchong), Papeete (Polynésie française), 13-03-34, NAT, 7499×61—75.

ZANEL (Pietro), Medea (Italie), 06-07-23, NAT, 680×61—47.
 ZANEL, née ZOCCOLETTO, Grisolia (Italie), 06-05-26, NAT, 680×61—47.
 ZANEL (Viviane), Agen (Lot-et-Garonne), 16-02-49, EFF, 680×61—47.
 ZDORS (Jean), Berezowica (Pologne), 15-02-98, NAT, 6279×60—25.
 ZERBATO (Rodolfo), Vicenza (Italie), 09-04-21, NAT, 8090×54—57.
 Art. 2. — Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :
 ANDUJAR (Christophe). — ANDUJAR (Cristobal), Pruna (Espagne), 03-12-14, 5556×61—71.
 CAU (Antoine). — CAU (Antonio), Tempio Pausania (Italie), 30-10-42, 4639×59—20.
 CAU (Françoise). — CAU (Francesca), Tempio Pausania (Italie), 06-01-45, 4639×59—20.
 EDENERT (Louis). — EDENHOFNER (Ludwig), Brünnl (Tchécoslovaquie), 20-08-26, 1326×62—02.
 TOMAS (François). — TOMAS (Francisco), Manresa (Espagne), 10-01-39, 235×58—42.
 YEOU (Paul). — YEOU (Tchi Tchong), Papeete (Polynésie française), 13-03-34, 7499×61—75.

Art. 3. — Sont libérés de leur allégeance à l'égard de la France ou autorisés à se faire naturaliser à l'étranger les Français dont les noms suivent :

HEIN (Raymond), Bettembourg (grand-duché de Luxembourg), 24-10-34, AUT (1), 9528×61—99.
 JUNGBLUT (Lucien), Audun-le-Tiche (Moselle), 12-12-25, AUT, 11214×60—99.
 SCHALK (Bernard), Luxembourg (grand-duché de Luxembourg), 01-02-43, LIB (1), 10522×61—99.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé publique et de la population,
 RAYMOND MARCELLIN.

Décret du 12 juillet 1962 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms, libération de l'allégeance française et autorisation de se faire naturaliser à l'étranger.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la francisation du nom des naturalisés,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française, ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

ALGA (Alphonse), Centuripe (Italie), 20-09-24, NAT (1), 10971×53—84.
 ANTONIO (Joaquin), Barcelone (Espagne), 10-07-20, NAT, 5236×61—69.
 ARCE (José), Algorta (Espagne), 15-03-23, NAT, 6676×60—16.
 ARCE, née GARCIA, Illas (Espagne), 20-02-19, NAT, 6676×60—16.
 ARECCO (Joseph), Celle Ligure (Italie), 22-09-29, NAT, 10688×60—06.
 ASSOUS (Edmond), Tunis (Tunisie), 14-05-21, NAT, 5846×61—13.
 ASSOUS (Bernard), Tunis (Tunisie), 04-05-48, EFF (1), 5846×61—13.
 ASSOUS (Patrick), Tunis (Tunisie), 25-11-51, EFF, 5846×61—13.
 AZOULAY (Prosper), Rabat (Maroc), 16-10-32, NAT, 7874×61—75.
 AZOULAY, née CASTIEL, Sale (Maroc), 24-10-36, NAT, 7874×61—75.

(1) Les indicatifs figurant à la suite de l'identité des intéressés signifient : NAT, naturalisé français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française ; AUT, autorisé à se faire naturaliser à l'étranger.

BANCHIO (Giuseppe), Villafranca Piemonte (Italie), 22-01-14, NAT, 6276 × 61—31.

BANCHIO, née BAU, Tezze sul Brenta (Italie), 22-12-27, NAT, 6276 × 61—31.

BANCHIO (Serge), Saint-Sulpice-sur-Lèze (Haute-Garonne), 21-04-50, EFF, 6276 × 61—31.

BANCHIO (Hélène), Saint-Sulpice-sur-Lèze (Haute-Garonne), 08-06-51, EFF, 6276 × 61—31.

BANCHIO (Michèle), Toulouse (Haute-Garonne), 01-08-52, EFF, 6276 × 61—31.

BANCHIO (Patrice), Saint-Sulpice-sur-Lèze (Haute-Garonne), 19-06-54, EFF, 6276 × 61—31.

BANCHIO (Jean-Louis), Toulouse (Haute-Garonne), 21-01-60, EFF, 6276 × 61—31.

BAPTISTA (Manuel), Formigal Espite (Portugal), 30-01-16, NAT, 3193 × 61—70.

BAPTISTA, née DE OLIVEIRA LOPES, Valinho Olival (Portugal), 12-05-20, NAT, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Maria), Vales Olival (Portugal), 20-04-45, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Clémentina), Vales Olival (Portugal), 08-05-46, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Julia), Vales Olival (Portugal), 19-08-48, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Mario), Gare (Portugal), 21-07-51, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Daniel), Vesoul (Haute-Saône), 16-09-54, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Didier), Vesoul (Haute-Saône), 20-05-56, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Françoise), Vesoul (Haute-Saône), 24-06-58, EFF, 3193 × 61—70.

BAPTISTA (Bernadette), Vesoul (Haute-Saône), 09-09-60, EFF, 3193 × 61—70.

BARAVALLE (Rocco), Frabosa Sottana (Italie), 14-09-16, NAT, 13920 × 40—04.

BARAVALLE, née BAUDINO, Chiusa Pesio (Italie), 27-05-23, NAT, 13920 × 40—04.

BERVA (Humberto), Castiglione d'Intelvi (Italie), 19-06-20, NAT, 10919 × 60—52.

BIANCONI (Quinto), Novafeltria (Italie), 28-01-20, NAT, 3273 × 62—62.

BIELSKI (Antoine), Kowalewo (Pologne), 20-11-25, NAT, 8147 × 60—25.

BESSIS (Maurice), Tunis (Tunisie), 28-04-09, NAT, 1097 × 48—96.

BESSIS, née BISMUTH, Tunis (Tunisie), 24-01-18, NAT, 1097 × 48—96.

BESSIS (Richard), Tunis (Tunisie), 20-07-49, EFF, 1097 × 48—96.

BESSIS (Cécile), la Goulette (Tunisie), 07-08-51, EFF, 1097 × 48—96.

BESSIS (Philippe), la Goulette (Tunisie), 22-01-54, EFF, 1097 × 48—96.

BOGOCZ (Jan), Altdorf Starawies (Pologne), 06-03-15, NAT, 4786 × 61—69.

BOMMARITO (Marie), Tunis (Tunisie), 29-03-38, NAT, 13675 × 60—78.

BOMMARITO (Léonard), Tunis (Tunisie), 01-01-10, NAT, 2387 × 61—78.

BOMMARITO, née PALUMBO, Tunis (Tunisie), 21-05-11, NAT, 2387 × 61—78.

BOOS (Mathias), Zwalbach (Allemagne), 27-03-20, NAT, 7717 × 60—57.

BOOS, née WEINZ, Nieder Wiesen (Allemagne), 08-08-25, NAT, 7717 × 60—57.

BOOS (Elisabetha), Nieder Wiesen (Allemagne), 09-11-46, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Ursule), Freyming (Moselle), 09-10-49, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Mathias), Freyming (Moselle), 29-01-51, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Annelise), Freyming (Moselle), 14-07-54, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Jean), Hombourg-Haut (Moselle), 13-11-56, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Gilbert), Hombourg-Haut (Moselle), 04-02-58, EFF, 7717 × 60—57.

BOOS (Sylvain), Freyming (Moselle), 17-08-60, EFF, 7717 × 60—57.

BOZOYAN (Virginia), Mersine (Turquie), 20-12-21, NAT, 4248 × 61—75.

BRUNO (Gaspere), Casablanca (Maroc), 09-08-29, NAT, 2725 × 61—06.

BRUNO, née CANALIA, Challant Saint Victor (Italie), 04-06-30, NAT, 2725 × 61—06.

BUSSOTO (Giuseppe), Cantiano (Italie), 07-12-21, NAT, 5636 × 60—54.

CASALINUOVO, née GRILLONE, Montauco (Italie), 21-06-16, NAT, 6270 × 61—52.

CASALINUOVO (Rosa), Centrache (Italie), 18-12-46, EFF, 6270 × 61—52.

CASALINUOVO (Antoinette), Fayl-Billot (Haute-Marne), 21-07-50, EFF, 6270 × 61—52.

CASALINUOVO (Catherine), Fayl-Billot (Haute-Marne), 26-09-52, EFF, 6270 × 61—52.

CASALINUOVO (Grégoire), Langres (Haute-Marne), 09-07-55, EFF, 6270 × 61—52.

CASTIGLIONE (Paolo), Béja (Tunisie), 23-06-13, NAT, 11904 × 60—96.

CASTIGLIONE, née AMIELH BEAUMONT, Tunis (Tunisie), 03-04-18, REI (1), 11904 × 60—96.

CONTE (Sabatino), Sora (Italie), 23-04-12, NAT, 15980 × 40—69.

CONTINENTE (Julian), Velilla de Ebro (Espagne), 22-05-19, NAT, 6267 × 61—31.

CONTINENTE, née GUARRO, Castellar del Valles (Espagne), 21-09-24, NAT, 6267 × 61—31.

CONTINENTE (Hélios), Toulouse (Haute-Garonne), 10-07-46, EFF, 6267 × 61—31.

CONTINENTE (Nadine), Toulouse (Haute-Garonne), 04-02-56, EFF, 6267 × 61—31.

CURATOLO (Lucien), Constantine (département de Constantine), 17-06-30, NAT, 858 × 61—13.

DEBEUR (Charles), Schaerbeek (Belgique), 05-11-21, NAT, 12955 × 61—06.

DEBEUR, née VEREYCKEN, Forest (Belgique), 10-08-28, NAT, 12955 × 61—06.

DEBEUR (Thierry), Ixelles (Belgique), 15-08-47, EFF, 12955 × 61—06.

DEBEUR (Catherine), Ixelles (Belgique), 05-01-50, EFF, 12955 × 61—06.

DEL FIACCO (Michele), Collarmele (Italie), 05-10-21, NAT, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO, née FABRIZI, Collarmele (Italie), 06-03-21, NAT, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO (Antonio), Collarmele (Italie), 29-10-45, EFF, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO (Lucia), Collarmele (Italie), 07-01-48, EFF, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO (Mario), Guesnain (Nord), 20-05-50, EFF, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO (Félice), Guesnain (Nord), 24-02-52, EFF, 6266 × 61—59.

DEL FIACCO (Anna), Guesnain (Nord), 04-05-53, EFF, 6266 × 61—59.

DISDERO (Giovanni), Sampeyre (Italie), 24-03-09, NAT, 5229 × 61—13.

DISDERO, née MARTINA, Sampeyre (Italie), 24-12-12, NAT, 5229 × 61—13.

DOLINA, née VASSE, Nancy (Meurthe-et-Moselle), 13-01-04, REI, 13140 × 60—54.

FILIPPOZZI (Rita), Chiampo (Italie), 02-05-37, NAT, 6439 × 60—47.

FRATERRICO (Antonino), Mazara del Vallo (Italie), 26-07-12, NAT, 2097 × 61—83.

FRATERRICO, née BELLUSO, Tabarka (Tunisie), 02-01-17, NAT, 2097 × 61—83.

GABORIN (Francesco), Rosa (Italie), 20-08-17, NAT, 13290 × 60—38.

GALIN (Bercu), Mihaileni (Roumanie), 25-04-13, NAT, 12626 × 60—75.

GALIN, née BERNSTEIN, Targu Ocna (Roumanie), 09-11-22, NAT, 12626 × 60—75.

GARCIA (Rafaël), Balaruc-les-Bains (Hérault), 17-04-26, NAT, 11179 × 60—69.

GARCIA, née VIDAL, Godolleta (Espagne), 18-11-29, NAT, 11179 × 60—69.

GARCIA (Rigoberto), Valence (Espagne), 24-09-14, NAT, 9150 × 54—84.

GARCIA, née ARNAU, Valence (Espagne), 22-07-12, NAT, 9150 × 54—84.

GARCIA (Maria), Valence (Espagne), 17-09-45, EFF, 9150 × 54—84.

GHIRARDUZZI, née BERTANI, Bedonia (Italie), 24-09-96, NAT, 8436 × 60—75.

GOLETTA (Tomaso), Valloriate (Italie), 14-05-22, NAT, 10999 × 49—83.

GOMA (Théodore), Zaslavsk (Ukraine), 16-09-1900, NAT, 1058 × 53—89.

- GOMA, née TCHERNESKY, Zasdrist (Ukraine), 08-08-07, NAT, 1058 × 53—89.
- GONZALEZ (Rosalia), Hospitalet de Llobregat (Espagne), 03-09-33, NAT, 2007 × 62—78.
- GORAL (Thadée), Stara Dabrowa (Pologne), 18-04-15, NAT, 6259 × 61—62.
- GORAL, née LENART, Rabawyzna (Pologne), 26-10-22, NAT, 6259 × 61—62.
- GORAL (Pierre), Calonne-Ricouart (Pas-de-Calais), 26-11-44, EFF, 6259 × 61—62.
- GORAL (Edmond), Calonne-Ricouart (Pas-de-Calais), 15-11-46, EFF, 6259 × 61—62.
- GORAL (Bernard), Calonne-Ricouart (Pas-de-Calais), 18-02-50, EFF, 6259 × 61—62.
- GORAL (Christiane), Auchel (Pas-de-Calais), 14-02-52, EFF, 6259 × 61—62.
- GORAL (Marian), Auchel (Pas-de-Calais), 25-01-58, EFF, 6259 × 61—62.
- GRACZYK (Casimir), Mala Wzraca (Pologne), 04-02-09, NAT, 6521 × 61—75.
- GRACZYK (Liliane), Suresnes (Seine), 03-01-47, EFF, 6521 × 61—75.
- GULINO, née CANEI, Vas (Italie), 28-09-29, NAT, 11720 × 60—57.
- HATTAB (Elie), Tunis (Tunisie), 10-07-10, NAT, 9989 × 61—75.
- HATTAB, née CHIKLI, Tunis (Tunisie), 17-06-21, NAT, 9989 × 61—75.
- HATTAB (Jocelyn), Tunis (Tunisie), 05-12-45, EFF, 9989 × 61—75.
- HATTAB (Maurice), Tunis (Tunisie), 05-05-51, EFF, 9989 × 61—75.
- HATTAB (Patricia), Paris (12^e), 01-03-57, EFF, 9989 × 61—75.
- HERNANDEZ (Marcelino), Toledo (Espagne), 16-01-21, NAT, 2254 × 61—13.
- HERNANDEZ (Martin), Barcelone (Espagne), 25-12-42, NAT, 2463 × 62—69.
- IDZIK (Roman), Jankowice (Pologne), 28-08-19, NAT, 9805 × 61—62.
- IDZIK, née JEDRYKA, Zurawiczka (Pologne), 10-06-28, NAT, 9805 × 61—62.
- IDZIK (Bernard), Arques (Pas-de-Calais), 08-03-52, EFF, 9805 × 61—62.
- IDZIK (Bertrand), Saint-Omer (Pas-de-Calais), 21-08-56, EFF, 9805 × 61—62.
- JENDREJEZYK (Antoni), Kajtonowice (Pologne), 03-06-17, NAT, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK, née BULAT, Szczytniki (Pologne), 05-01-18, NAT, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Guy), Soissons (Aisne), 05-11-45, EFF, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Bernard), Buzancy (Aisne), 25-05-48, EFF, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Christian), Buzancy (Aisne), 07-06-49, EFF, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Patrice), Buzancy (Aisne), 27-05-50, EFF, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Jean-Marie), Buzancy (Aisne), 06-03-52, EFF, 9811 × 61—02.
- JENDREJEZYK (Alain), Buzancy (Aisne), 13-07-54, EFF, 9811 × 61—02.
- JOACHIMOWICZ (Jan), Szalkowo (Pologne), 10-02-25, NAT, 6258 × 60—57.
- JORGE DA INES (Manuel), Soito Sabugal (Portugal), 24-12-20, NAT, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES, née MARTINHO FILIPE, Soito Sabugal (Portugal), 22-07-20, NAT, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES (Manuel), Soito Sabugal (Portugal), 20-10-43, EFF, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES (Joseph), Soito Sabugal (Portugal), 28-09-48, EFF, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES (Marianne), Soito Sabugal (Portugal), 17-09-50, EFF, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES (Daniel), Soito Sabugal (Portugal), 16-05-56, EFF, 9100 × 60—19.
- JORGE DA INES (Georgette), Larche (Corrèze), 04-09-58, EFF, 9100 × 60—19.
- KARAIM (Nicolas), Milno (Pologne), 04-05-99, NAT, 6160 × 61—78.
- KARAIM, née MALISZEWSKA, Milno (Pologne), 16-02-04, NAT, 6160 × 61—78.
- KLARCZYNSKI (Adalbert), Mecklinghoven (Allemagne), 11-03-13, NAT, 5438 × 61—59.
- KLARCZYNSKI, née PRZYNICZKA, Recklinghausen (Allemagne), 22-02-18, NAT, 5438 × 61—59.
- KOCYLA (Tadeusz), Lukowiec (Pologne), 19-04-25, NAT, 5777 × 60—57.
- KOCYLA, née JANKOWSKI, Niedziejowie (Pologne), 09-09-23, NAT, 5777 × 60—57.
- KOCYLA (Jean-Michel), Algrange (Moselle), 19-05-59, EFF, 5777 × 60—57.
- KOCYLA (Marie-Josée), Algrange (Moselle), 21-01-61, EFF, 5777 × 60—57.
- KRUPINSKI (Casimir), Rogotworsk (Pologne), 02-03-21, NAT, 6149 × 61—59.
- KRUPP (Henri), Schoenenberg (Allemagne), 09-05-22, NAT, 5978 × 60—57.
- KULAS (Elisabeth), Przyszowice (Pologne), 15-01-21, NAT, 1938 × 61—75.
- LANATA (Domenico), Brancalone (Italie), 03-06-16, NAT, 5678 × 60—57.
- LANATA, née ALTOMONTE, Brancalone (Italie), 21-02-20, NAT, 5678 × 60—57.
- LANATA (Maria), Nilvange (Moselle), 21-02-50, EFF, 5678 × 60—57.
- LOPAT (Eugène), Varsovie (Pologne), 11-02-30, NAT, 7648 × 60—67.
- MADRIGAL (Antonio), Robledo (Espagne), 08-08-15, NAT, 4820 × 61—81.
- MADRIGAL, née BESALDUCH, Cervera del Maestre (Espagne), 06-05-25, NAT, 4820 × 61—81.
- MADRIGAL (Antoine), Albi (Tarn), 21-07-55, EFF, 4820 × 61—81.
- MARCON (Quinto), San Giorgio della Richinvelda (Italie), 03-07-20, NAT, 5900 × 61—13.
- MARCON, née PARTENIO, San Giorgio della Richinvelda (Italie), 03-08-21, NAT, 5900 × 61—13.
- MARIOTTI (Jean-François), Bibbiena (Italie), 23-01-37, NAT, 3790 × 61—20.
- MARIOTTI, née TRAVISANO, Vallata (Italie), 05-04-40, NAT, 3790 × 61—20.
- MARIOTTI (Marie-Rose), Vescovato (Corse), 25-01-60, EFF, 3790 × 61—20.
- MARIOTTI (Anna), Vescovato (Corse), 26-10-61, EFF, 3790 × 61—20.
- MATWIEJEW (Włodzimierz), Mohylow (Russie), 17-06-14, NAT, 7640 × 60—54.
- MATWIEJEW, née LENARTOWICZ, Tomiszewo (Pologne), 28-05-24, NAT, 7640 × 60—54.
- MATWIEJEW (Barbara), Hammerau (Allemagne), 27-10-45, EFF, 7640 × 60—54.
- MATWIEJEW (Stanislas), Joëuf (Meurthe-et-Moselle), 09-02-52, EFF, 7640 × 60—54.
- MESSERE, née NARDINO, San Severo (Italie), 15-01-09, NAT, 5823 × 57—01.
- MESSERE (Ennio), San Severo (Italie), 15-08-45, EFF, 5823 × 57—01.
- MESSERE (Dario), San Severo (Italie), 06-02-49, EFF, 5823 × 57—01.
- MESSERE (Michel), San Severo (Italie), 26-09-29, NAT, 12662 × 61—01.
- MICELI (Mariano), Rabat (Maroc), 13-12-17, NAT, 10119 × 61—78.
- MICELI, née TRAINA, Rabat (Maroc), 10-07-24, NAT, 10119 × 61—78.
- MONDRAGON (Vicente), Eslida (Espagne), 05-11-22, NAT, 10798 × 60—34.
- MORGADE (Jésus), Mugardos (Espagne), 12-06-15, NAT, 5569 × 61—13.
- NAHMAN, née ZARADEL, Alexandrie (Egypte), 08-03-04, NAT, 13057 × 60—75.
- NAHMAN (Madeleine), le Caire (Egypte), 27-04-48, EFF, 13057 × 60—75.
- NAHMAN (Jacqueline), le Caire (Egypte), 10-02-40, NAT, 13059 × 60—75.
- NAHMAN (Simone), le Caire (Egypte), 07-01-39, NAT, 13058 × 60—75.
- NGUYEN NAM, Trang Dien (Centre Viet-Nam), 04-08-19, NAT, 8370 × 61—75.
- NGUYEN NAM, née GROSS, Constance (Allemagne), 06-07-27, NAT, 8370 × 61—75.
- NGUYEN NAM (Daniel), Paris (14^e), 21-12-50, EFF, 8370 × 61—75.
- NGUYEN NAM (Evelyne), Paris (14^e), 15-12-52, EFF, 8370 × 61—75.
- NGUYEN NAM (Patricia), Paris (14^e), 07-02-61, EFF, 8370 × 61—75.
- PAGNACCO (Osvaldo), Castelnovo del Friuli (Italie), 24-07-05, NAT, 7859 × 61—82.

PAGNACCO, née MELOCCO, Meduno (Italie), 01-10-21, NAT, 7859 × 61—82.
 PAGNACCO (Bruna), Travesio (Italie), 03-06-46, EFF, 7859 × 61—82.
 PAGNETTI (Pietro), Cagli (Italie), 29-06-96, NAT, 5680 × 61—57.
 PAGNETTI, née RAMPONI, Masera (Italie), 09-06-06, NAT, 5680 × 61—57.
 PANEK (François), Recklinghausen (Allemagne), 23-11-11, NAT, 5677 × 61—62.
 PANEK, née NOWAK, Lunen (Allemagne), 09-07-14, NAT, 5677 × 61—62.
 PAPPALARDO (Luigi), Giarre (Italie), 10-08-17, NAT, 1823 × 62—06.
 PECORARO (Raphaël), Vietri sul Mare (Italie), 02-11-24, NAT, 17667 × 53—13.
 PEIRON (Jacinto), Monzon (Espagne), 03-05-15, NAT, 13099 × 55—78.
 PELLISSIER (Ambroise), Arvier (Italie), 06-12-12, NAT, 5740 × 60—38.
 PEREIRA (José), Lisbonne (Portugal), 11-09-40, NAT, 12889 × 61—75.
 PEREZ (Manuel), Alcaudete (Espagne), 30-04-19, NAT, 2718 × 61—34.
 PEREZ, née HERNANDEZ, Calanca (Espagne), 21-03-22, NAT, 2718 × 61—34.
 PEREZ (Roseline), Bédarieux (Hérault), 19-09-50, EFF, 2718 × 61—34.
 PEREZ (Chantal), Bédarieux (Hérault), 01-12-55, EFF, 2718 × 61—34.
 PERIN (Roberto), Trissino (Italie), 08-03-15, NAT, 9176 × 60—57.
 PERIN, née SCHIAVO, Castelgomberto (Italie), 21-05-22, NAT, 9176 × 60—57.
 PERIN (Lucia), Morsbach (Moselle), 23-11-50, EFF, 9176 × 60—57.
 PERIN (Giovanni), Forbach (Moselle), 05-03-52, EFF, 9176 × 60—57.
 PERLES (Francisco), Denia (Espagne), 27-12-13, NAT, 5886 × 61—33.
 PICCININ (Pier), Pasiano (Italie), 27-08-42, NAT, 7354 × 61—75.
 PODSIADLO (Wladyslaw), Nasiechowice (Pologne), 14-06-14, NAT, 16048 × 52—59.
 PODSIADLO, née GLOC, Sathunai (Lituanie), 07-09-19, NAT, 16048 × 52—59.
 PRZENIOSLO (Joseph), Wystpy (Pologne), 27-11-24, NAT, 13950 × 52—81.
 PUIGBO (Andrés), Gerone (Espagne), 23-11-12, NAT, 9425 × 61—66.
 PUIGBO, née COMAS, San Andres del Terri (Espagne), 16-12-19, NAT, 9425 × 61—66.
 PUIGBO (Jacques), San Andres del Terri (Espagne), 24-10-43, EFF, 9425 × 61—66.
 PUNTIROLI (Gaetano), Mondavio (Italie), 15-08-02, NAT, 21462 × 38—47.
 PUNTIROLI, née GHETTI, San Lorenzo in Campo (Italie), 19-09-06, NAT, 21462 × 38—47.
 REA (Concetta), Sora (Italie), 28-11-42, NAT, 6016 × 61—69.
 REPNIK, née POTISEK, Hrstnik (Yougoslavie), 31-05-13, NAT, 6008 × 61—62.
 ROMERO, née MACIAS, Puebla de la Reina (Espagne), 06-03-23, NAT, 6219 × 61—46.
 ROZENBLUM (Abram), Varsovie (Pologne), 31-07-12, NAT, 4896 × 56—75.
 ROZENBLUM, née KLEIN, Varsovie (Pologne), 16-08-23, NAT, 4896 × 56—75.
 ROZENBLUM (Louise), Paris (3°), 23-02-52, EFF, 4896 × 56—75.
 SANCHEZ (Jeronimo), Villacarrillo (Espagne), 31-08-21, NAT, 707 × 60—75.
 SANDER (Armand), Denkershausen (Allemagne), 28-09-08, NAT, 2318 × 61—67.
 SEKUNDA (Adalbert), Wola Batorska (Pologne), 12-12-28, NAT, 2119 × 61—30.
 SIWEK, née SZURDYGA, Tomislavice (Pologne), 03-07-21, NAT, 204 × 62—59.
 SIWEK (Edmond), Roubaix (Nord), 08-01-47, EFF, 204 × 62—59.
 SIVEK (Liliane), Roubaix (Nord), 23-12-47, EFF, 204 × 62—59.
 SIWEK (Monique), Roubaix (Nord), 26-01-49, EFF, 204 × 62—59.
 SIWEK (Jean-Marie), Roubaix (Nord), 15-06-51, EFF, 204 × 62—59.
 SIWEK (Danièle), Roubaix (Nord), 06-12-52, EFF, 204 × 62—59.
 SOFFER (Gabriel), Casablanca (Maroc), 14-05-32, NAT, 9926 × 61—95.

STRZELECKI, née KACZMARCZYK, Madeje (Pologne), 14-12-93, NAT, 4467 × 61—51.
 SULTAN (Victor), la Goulette (Tunisie), 24-04-23, NAT, 10761 × 57—96.
 SULTAN, née CHEMOUNY, la Goulette (Tunisie), 14-12-22, NAT, 10761 × 57—96.
 SULTAN (Sylvain), Tunis (Tunisie), 08-05-45, EFF, 10761 × 57—96.
 SZMACINSKI (Sigismond), Ostrow (Pologne), 03-05-19, NAT, 155 × 62—62.
 SZMACINSKI, née GORCZYCA, Sosnowice (Pologne), 02-07-21, NAT, 155 × 62—62.
 SZMACINSKI (Richard), Libercourt (Pas-de-Calais), 10-09-50, EFF, 155 × 62—62.
 SZMACINSKI (Muriel), Seclin (Nord), 05-08-54, EFF, 155 × 62—62.
 SZMACINSKI (Jean-Michel), Seclin (Nord), 07-03-59, EFF, 155 × 62—62.
 SZPIC (Samuel), Lublin (Pologne), 13-02-17, NAT, 3066 × 62—75.
 TCHOOUN HUTIA (Fu-Kong), Papeete (Polynésie française), 03-09-33, NAT, 5045 × 61—98.
 TOMCZAK (François), Krotozyn (Pologne), 12-09-19, NAT, 7588 × 60—62.
 TOMCZAK, née DRAL, Lutoryz (Pologne), 27-05-15, NAT, 7588 × 60—62.
 TOMCZAK (Casimir), Hersin-Coupigny (Pas-de-Calais), 12-02-47, EFF, 7588 × 60—62.
 TOMCZAK (Daniel), Mazingarbe (Pas-de-Calais), 16-04-53, EFF, 7588 × 60—62.
 TORRENT (Enrique), Vilovi (Espagne), 24-03-25, NAT, 4470 × 61—41.
 TORRENT, née ANDRES, Barcelone (Espagne), 02-03-33, NAT, 4470 × 61—41.
 TORRENT (Anita), Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), 04-12-54, EFF, 4470 × 61—41.
 TORRENT (Martina), Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher), 03-02-57, EFF, 4470 × 61—41.
 TORRENT (Germinal), Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), 02-11-59, EFF, 4470 × 61—41.
 TRAPANI (Dominique), Torre Annunziata (Italie), 02-12-13, NAT, 4519 × 61—13.
 TREMOLADA (Teodolinda), Morbegno (Italie), 23-01-26, NAT, 11078 × 60—38.
 TURKE (Kurt), Berlin (Allemagne), 09-03-11, NAT, 6326 × 61—67.
 VANHALST (Firmin), Oostnieuwkerke (Belgique), 18-04-24, NAT, 137 × 61—78.
 VANHALST, née DE SMET, Houtem Saint-Liévin (Belgique), 23-03-26, NAT, 137 × 61—78.
 VANHALST (Christian), Houdan (Seine-et-Oise), 29-01-50, EFF, 137 × 61—78.
 VANHALST (Patrick), Houdan (Seine-et-Oise), 05-03-53, EFF, 137 × 61—78.
 VANHALST (Chantal), Houdan (Seine-et-Oise), 22-06-54, EFF, 137 × 61—78.
 VANHALST (Catherine), Dreux (Eure-et-Loir), 08-02-59, EFF, 137 × 61—78.
 VERZEKNASSI (Ugo), Perteole (Italie), 20-02-07, NAT, 5669 × 61—47.
 VERZEKNASSI, née FONZAR, Campolongo (Italie), 27-07-07, NAT, 5669 × 61—47.
 VIADA, née MASSA, Roccavione (Italie), 22-05-11, NAT, 4668 × 61—06.
 ZIEMIANEK (Jean), Stary Sacz (Pologne), 28-05-16, NAT, 7506 × 60—02.
 ZNATY (Meir), El Jadida (Maroc), 04-10-38, NAT, 2615 × 62—75.
 ZUTEREK (Jan), Zagorze (Pologne), 15-06-09, NAT, 6026 × 61—80.
 ZUTEREK, née MARCZYK, Boguslawow (Pologne), 01-04-19, NAT, 6026 × 61—80.
 ZUTEREK (Bernard), Foreste (Aisne), 11-05-50, EFF, 6026 × 61—80.

Art. 2. — Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

BERVA (Humbert). — BERTA (Humberto), Castiglione d'Intelvi (Italie), 19-06-20, 10919 × 60—52.
 COULAS (Elisabeth). — KULAS (Elisabeth), Przyszowice (Pologne), 15-01-21, 1938 × 61—75.
 GARCIA (Raphaël). — GARCIA (Rafaël), Balaruc-les-Bains (Hérault), 17-04-26, 11179 × 60—69.
 JENDREZ (Antoine). — JENDREJEZYK (Antoni), Kajtonowice (Pologne), 03-06-17, 9811 × 61—02.

JENDREZ (Joséphine). — JENDREJEZYK (Jozefa), Szczytniki (Pologne), 05-01-18, 9811×61—02.

JENDREZ (Guy). — JENDREJEZYK (Guy), Soissons (Aisne), 05-11-45, 9811×61—02.

JENDREZ (Bernard). — JENDREJEZYK (Bernard), Buzancy (Aisne), 25-05-48, 9811×61—02.

JENDREZ (Christian). — JENDREJEZYK (Christian), Buzancy (Aisne), 07-06-49, 9811×61—02.

JENDREZ (Patrice). — JENDREJEZYK (Patrice), Buzancy (Aisne), 27-05-50, 9811×61—02.

JENDREZ (Jean-Marie). — JENDREJEZYK (Jean-Marie), Buzancy (Aisne), 06-03-52, 9811×61—02.

JENDREZ (Alain). — JENDREJEZYK (Alain), Buzancy (Aisne), 13-08-54, 9811×61—02.

PAGNETTI (Pierre). — PAGNETTI (Pietro), Cagli (Italie), 29-06-96, 5680×61—57.

TCHOUN HUTIA (François). — TCHOUN HUTIA (Fu Kong), Papeete (Polynésie française), 03-09-33, 5045×61—98.

Art. 3. — Sont libérés de leur allégeance à l'égard de la France ou autorisés à se faire naturaliser à l'étranger les Français dont les noms suivent :

ANCHORDOQUY (Michel), Errazu (Espagne), 19-11-42, LIB (1), 10445×61—99.

COMISSO (Charles), Clichy-la-Garenne (Seine), 18-09-37, LIB, 4559×61—99.

COURBET (Jacky), Vaison-la-Romaine (Vaucluse), 23-03-41, AUT (1), 1481×62—99.

GUTTE (Werner), Strasbourg (Bas-Rhin), 08-05-41, LIB, 8209×61—99.

JUNGO (Charles), Lausanne (Suisse), 26-02-41, LIB, 9874×61—99.

KUNZ (Jacques), Paris (8^e), 09-03-30, LIB, 4897×59—99.

LANCE (Pierre), Morley (Meuse), 14-03-25, AUT, 11512×61—99.

LANCE, née CHEVALIER, Lausanne (Suisse), 07-08-28, LIB, 11512×61—99.

LOUZI (Lothaire), Strasbourg (Bas-Rhin), 01-11-30, LIB, 6751×61—99.

LOUZI, née THEISS, Plauen (Allemagne), 10-11-31, LIB, 6751×61—99.

LOUZI (Anette), Walpershofen (Sarre), 31-03-56, LIB, 6751×61—99.

MAGNE (Lawrence), Port d'Espagne, La Trinité (Antilles anglaises), 06-08-41, LIB, 9097×59—99.

ROIIRON (Denis), Carouge (Suisse), 04-11-26, AUT, 5099×60—99.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 juillet 1962.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé publique et de la population.

RAYMOND MARCELLIN.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962

Ordre du jour du lundi 23 juillet 1962.

A dix heures. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1962. (N° 1858. Rapport n° 1866 de M. Marc Jacquet, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.)

2. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social. (N° 1850. Rapport n° 1857 de M. Marc Jacquet, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1607), complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière. (Rapport n° 1839 de M. Mignot, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; avis n° 1838 de M. Boivin-Villiers, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

4. — Discussion, en troisième lecture, du projet de loi instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement. (N° 1768. Rapport n° 1864 de M. Rault, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

5. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande. (N° 1336. Rapport n° 1832 de M. Laurelli, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

6. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi validée du 22 septembre 1942 sur les effets du mariage quant aux droits et aux devoirs des époux. (N° 1722. Rapport n° 1841 de M. Feuillard, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

7. — Deuxièmes lectures et navettes diverses.

8. — Discussion du projet de loi (n° 1848) relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général. (Rapport n° 1856 de M. Rombeaut, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

9. — Suite de la discussion du projet de loi (n° 1397) portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. (Rapport n° 1796 de M. Marc Jacquet, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; avis n° 1817 de M. Bertrand Denis, au nom de la commission de la production et des échanges ; avis n° 1818 de M. Delrez, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

10. — Suite de la discussion de la proposition de loi (n° 1413) de M. Sammarcelli tendant à la modification de certains articles du code électoral pour assortir de garanties supplémentaires l'exercice du droit de vote afin d'éviter la fraude électorale. (Rapport n° 1829 et rapport supplémentaire n° 1851 de M. Dejean, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.)

11. — Suite de la discussion des propositions de loi : 1° de MM. Sallenave et Roclore (n° 1213) tendant à modifier les conditions d'attribution et de récupération de l'aide sociale accordée aux aveugles et aux grands infirmes ; 2° de M. Comte-Offenbach et plusieurs de ses collègues (n° 1411) tendant à modifier certaines dispositions du code de la famille et de l'aide sociale en faveur des aveugles et des grands infirmes ; 3° de M. Rombeaut et plusieurs de ses collègues (n° 1454) tendant à apporter à la législation d'aide sociale certaines modifications en faveur des aveugles et grands infirmes ; 4° de M. Darchicourt et plusieurs de ses collègues (n° 1652) modifiant certaines dispositions du code de la famille et de l'aide sociale en faveur des aveugles et grands infirmes. (Rapport n° 1600 et rapport supplémentaire n° 1759 de M. Mariotte, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

A quinze heures. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente. — 3^e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

Documents parlementaires mis en distribution le lundi 23 juillet 1962.

N° 1857 (a). — Rapport de M. Marc Jacquet, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, portant approbation du plan de développement économique et social.

N° 1859. — Projet de loi instituant diverses mesures de protection en faveur de certains militaires (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 1861 (a). — Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 2 du décret du 24 février 1953 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française dans les territoires d'outre-mer (renvoyé à la commission des lois constitutionnelles).

N° 1862 (a). — Projet de loi, adopté avec modification par le Sénat dans sa deuxième lecture, complétant et modifiant la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, modifiant la loi du 9 juillet 1956 instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux et rétablissant l'article 1751 du code civil (renvoyé à la commission des lois constitutionnelles).

N° 1864 (a). — Rapport de M. Rault, au nom de la commission des lois constitutionnelles, sur le projet de loi, modifié par le Sénat dans sa deuxième lecture, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement.

N° 1865. — Rapport de M. Marc Jacquet, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962.

N° 1866. — Rapport de M. Marc Jacquet au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, rejeté par le Sénat.

(a) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 21 juillet 1962.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée par M. le président pour le lundi 23 juillet 1962, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence, en vue d'établir l'ordre du jour de l'Assemblée.

Réunion de commissions du lundi 23 juillet 1962.

Conférence des présidents, à dix-neuf heures. — Salons de la présidence.

Commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes, à dix-sept heures trente. — Local 206.

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à quatorze heures trente. — Local du 7^e bureau.

SENAT

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962

Ordre du jour du lundi 23 juillet 1962.

A quatorze heures trente. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande présentée par la commission des affaires culturelles tendant à obtenir l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'ensemble des questions culturelles intéressant la France et certains pays d'Afrique et de l'Océan Indien.

2. — Examen d'une demande présentée par la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, tendant à obtenir l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'infrastructure de certains aérodromes insuffisamment équipés faisant partie soit du patrimoine français, soit de l'organisation française chargée de l'équipement d'aérodromes dans les pays francophones (A. S. E. C. N. A.).

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux publics, et notamment des autoroutes, et à assurer la sécurité de la navigation aérienne. [N°s 292 et 293 (1961-1962). — M. André Fosset, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

4. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire. [N°s 125, 191, 281 et 298 (1961-1962). — M. Jean Brajeux, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

5. — Discussion en deuxième lecture, du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense. [N°s 189, 218, 282 et 299 (1961-1962). — M. Jean Brajeux, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

6. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'usage de documents fiscaux dans les relations de droit public et de droit privé. [N°s 256 et 291 (1961-1962). — M. Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

7. — Eventuellement, discussion en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1962.

8. — Eventuellement, discussion en deuxième lecture, du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social.

9. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de cession des établissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam, signé à New Delhi le 28 mai 1956. [N°s 279 et 297 (1961-1962). — M. Philippe d'Argenlieu, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

10. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à revision des victimes de la silicose et de l'asbestose professionnelles et leurs ayants droit dont la réparation a été déterminée dans les termes de l'ordonnance du 2 août 1945. [N°s 225 et 276 (1961-1962). — M. Roger Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales.]

11. — Eventuellement discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale ou d'allocations familiales du régime général.

12. — Examen éventuel de textes en navette.

Documents mis en distribution le lundi 23 juillet 1962.

N° 293 (1). — Rapport de M. André Fosset, au nom de la commission de législation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux publics, et notamment des autoroutes, et à assurer la sécurité de la navigation aérienne.

N° 297 (1). — Rapport de M. Philippe d'Argenlieu, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de cession des Etablissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam, signé à New Delhi le 28 mai 1956.

N° 301. — Projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence (renvoyé à une commission spéciale).

N° 302. — Rapport de M. Marcel Pellenc, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1962, en discussion au Parlement.

(1) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 21 juillet 1962.

Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi complémentaire d'orientation agricole.

Séance du vendredi 20 juillet 1962.

Présents. — MM. Bajeux, Blondelle, Brun, Lagrange, Lalloy, Martin, de Montalembert, Pauzet, Prêtre, Restat, Soudant, Tron.

Excusés. — MM. Deguise, Delalande, Dulin, Houdet, Hugues, Jozeau-Marigné, Molle, Nayrou, Raybaud, Sempé, Vallin, Zussy.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 29 du règlement (vice-présidents du Sénat, présidents des commissions permanentes, présidents des groupes et, éventuellement, présidents des commissions spéciales intéressées) est convoquée par M. le président pour le mardi 24 juillet 1962, à dix heures trente, au local n° 213.

Réunion de commissions du lundi 23 juillet 1962.

Commission des affaires économiques, à quatorze heures quarante-cinq. — Salle n° 216.

Commission des lois, à dix-huit heures. — Salle n° 207.

Commission spéciale « Orientation agricole », à neuf heures trente, quinze heures et vingt et une heures. — Salle n° 265.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Premier ministre.

Avis de concours pour le recrutement d'un calculateur stagiaire au commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

Un concours pour la nomination d'un calculateur stagiaire aura lieu au commissariat général du plan d'équipement et de la productivité le 27 septembre 1962.

Les candidats devront faire parvenir leur demande au commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, bureau du personnel, 18, rue de Martignac, Paris (7^e), avant le 24 septembre 1962, à 18 heures, date à laquelle le registre d'inscription des candidatures sera clos.

Peuvent faire acte de candidature les personnes des deux sexes réunissant les conditions suivantes :

1° Etre âgé de plus de dix-sept ans et de moins de vingt-six ans au 1^{er} janvier 1962. Cette limite peut être reculée d'un an par enfant à charge en faveur des candidats chefs de famille et de la durée des services antérieurs civils et militaires ouvrant droit à une pension de retraite, sans que ce recul puisse avoir pour effet de porter la limite d'âge au-delà de quarante ans en ce qui concerne les candidats non fonctionnaires ;

2° Posséder la nationalité française depuis cinq ans au moins (sous réserve des dispositions de l'article 64 du code de la nationalité française) ;

3° Pour les candidats masculins : se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée ;

4° Etre titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré ou de l'un des diplômes, brevets ou certificats suivants :

Première partie du baccalauréat, diplôme d'élève breveté des écoles nationales professionnelles, brevet élémentaire, brevet d'enseignement commercial (premier degré ou première partie), brevet supérieur d'études commerciales, brevet professionnel de secrétaire, brevet professionnel de comptable, brevet d'enseignement social (première partie ou premier degré), certificat de capacité en droit, certificat d'études classiques ou modernes, certificat d'aptitude professionnelle (comptable, mécanographe ou employé de bureau) ;

5° Remplir les conditions d'aptitude physique et de santé nécessaires à l'exercice de l'emploi.

Les candidats devront fournir :

1° Une demande d'inscription sur papier libre accompagnée de deux enveloppes timbrées à l'adresse du candidat ;

2° Un extrait d'acte de naissance sur papier libre datant de moins de trois mois, accompagné éventuellement des pièces justificatives pour recul de la limite d'âge ;

3° Un certificat de nationalité française ou une attestation sur l'honneur ;

4° Pour les candidats de sexe masculin, un certificat de position militaire ou un état signalétique et des services délivré par l'autorité militaire ;

5° Un certificat médical délivré par un praticien de médecine générale assermenté attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice de ses fonctions et, de plus, que l'examen effectué, orienté notamment vers le dépistage des troubles psychopathologiques et des affections cancéreuses, n'a mis en évidence aucune manifestation morbide ;

6° Un certificat délivré par un médecin phthisiologue agréé constatant que le candidat est indemne de toute affection tuberculeuse ou définitivement guéri ;

7° Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;

8° Une déclaration indiquant la situation de famille du candidat ;

9° La copie certifiée conforme des diplômes, brevets ou certificats dont le candidat est titulaire ;

10° Pour les candidats mineurs, une autorisation de la personne exerçant l'autorité paternelle.

Les candidats déjà fonctionnaires titulaires de l'Etat sont dispensés de la production des pièces mentionnées aux paragraphes 3°, 5° et 6°.

Les candidats fonctionnaires titulaires du commissariat général du plan d'équipement et de la productivité sont également dispensés de la production des pièces prévues aux paragraphes 2° et 4°.

La demande des candidats appartenant à une administration publique doit être accompagnée d'une pièce émanant du service du personnel de cette administration indiquant la durée exacte et le détail des services valables ou validables pour la retraite accomplis à la date de la clôture des inscriptions.

Un arrêté en date du 23 novembre 1961, publié au *Journal officiel* du 30 novembre 1961, a fixé les modalités d'organisation et le programme du concours.

Pour tous les renseignements complémentaires, les candidats peuvent s'adresser au chef du bureau du personnel du commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, 18, rue de Martignac, Paris (7^e).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis aux importateurs notifiant la valeur du terme E figurant dans les formules « 1,25 E » et « 1,25 E-d » qui fixent les droits de douane d'importation spécifiques applicables aux cafés torréfiés de la rubrique n° 09-01 A II des tarifs des droits de douane d'importation.

A compter du 24 juillet 1962, la valeur E des formules « 1,25 E » et « 1,25 E-d » fixant les droits de douane d'importation spécifiques applicables aux cafés torréfiés de la rubrique tarifaire n° 09-01 A II est de 1,05.

A compter de la même date et sous réserve des minima et des maxima de perception *ad valorem*, le droit de douane applicable aux produits en cause est donc, par kilogramme net :

En régime de droit commun, en tarif minimum, de 1,31 NF.

En régime C. E. E., de 1,19 NF ou de 1,01 NF, selon que le terme « d » est compté pour 0,12 NF ou 0,30 NF.

Sociétés étrangères.

La société monégasque Images et Son-Europe n° 1, dont le siège est à Monte-Carlo, replace sous le régime de l'abonnement à la retenue à la source sur le revenu des capitaux mobiliers ses actions, d'un nominal de 50 NF chacune, n° 1 à 300.000, qui ne relevaient plus dudit régime depuis le 8 mai 1962.

Ce réabonnement prend effet à compter du jour de la présente publication.

Ministère de l'agriculture.

Avis relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement d'aides techniques dans les écoles nationales vétérinaires.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 juillet 1962 : page 6472, 2^e colonne, au lieu de : « ... en vue du recrutement à la chaire de pathologie infectieuse de l'école nationale vétérinaire de Toulouse », lire : « ... en vue du recrutement d'un aide technique de laboratoire à la chaire de pathologie infectieuse de l'école nationale vétérinaire de Toulouse ».

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance de postes de médecin adjoint (sanatoriums publics).

Deux postes de médecin adjoint sont vacants au sanatorium national Vancauwenberghe, à Zuydcoote (Nord).

Peuvent être candidats :

1° Les médecins adjoints en fonctions dans un sanatorium public ;

2° Les médecins à temps complet en fonctions dans un dispensaire antituberculeux public, à la condition d'avoir figuré sur une liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux prévue par le décret du 12 juin 1948 modifié ;

3° Les médecins qui figurent sur la dernière liste d'aptitude établie à la suite du concours sur épreuves et sur titres du 9 janvier 1962 ainsi que les candidats inscrits sur les listes précédentes à qui un poste de sanatorium public ou de dispensaire n'a pu être offert.

Les candidatures devront être adressées, dans un délai de trois semaines à compter de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (direction de l'administration générale, du personnel et du budget, sous-direction du personnel, 1^{er} bureau), 7, rue de Tilsit, Paris (17^e).

Il est signalé aux candidats que des renseignements sur les conditions de logement, etc., seront fournis par le médecin directeur du sanatorium dans lequel un poste se trouve vacant. Il leur est recommandé de solliciter immédiatement ces renseignements.

Les praticiens n'occupant pas un poste public sont priés de joindre à leur candidature :

1° Un certificat établi par un médecin assermenté (médecine générale) indiquant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie ou infirmité incompatible avec l'exercice des fonctions de médecin des services antituberculeux et que l'examen orienté particulièrement vers le dépistage des maladies cancéreuses, des maladies mentales et de la poliomyélite n'a mis en évidence aucune manifestation morbide ;

2° Un certificat établi par un médecin phthisiologue agréé spécifiant s'ils sont actuellement indemnes de toute affection tuberculeuse ou considérés comme définitivement guéris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels, HENRI MOREL

BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE EQUATORIALE ET DU CAMEROUN

SITUATION AU 31 MARS 1962

ACTIF		PASSIF	
Disponibilités	9.390.790.189	Engagements à vue:	
a) Billets de la zone franc.....	65.929.005	Billets et monnaies en circulation (1).....	23.283.323.470
b) Caisse et correspondants.....	6.512.540	Comptes courants créditeurs et dépôts.....	2.787.509.436
c) Trésor public. — Compte d'opérations	9.318.318.644	Transferts à régler.....	322.467.417
Effets et avances à court terme.....	16.143.147.052	Dépôts spéciaux des trésors et établissements publics nationaux	3.625.000.000
a) Effets escomptés.....	15.940.555.226	Comptes d'ordre et divers.....	574.131.634
b) Avances à court terme.....	202.591.826	Réserves	92.744.148
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme (2) ..	979.678.520	Dotation	250.000.000
Placements effectués pour le compte des trésors et établissements publics nationaux.....	3.625.000.000		
Comptes d'ordre et divers.....	452.806.948		
Titres de participation.....	82.500.000		
Immeubles, matériel, mobilier.....	261.256.396		
	30.935.179.105		30.935.179.105
(1) Etats de l'Afrique équatoriale.....	13.582.880.255	Certifié conforme aux écritures: Le directeur général, C. PANOUILLOT. Les censeurs, P. CHAVARD, H. PRUVOST.	
Etat du Cameroun.....	9.700.443.215		
(2) Engagements de mobilisation de crédits à moyen terme.....	1.616.428.167		

SITUATION AU 30 AVRIL 1962

ACTIF		PASSIF	
Disponibilités	9.834.246.639	Engagements à vue:	
a) Billets de la zone franc.....	70.916.185	Billets et monnaies en circulation (1).....	22.980.284.101
b) Caisse et correspondants.....	6.168.174	Comptes courants créditeurs et dépôts.....	2.167.960.052
c) Trésor fédéral camerounais..	332.280.000	Transferts à régler.....	925.130.846
d) Trésor public. — Compte d'opérations	9.424.882.280	Dépôts spéciaux des trésors et établissements publics nationaux	3.643.329.751
Effets et avances à court terme.....	15.399.996.463	Comptes d'ordre et divers.....	515.516.087
a) Effets escomptés.....	15.110.653.545	Réserves	158.083.617
b) Avances à court terme.....	289.342.918	Dotation	250.000.000
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme (2) ..	890.611.796		
Placements effectués pour le compte des trésors et établissements publics nationaux.....	3.643.329.751		
Comptes d'ordre et divers.....	463.453.662		
Titres de participation.....	82.500.000		
Immeubles, matériel, mobilier.....	326.166.143		
	30.640.304.454		30.640.304.454
(1) Etats de l'Afrique équatoriale.....	13.392.543.600	Certifié conforme aux écritures: Le directeur général, C. PANOUILLOT. Les censeurs, P. CHAVARD, H. PRUVOST.	
Etat du Cameroun.....	9.587.740.501		
(2) Engagements de mobilisation de crédits à moyen terme.....	1.616.828.167		

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 26, RUE FEYDEAU, PARIS

Téléphone: GUT 18-72 — Compte chèque postal: 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

MANUFACTURES DE PRODUITS CHIMIQUES DU NORD

Etablissements KUHLMANN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 184.477.800 NF

SIÈGE SOCIAL: 25, BOULEVARD DE L'AMIRAL-BRUIX, A PARIS

R. C.: Seine n° 54-B 3384.

Obligations 6 % 1955 de 100 NF.

Amortissement au 15 août 1962.

LISTE NUMERIQUE

De la série comprenant les 5.869 obligations sorties au tirage du 12 juillet 1962 et 311 obligations parmi celles qui ont été rachetées en Bourse par la société depuis le début de cet emprunt;

Des séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles des titres n'ont pas encore été présentés au remboursement. Ces séries comprennent également des titres rachetés en Bourse.

A la suite des séries sont mentionnés:

La date d'échéance du remboursement;

La jouissance avec laquelle les titres doivent être présentés au remboursement;

Le montant du remboursement.

1 à	5.632,	15/8/61,	coupon	15/8/62	attaché,	105,62	NF.
22.119 à	28.298,	15/8/62,	coupon	15/8/63	attaché,	105,62	NF.
77.303 à	79.571,	15/8/57,	coupon	15/8/58	attaché,	105,32	NF.
87.788 à	90.169,	15/8/58,	coupon	15/8/59	attaché,	105,58	NF.
99.802 à	104.590,	15/8/59,	coupon	15/8/60	attaché,	105,62	NF.
104.591 à	110.236,	15/8/60,	coupon	15/8/61	attaché,	105,62	NF.
149.331 à	150.000,	15/8/61,	coupon	15/8/62	attaché,	105,62	NF.

Les obligations nominatives et au porteur sorties à ces tirages sont remboursables, sans frais, aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants:

Crédit commercial de France;

Comptoir national d'escompte de Paris;

Crédit du Nord;

Banque de l'Union parisienne;

Banque de Paris et des Pays-Bas;

Banque nationale pour le commerce et l'industrie;

MM. de Rothschild frères;

Crédit industriel et commercial;

L'Union des mines;

Union européenne industrielle et financière.

Le prix de remboursement au 15 août 1962 se décompose comme suit: prix d'émission, 98,50 NF; prime de remboursement, 7,12 NF.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE NAVIGATION FLUVIALE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 308.000 NOUVEAUX FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 1, BOULEVARD DIDEROT, A PARIS (12^e)

Registre du commerce: Seine 58-B 416.

Obligations 4 0/0 1945 de 20 NF.

Série comprenant les 23 obligations sorties au premier tirage au sort du 10 juillet 1962 formant, avec les titres rachetés en Bourse, le montant de l'annuité à amortir au 1^{er} août 1962. Ces obligations seront remboursables à 20 NF.

2.154 à 2.182

Les amortissements antérieurs ont été couverts par rachats en Bourse.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

AMORTISSEMENT AU 1^{er} SEPTEMBRE 1962 DE L'EMPRUNT

Société hydro-électrique de la Cère 4 1/2 % (ex 5 %) 1931

représenté par des obligations de 1.000 florins.

34 obligations ont été rachetées en Bourse pour cet amortissement.

Liste numérique des 134 obligations sorties au tirage du 16 juillet 1962 formant le complément de l'amortissement, remboursables à 1.000 florins le 1^{er} septembre 1962, coupon n° 64 au 1^{er} mars 1963 attaché.

131	243	245	387	433	4.987	4.998	5.041	5.043	5.045
531	537	750	818	819	5.048	5.233	5.253	5.275	5.342
862	905	915	916	918	5.352	5.363	5.366	5.614	5.631
922	1.345	1.361	1.404	1.481	5.678	5.687	5.697	5.728	5.870
1.578	1.634	1.803	1.807	1.881	5.971	6.019	6.287	6.291	6.416
2.286	2.364	2.562	2.563	2.665	6.590	6.705	6.709	6.731	6.732
2.741	2.742	2.748	2.753	2.757	6.793	6.826	6.834	7.364	7.412
2.762	2.886	3.061	3.293	3.298	7.442	7.490	7.565	7.567	7.621
3.299	3.453	3.456	3.458	3.461	7.635	7.743	7.821	7.889	7.916
3.462	3.489	3.560	3.706	3.708	7.948	7.966	8.013	8.231	8.247
3.721	3.779	3.792	3.843	3.860	8.295	8.299	8.305	8.472	8.696
3.888	3.958	4.067	4.207	4.235	8.855	8.933	8.940	8.943	8.973
4.267	4.269	4.282	4.330	4.338	8.974	8.977	9.001	9.007	
4.612	4.702	4.710	4.875	4.973					

Numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.

Amortissement au 1^{er} septembre 1961.

8.041

Amortissement au 1^{er} mars 1962.

895	909	910	1.376	1.576	4.245	5.031	8.161	8.932	8.975
2.325	2.329	2.440	2.447	2.478	8.976	8.978			

ASSOCIATION DIOCESAINE DE DIJON

(Association déclarée à la préfecture de la Côte-d'Or le 1^{er} mai 1924.)

SIÈGE SOCIAL: EVÊCHÉ DE DIJON

Obligations 6 % 1958 de 100 NF.

Quatrième amortissement du 1^{er} septembre 1962.

LISTE NUMERIQUE

1^o De la série comprenant les 166 obligations sorties au tirage du 2 juillet 1962, remboursables à partir du 1^{er} septembre 1962;

2^o Des séries sorties aux précédents tirages parmi lesquelles figurent des obligations non présentées au remboursement.

NUMEROS	ANNÉES de remboursement.	MONTANT du remboursement.
		Nouveaux francs.
796 à 951	61	105
3.421 à 3.565	60	105
4.251 à 4.416	62	105
4.595 à 4.734	59	105

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE

Electromécanique, électrique et électronique.

(G. I. C. EL.)

SIÈGE ADMINISTRATIF : 31, RUE DANIELLE-CASANOVA, PARIS (1^{er})

CAPITAL : 25.000.000 NF

R. C. : Seine n° 55-B 10559.

Obligations de 200 NF 6 % 1958.

Quatrième amortissement du 15 septembre 1962.

**Numéros de la série comprenant les 21.011 obligations
sorties au tirage du 9 juillet 1962.**

362.151 à 383.344

Ces obligations sont remboursables à 216,19 NF.

(Le tableau d'amortissement a été publié au Journal officiel du
5 janvier 1959.)

Obligations amorties et non encore présentées au remboursement.

Premier tirage : 10 juillet 1959.

(Série n° 592.827 à 601.744), prix de remboursement : 210 NF.

593.626

Deuxième tirage : 7 juillet 1960.

(Série n° 456.947 à 468.905), prix de remboursement : 210 NF.

457.943 à 457.952 = 10	463.270 à 463.279 = 10
458.018 à 458.027 = 10	463.334 à 463.353 = 20
458.575 à 458.579 = 5	463.364 à 463.378 = 15
458.943 à 458.954 = 12	464.175 et 464.176 = 2
458.961 à 458.968 = 8	465.600 à 465.604 = 5
459.006 à 459.015 = 10	466.561 à 466.567 = 7
459.019 à 459.028 = 10	466.605 = 1
460.678 à 460.683 = 6	466.724 et 466.725 = 2
460.878 = 1	466.736 à 466.746 = 11
462.651 à 462.680 = 30	467.890 à 467.899 = 10

Total : 185 obligations.

Troisième tirage : 10 août 1961.

(Série n° 229.437 à 249.928), prix de remboursement : 211,98 NF.

229.626 à 229.749 = 124	231.411 à 231.413 = 3
229.780 à 229.824 = 45	231.454 à 231.460 = 7
229.830 à 229.834 = 5	231.471 à 231.485 = 15
229.845 à 229.902 = 58	231.526 à 231.530 = 5
229.907 à 229.919 = 13	231.561 à 231.568 = 8
229.920 à 229.959 = 40	231.734 à 231.744 = 11
229.960 à 229.967 = 8	231.785 à 231.822 = 38
229.972 à 229.975 = 4	231.851 à 231.855 = 5
229.991 à 230.000 = 10	231.883 à 231.894 = 12
230.023 à 230.135 = 113	231.929 à 231.935 = 7
230.142 à 230.144 = 3	231.941 = 1
230.165 et 230.166 = 2	231.964 à 231.968 = 5
230.169 à 230.173 = 5	231.969 = 1
230.194 à 230.197 = 4	231.977 à 231.986 = 10
230.203 à 230.207 = 5	232.048 et 232.049 = 2
230.291 à 230.306 = 16	232.052 à 232.065 = 14
230.307 à 230.317 = 11	232.073 à 232.092 = 20
230.330 et 230.331 = 2	232.110 à 232.116 = 7
230.336 à 230.338 = 3	232.150 à 232.154 = 5
230.341 à 230.346 = 6	232.178 à 232.206 = 29
230.367 à 230.369 = 3	232.242 à 232.246 = 5
230.370 à 230.376 = 7	232.300 à 232.314 = 15
230.382 à 230.386 = 5	232.341 à 232.350 = 10
230.417 à 230.421 = 5	232.352 à 232.354 = 3
230.475 à 230.479 = 5	232.381 à 232.383 = 3
230.488 = 1	232.424 à 232.433 = 10
230.490 à 230.492 = 3	232.476 à 232.485 = 10
230.497 à 230.521 = 25	232.497 à 232.506 = 10
230.552 à 230.576 = 25	232.514 à 232.516 = 3
230.622 à 230.626 = 5	232.517 à 232.521 = 5
230.633 à 230.639 = 7	232.535 à 232.561 = 27
230.648 et 230.649 = 2	232.579 à 232.583 = 5
230.670 = 1	232.666 à 232.682 = 17
230.730 à 230.739 = 10	232.688 à 232.702 = 15
230.784 = 1	232.703 à 232.714 = 12
230.795 à 230.804 = 10	232.731 à 232.735 = 5
230.815 à 230.829 = 15	232.740 = 1
230.833 à 230.835 = 3	232.754 = 1
230.841 à 230.849 = 9	232.758 à 232.762 = 5
230.857 à 230.859 = 3	232.766 à 232.773 = 8
230.964 et 230.965 = 2	232.787 et 232.788 = 2
231.121 à 231.123 = 3	232.801 à 232.810 = 10
231.178 à 231.226 = 49	232.821 à 232.845 = 25
231.234 à 231.248 = 15	232.846 à 232.870 = 25
231.284 à 231.288 = 5	232.873 à 232.875 = 3
231.342 à 231.361 = 20	232.890 à 232.892 = 3
231.387 à 231.391 = 5	232.893 à 232.897 = 5

232.898 à 232.902 = 5	236.608 = 1
232.916 à 232.957 = 42	236.613 à 236.622 = 10
232.975 à 232.983 = 9	236.647 et 236.648 = 2
232.989 = 1	236.657 = 1
232.995 et 232.996 = 2	236.661 à 236.664 = 4
233.017 à 233.019 = 3	236.665 et 236.666 = 2
233.040 à 233.049 = 10	236.676 à 236.680 = 5
233.100 à 233.137 = 38	236.684 à 236.692 = 9
233.149 à 233.177 = 29	236.695 et 236.696 = 2
233.181 à 233.213 = 33	236.702 à 236.705 = 4
233.304 à 233.318 = 15	236.706 et 236.707 = 2
233.322 à 233.324 = 3	236.720 à 236.734 = 15
233.340 à 233.377 = 38	236.735 à 236.737 = 3
233.380 à 233.383 = 4	236.748 à 236.751 = 4
233.389 à 233.401 = 13	236.757 à 236.761 = 5
233.407 à 233.418 = 12	236.765 à 236.768 = 4
233.422 = 1	236.769 = 1
233.428 à 233.446 = 19	236.770 à 236.779 = 10
233.450 à 233.454 = 5	236.803 à 236.805 = 3
233.455 à 233.459 = 5	236.809 à 236.811 = 3
233.460 à 233.509 = 50	236.814 à 236.818 = 5
233.611 à 233.616 = 6	236.846 = 1
233.640 à 233.659 = 20	236.878 et 236.879 = 2
233.711 = 1	236.906 à 236.914 = 9
233.719 à 233.750 = 32	236.916 à 236.924 = 9
233.776 à 233.788 = 13	236.926 à 236.938 = 13
233.791 à 233.799 = 9	236.963 = 1
233.840 à 233.857 = 18	236.981 = 1
233.879 à 233.882 = 4	236.992 à 236.994 = 3
233.888 à 233.891 = 4	236.995 = 1
233.916 et 233.917 = 2	236.997 à 237.005 = 9
233.918 à 233.942 = 25	237.017 à 237.021 = 5
233.958 à 233.967 = 10	237.113 à 237.115 = 3
234.091 à 234.104 = 14	237.182 à 237.187 = 6
234.107 à 234.146 = 40	237.196 à 237.215 = 20
234.154 à 234.176 = 23	237.216 et 237.217 = 2
234.184 à 234.189 = 6	237.218 et 237.219 = 2
234.195 = 1	237.223 et 237.224 = 2
234.201 à 234.210 = 10	237.227 à 237.232 = 6
234.216 à 234.220 = 5	237.237 à 237.255 = 20
234.223 = 1	237.259 à 237.276 = 18
234.225 à 234.227 = 3	237.286 = 1
234.254 à 234.260 = 7	237.294 à 237.301 = 8
234.301 à 234.305 = 5	237.305 et 237.306 = 2
234.311 à 234.330 = 20	237.313 à 237.321 = 9
234.406 et 234.407 = 2	237.339 à 237.341 = 3
234.408 à 234.415 = 8	237.347 à 237.355 = 9
234.416 à 234.430 = 15	237.358 à 237.459 = 102
234.453 à 234.462 = 10	237.468 à 237.470 = 3
234.468 à 234.477 = 10	237.488 à 237.491 = 4
234.592 à 234.596 = 5	237.493 à 237.495 = 3
234.607 à 234.656 = 50	237.497 à 237.500 = 4
234.667 à 234.671 = 5	237.506 et 237.507 = 2
234.744 à 234.768 = 25	237.533 à 237.541 = 9
234.774 à 234.776 = 3	237.546 à 237.563 = 18
234.812 à 234.821 = 10	237.569 à 237.571 = 3
234.832 à 234.841 = 10	237.574 à 237.588 = 15
234.958 à 234.961 = 4	237.591 à 237.600 = 10
234.965 à 234.997 = 33	237.601 à 237.623 = 23
235.005 à 235.029 = 25	237.625 à 237.736 = 112
235.038 à 235.146 = 109	237.774 à 237.953 = 180
235.156 à 235.225 = 70	237.956 à 237.960 = 5
235.236 à 235.260 = 25	237.991 à 237.995 = 5
235.265 à 235.269 = 5	237.996 et 237.997 = 2
235.278 à 235.284 = 7	238.004 à 238.016 = 13
235.298 à 235.320 = 23	238.036 à 238.093 = 58
235.321 à 235.328 = 8	238.099 à 238.160 = 62
235.329 à 235.345 = 17	238.191 à 238.222 = 32
235.346 et 235.347 = 2	238.273 à 238.350 = 78
235.348 à 235.383 = 36	238.601 à 238.610 = 10
235.419 à 235.488 = 70	238.645 à 238.685 = 41
235.518 à 235.529 = 12	238.686 et 238.687 = 2
235.533 = 1	238.838 à 238.847 = 10
235.535 à 235.548 = 14	238.851 à 238.865 = 15
235.569 à 235.585 = 17	238.876 à 238.885 = 10
235.586 à 235.591 = 6	238.901 à 239.300 = 400
235.592 à 235.600 = 9	239.301 à 239.700 = 400
235.606 à 235.761 = 156	240.001 = 1
235.791 à 235.832 = 42	240.003 à 240.012 = 10
235.839 et 235.840 = 2	240.017 à 240.031 = 15
235.851 à 236.056 = 206	240.035 à 240.042 = 8
236.069 à 236.075 = 7	240.046 à 240.051 = 6
236.088 à 236.092 = 5	240.094 à 240.098 = 5
236.138 à 236.147 = 10	240.104 à 240.108 = 5
236.158 à 236.167 = 10	240.112 à 240.123 = 12
236.176 à 236.182 = 7	240.127 à 240.140 = 14
236.201 à 236.325 = 125	240.161 à 240.242 = 82
236.326 = 1	240.256 à 240.266 = 11
236.369 = 1	240.273 à 240.287 = 15
236.442 à 236.447 = 6	240.298 à 240.317 = 20
236.453 à 236.455 = 3	240.318 à 240.347 = 30
236.493 = 1	240.358 à 240.423 = 66
236.494 et 236.495 = 2	240.461 à 240.467 = 7
236.536 à 236.540 = 5	240.474 à 240.526 = 53
236.549 = 1	240.532 à 240.624 = 93
236.554 à 236.572 = 19	240.662 à 240.677 = 16
236.575 à 236.583 = 9	240.685 à 240.774 = 90
236.590 à 236.596 = 7	240.789 à 240.791 = 3
236.599 = 1	240.792 à 240.816 = 25

240.822 à 240.826 = 5	244.621 à 244.651 = 31	248.004 à 248.018 = 15	248.816 à 248.820 = 5
240.832 à 240.836 = 4	244.662 à 244.672 = 11	248.052 à 248.067 = 16	248.826 à 248.831 = 6
240.837 à 240.871 = 35	244.687 à 244.708 = 22	248.083 à 248.092 = 10	248.835 à 248.858 = 24
240.884 à 240.964 = 81	244.774 à 244.778 = 5	248.093 à 248.108 = 16	248.864 à 248.893 = 30
240.977 à 241.000 = 24	244.779 à 244.823 = 45	248.119 à 248.123 = 5	248.906 à 248.908 = 3
241.001 à 241.058 = 58	244.838 à 244.852 = 15	248.139 à 248.142 = 4	248.909 à 248.912 = 4
241.066 à 241.083 = 18	244.857 à 244.896 = 40	248.183 à 248.208 = 26	248.914 à 248.952 = 39
241.087 à 241.093 = 7	244.907 à 244.911 = 5	248.229 à 248.236 = 8	248.953 à 248.962 = 10
241.099 à 241.255 = 157	245.123 à 245.134 = 12	248.237 à 248.254 = 18	249.013 à 249.025 = 13
241.256 à 241.279 = 24	245.135 à 245.169 = 35	248.265 à 248.274 = 10	249.061 à 249.070 = 10
241.280 à 241.283 = 4	245.200 à 245.239 = 40	248.285 à 248.294 = 10	249.091 à 249.100 = 10
241.309 à 241.333 = 25	245.267 à 245.291 = 25	248.305 à 248.309 = 5	249.109 à 249.113 = 5
241.344 à 241.353 = 10	245.292 à 245.307 = 16	248.314 et 248.315 = 2	249.114 à 249.128 = 15
241.384 à 241.399 = 16	245.313 à 245.315 = 3	248.316 à 248.323 = 8	249.136 à 249.138 = 3
241.415 à 241.471 = 57	245.321 à 245.334 = 14	248.327 à 248.331 = 5	249.178 à 249.187 = 10
241.473 à 241.491 = 19	245.341 à 245.377 = 37	248.332 à 248.334 = 3	249.198 à 249.290 = 93
241.494 à 241.546 = 53	245.387 à 245.410 = 24	248.335 à 248.337 = 3	249.296 à 249.301 = 6
241.572 à 241.589 = 18	245.416 à 245.420 = 5	248.338 à 248.375 = 38	249.302 et 249.303 = 2
241.595 à 241.600 = 6	245.426 à 245.484 = 59	248.387 à 248.389 = 3	249.337 à 249.352 = 15
241.614 à 241.616 = 1	245.510 à 245.522 = 13	248.420 à 248.464 = 45	249.377 à 249.406 = 30
241.616 à 241.630 = 15	245.526 à 245.542 = 17	248.485 à 248.495 = 11	249.414 à 249.450 = 37
241.634 à 241.642 = 9	245.684 à 245.694 = 11	248.518 à 248.539 = 22	249.454 à 249.466 = 13
241.646 à 241.665 = 20	245.730 à 245.751 = 22	248.552 à 248.571 = 20	249.474 à 249.491 = 18
241.676 à 241.685 = 10	245.757 à 245.772 = 16	248.576 à 248.590 = 15	249.522 à 249.538 = 17
241.706 à 241.720 = 15	245.792 à 245.851 = 60	248.596 à 248.636 = 41	249.544 à 249.549 = 6
241.721 à 241.869 = 149	245.865 à 245.889 = 25	248.717 à 248.726 = 10	249.561 à 249.625 = 65
241.872 à 241.913 = 42	245.896 à 245.899 = 4	248.728 à 248.732 = 5	249.637 à 249.658 = 22
241.917 à 241.964 = 48	246.000 à 246.001 = 1	248.733 à 248.742 = 10	249.662 à 249.671 = 10
241.970 à 241.974 = 5	246.001 à 246.049 = 49	248.743 et 248.744 = 2	249.722 à 249.725 = 4
241.976 à 242.000 = 25	246.058 à 246.061 = 4	248.750 à 248.755 = 6	249.731 à 249.735 = 5
242.001 à 242.039 = 39	246.077 à 246.127 = 51	248.781 à 248.790 = 10	249.738 à 249.780 = 43
242.045 à 242.059 = 15	246.158 à 246.174 = 17	248.796 à 248.815 = 20	249.786 à 249.795 = 10
242.060 à 242.064 = 5	246.175 à 246.204 = 30	Total: 11.125 obligations.	
242.065 à 242.165 = 101	246.220 et 246.221 = 2		
242.169 à 242.200 = 32	246.252 à 246.256 = 5		
242.203 à 242.223 = 21	246.279 à 246.284 = 6		
242.226 à 242.238 = 13	246.335 à 246.338 = 4		
242.246 à 242.300 = 55	246.349 à 246.358 = 10		
242.301 à 242.371 = 71	246.365 à 246.374 = 10		
242.392 à 242.424 = 33	246.378 à 246.383 = 6		
242.427 à 242.452 = 26	246.394 à 246.414 = 21		
242.456 à 242.468 = 13	246.417 à 246.422 = 6		
242.474 à 242.498 = 25	246.423 à 246.425 = 3		
242.499 et 242.500 = 2	246.426 à 246.430 = 5		
242.501 à 242.505 = 5	246.441 à 246.447 = 7		
242.516 à 242.519 = 4	246.463 à 246.470 = 8		
242.542 à 242.546 = 5	246.486 à 246.495 = 10		
242.552 à 242.595 = 44	246.506 à 246.511 = 6		
242.597 à 242.650 = 54	246.515 à 246.524 = 10		
242.651 à 242.678 = 28	246.535 à 246.557 = 23		
242.682 à 242.710 = 29	246.566 à 246.579 = 14		
242.713 et 242.714 = 2	246.585 à 246.588 = 4		
242.725 à 242.759 = 35	246.594 à 246.598 = 5		
242.765 à 242.777 = 13	246.599 à 246.603 = 5		
242.780 à 242.799 = 20	246.619 à 246.624 = 6		
242.801 à 242.852 = 52	246.640 à 246.669 = 30		
242.861 à 242.925 = 65	246.685 à 246.697 = 13		
242.964 à 242.992 = 29	246.701 à 246.709 = 9		
243.000 à 243.025 = 26	246.710 à 246.719 = 10		
243.031 à 243.034 = 4	246.725 à 246.737 = 13		
243.035 à 243.036 = 1	246.743 à 246.750 = 8		
243.036 à 243.039 = 4	246.751 à 246.777 = 27		
243.071 à 243.231 = 161	246.803 à 246.807 = 5		
243.237 à 243.365 = 129	246.810 à 246.819 = 10		
243.383 à 243.387 = 5	246.832 à 246.871 = 40		
243.398 à 243.401 = 4	246.873 à 246.878 = 6		
243.406 à 243.451 = 46	246.904 à 246.908 = 1		
243.457 à 243.499 = 43	246.908 à 246.923 = 16		
243.504 à 243.536 = 33	246.929 à 246.931 = 3		
243.542 à 243.586 = 45	246.933 à 246.961 = 29		
243.628 à 243.676 = 49	246.970 à 247.005 = 36		
243.679 à 243.699 = 21	247.021 à 247.041 = 21		
243.720 à 243.739 = 20	247.047 à 247.096 = 50		
243.742 à 243.746 = 5	247.112 à 247.136 = 25		
243.753 à 243.764 = 12	247.142 à 247.151 = 10		
243.810 à 243.819 = 10	247.159 à 247.163 = 5		
243.870 à 243.880 = 11	247.192 à 247.256 = 65		
243.886 à 243.890 = 5	247.286 à 247.310 = 25		
243.901 à 243.901 = 1	247.333 à 247.356 = 24		
243.927 à 243.960 = 34	247.367 à 247.371 = 5		
243.965 à 243.965 = 1	247.372 à 247.381 = 10		
243.971 à 243.976 = 6	247.382 à 247.389 = 8		
244.002 à 244.016 = 15	247.400 à 247.425 = 26		
244.029 à 244.051 = 23	247.441 à 247.453 = 13		
244.055 à 244.097 = 43	247.455 à 247.464 = 10		
244.103 à 244.112 = 10	247.497 à 247.501 = 5		
244.118 à 244.186 = 69	247.515 à 247.607 = 93		
244.219 à 244.221 = 3	247.609 à 247.613 = 5		
244.260 à 244.279 = 20	247.627 à 247.639 = 13		
244.394 à 244.413 = 20	247.640 à 247.646 = 7		
244.434 à 244.453 = 20	247.647 à 247.652 = 6		
244.454 à 244.461 = 8	247.656 à 247.675 = 20		
244.462 à 244.465 = 4	247.701 à 247.787 = 87		
244.466 à 244.472 = 7	247.798 à 247.803 = 6		
244.482 à 244.491 = 10	247.805 à 247.817 = 13		
244.511 à 244.550 = 40	247.818 à 247.830 = 13		
244.556 à 244.556 = 1	247.831 à 247.871 = 41		
244.562 à 244.564 = 3	247.885 à 247.894 = 10		
244.591 à 244.593 = 3	247.914 à 247.918 = 5		

LES SUCCESEURS DE B. TRAYVOU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.500.000 NF

SIÈGE SOCIAL: LA MULATIERE (RHÔNE)

R. C.: Lyon 54-B 940.

Obligations 4 % 1945 de 20 NF.

LISTE NUMERIQUE

1° Des 176 obligations (compte tenu des obligations précédemment rachetées) sorties au tirage complémentaire du 10 juillet 1962 et remboursables à partir du 15 septembre 1962, coupons n° 18 du 15 septembre 1963 et suivants attachés, au pair de 20 NF.

Pour parfaire le présent amortissement, la société a procédé au rachat en Bourse de 14 obligations;

2° Des séries contenant des obligations amorties antérieurement et non encore remboursées.

1 à 218 (1959)	1.069 à 1.191 (1961)	2.042 à 2.540 (1962)
219 à 387 (1960)	1.390 à 1.577 (1955)	2.674 à 3.000 (1959)
513 à 645 (1960)	1.762 à 2.041 (1961)	

LIP

Société anonyme d'horlogerie.

CAPITAL: 10.000.000 NF

SIÈGE SOCIAL: 6, RUE DES CHALETS, BESANÇON (DOUBS)

R. C.: Besançon 55-B 4.

Obligations 6 1/2 1954 de 100 NF.

LISTE NUMERIQUE

1° De la série comprenant les 719 obligations sorties au huitième tirage d'amortissement effectué le 25 juin 1962 (114 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement);

2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.

NUMÉROS	DATES de remboursement.	TAUX de remboursement.
		Nouveaux francs.
3.521 à 3.951	1 ^{er} septembre 1956.	105,96
3.953 à 4.560	1 ^{er} septembre 1961.	110,62
4.994 à 5.085	1 ^{er} septembre 1961.	110,62
5.337 à 5.961	1 ^{er} septembre 1960.	109,80
6.799 à 7.885	1 ^{er} septembre 1962.	110,98

CSF - COMPAGNIE GENERALE DE TELEGRAPHIE SANS FIL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 84.066.600 NOUVEAUX FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 79, BOULEVARD HAUSSMANN, A PARIS

Registre du commerce : Seine n° 55-B 5902.

OBLIGATIONS 4 % 1945 DE 50 NF NOMINAL

DE LA

Société française radio-électrique

absorbée par la CSF-Compagnie générale de télégraphie sans fil.

Echéance du 1^{er} septembre 1962.

Quatrième tirage effectué le 2 juillet 1962 pour amortissement de 567 obligations.

La liste ci-dessous comprend :

- a) Les séries sorties au quatrième tirage (en caractères gras) ;
 b) Les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore totalement remboursées.

NUMEROS EXTREMES des séries.	ANNÉES de rembour- sement.	NUMEROS EXTREMES des séries.	ANNÉES de rembour- sement.
106 à 110	1962	4.926 à 4.930	1961
151 à 155	»	5.101 à 5.105	»
171 à 175	»	5.251 à 5.255	1962
266 à 270	1961	5.321 à 5.325	»
281 à 285	1959	5.421 à 5.425	»
301 à 305	»	5.476 à 5.480	1961
421 à 425	1962	5.481 à 5.485	1962
431 à 435	»	5.516 à 5.520	1961
446 à 450	»	5.671 à 5.675	1962
481 à 485	»	5.746 à 5.750	»
531 à 535	»	5.841 à 5.845	1961
801 à 805	1961	5.861 à 5.865	1960
826 à 830	1962	5.916 à 5.920	1962
981 à 985	»	5.921 à 5.925	»
1.546 à 1.550	»	5.976 à 5.980	»
1.626 à 1.630	»	6.056 à 6.060	1961
1.631 à 1.635	»	6.101 à 6.105	»
1.766 à 1.770	1961	6.136 à 6.140	»
1.811 à 1.815	1962	6.191 à 6.195	1962
1.876 à 1.880	1960	6.196 à 6.200	1960
1.921 à 1.925	1962	6.201 à 6.205	1962
1.926 à 1.930	1961	6.311 à 6.315	1961
2.011 à 2.015	»	6.351 à 6.355	1962
2.031 à 2.035	1962	6.386 à 6.390	»
2.071 à 2.075	1961	6.421 à 6.425	»
2.126 à 2.130	1962	6.831 à 6.835	1960
2.136 à 2.140	»	6.951 à 6.955	1962
2.276 à 2.280	1960	6.966 à 6.970	»
2.341 à 2.345	1961	7.071 à 7.075	»
2.416 à 2.420	1962	7.106 à 7.110	»
2.466 à 2.470	1960	7.131 à 7.135	1961
2.476 à 2.480	1959	7.296 à 7.300	1962
2.501 à 2.505	1961	7.426 à 7.430	1960
2.561 à 2.565	1962	7.446 à 7.450	1962
2.606 à 2.610	1960	7.886 à 7.890	»
2.646 à 2.650	1961	7.966 à 7.970	»
2.691 à 2.695	1962	7.976 à 7.980	»
2.721 à 2.725	1961	8.006 à 8.010	»
2.946 à 2.950	1962	8.071 à 8.075	1961
3.026 à 3.030	1961	8.086 à 8.090	1962
3.266 à 3.270	»	8.211 à 8.215	»
3.371 à 3.375	1962	8.266 à 8.270	1961
3.461 à 3.465	1960	8.411 à 8.415	»
3.636 à 3.640	»	8.446 à 8.450	»
3.651 à 3.655	1962	8.496 à 8.500	1960
3.666 à 3.670	»	8.871 à 8.875	1962
3.681 à 3.685	1961	8.946 à 8.950	»
3.706 à 3.710	1959	8.961 à 8.965	»
3.781 à 3.785	1962	8.971 à 8.975	»
3.826 à 3.830	1961	9.016 à 9.020	»
3.866 à 3.870	1962	9.071 à 9.075	»
3.971 à 3.975	»	9.146 à 9.150	»
3.986 à 3.990	1961	9.251 à 9.255	»
4.001 à 4.005	1962	9.286 à 9.290	»
4.026 à 4.030	»	9.411 à 9.415	»
4.111 à 4.115	1961	9.421 à 9.425	»
4.281 à 4.285	1962	9.571 à 9.575	»
4.366 à 4.370	»	9.611 à 9.615	1960
4.401 à 4.405	1961	9.746 à 9.750	1961
4.416 à 4.420	1962	9.751 à 9.755	»
4.486 à 4.490	»	9.791 à 9.795	1962
4.521 à 4.525	1960	9.806 à 9.810	»
4.601 à 4.605	1962	9.866 à 9.870	»
4.746 à 4.750	»	9.921 à 9.925	1961
4.791 à 4.795	»	10.006 à 10.010	1962
4.796 à 4.800	»	10.026 à 10.030	1959
4.816 à 4.820	»	10.101 à 10.105	1961
4.921 à 4.925	»	10.116 à 10.120	»

NUMEROS EXTREMES des séries.	ANNÉES de rembour- sement.	NUMEROS EXTREMES des séries.	ANNÉES de rembour- sement.
10.186 à 10.190	1962	15.061 à 15.065	1962
10.201 à 10.205	»	15.066 à 15.070	»
10.231 à 10.235	1961	15.151 à 15.155	»
10.266 à 10.270	1962	15.156 à 15.160	1961
10.331 à 10.335	1960	15.261 à 15.265	1962
10.421 à 10.425	»	15.306 à 15.310	»
10.451 à 10.455	1959	15.461 à 15.465	1961
10.496 à 10.500	1961	15.601 à 15.605	1962
10.531 à 10.535	1962	15.646 à 15.650	1961
10.576 à 10.580	»	15.776 à 15.780	1962
10.601 à 10.605	1961	15.831 à 15.835	»
10.621 à 10.625	»	15.836 à 15.840	»
10.676 à 10.680	1962	16.021 à 16.025	»
10.736 à 10.740	»	16.241 à 16.245	»
10.766 à 10.770	»	16.331 à 16.335	»
10.796 à 10.800	1960	16.376 à 16.380	»
11.031 à 11.035	1961	16.391 à 16.395	»
11.106 à 11.110	1962	16.416 à 16.420	»
11.146 à 11.150	1961	16.481 à 16.485	1960
11.181 à 11.185	»	16.486 à 16.490	1961
11.241 à 11.245	1962	16.686 à 16.690	1962
11.256 à 11.260	1960	16.721 à 16.725	»
11.311 à 11.315	1961	16.746 à 16.750	1961
11.351 à 11.355	1960	16.861 à 16.865	1962
11.471 à 11.475	1961	16.926 à 16.930	»
11.571 à 11.575	1960	16.956 à 16.960	»
11.581 à 11.585	1962	16.981 à 16.985	»
11.646 à 11.650	»	17.026 à 17.030	»
11.656 à 11.660	»	17.071 à 17.075	»
11.676 à 11.680	»	17.091 à 17.095	1961
11.681 à 11.685	»	17.096 à 17.100	1959
11.691 à 11.695	1961	17.111 à 17.115	1962
11.721 à 11.725	»	17.136 à 17.140	»
11.726 à 11.730	1962	17.181 à 17.185	1961
11.771 à 11.775	»	17.236 à 17.240	1959
11.901 à 11.905	»	17.296 à 17.300	1960
11.976 à 11.980	1961	17.326 à 17.330	1962
12.036 à 12.040	»	17.356 à 17.360	»
12.106 à 12.110	1962	17.681 à 17.685	»
12.276 à 12.280	»	17.736 à 17.740	»
12.301 à 12.305	»	17.976 à 17.980	1961
12.351 à 12.355	1959	18.001 à 18.005	1962
12.431 à 12.435	1962	18.061 à 18.065	»
12.461 à 12.465	»	18.081 à 18.085	»
12.536 à 12.540	1961	18.086 à 18.090	»
12.691 à 12.695	1962	18.146 à 18.150	1961
12.786 à 12.790	»	18.216 à 18.220	1962
13.036 à 13.040	»	18.331 à 18.335	1960
13.071 à 13.075	1960	18.476 à 18.480	1961
13.091 à 13.095	1962	18.516 à 18.520	1962
13.261 à 13.265	»	18.526 à 18.530	»
13.281 à 13.285	1961	18.536 à 18.540	»
13.326 à 13.330	1962	18.576 à 18.580	1961
13.351 à 13.355	1960	18.646 à 18.650	1962
13.426 à 13.430	»	18.666 à 18.670	»
13.431 à 13.435	1961	18.681 à 18.685	1959
13.461 à 13.465	»	18.726 à 18.730	1962
13.496 à 13.500	1962	18.781 à 18.785	»
13.776 à 13.780	»	18.831 à 18.835	»
13.891 à 13.895	»	18.876 à 18.880	»
13.961 à 13.965	»	18.926 à 18.930	»
14.011 à 14.015	»	19.116 à 19.120	»
14.096 à 14.100	»	19.281 à 19.285	»
14.191 à 14.195	»	19.321 à 19.325	»
14.226 à 14.230	1960	19.326 à 19.330	»
14.261 à 14.265	1962	19.476 à 19.480	»
14.301 à 14.305	»	19.496 à 19.500	»
14.476 à 14.480	»	19.561 à 19.565	»
14.611 à 14.615	1961	19.716 à 19.720	1961
14.646 à 14.650	»	19.756 à 19.760	1962
14.906 à 14.910	»	19.791 à 19.795	»

Aucun titre n'était frappé d'opposition à la date du quatrième tirage.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à leur montant nominal à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2^e).**DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM**Rectificatif au *Journal officiel* du 26 juin 1962 : page 6199, 2^e colonne, 2^e insertion, au lieu de : « substituer à son nom patronymique celui de Daltour », lire : « ajouter à son nom patronymique Fromental celui de Daltour ».

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1961.)

22 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Carpentras. **Syndicat d'initiative du Barroux**. But : faire connaître et protéger les sites, les monuments, les richesses de la commune du Barroux et contribuer au développement économique. Siège social : au Barroux (Vaucluse).

25 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Loches. **Comité d'Yzeures-sur-Creuse des anciens d'Algérie**. But : resserrer les liens d'amitié entre les jeunes gens ayant servi en A. F. N. Siège social : mairie d'Yzeures-sur-Creuse (Indre-et-Loire).

25 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Langon. **Syndicat d'initiative de Blasimon et ses environs**. But : étudier les mesures susceptibles d'aider au développement et à la prospérité de la région et lutter contre l'exode de sa population. Siège social : mairie de Blasimon (Gironde).

25 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **Union commerciale, industrielle et artisanale**. But : défense des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ; organisation de manifestations propres à développer ces activités. Siège social : mairie de Saint-Germain-du-Bois (Saône-et-Loire).

26 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Vendôme. **Foyer du jeune travailleur de Vendôme**. But : promouvoir et gérer toutes réalisations se proposant d'aider, de loger, de nourrir, d'instruire et d'éduquer les jeunes travailleurs et les jeunes travailleuses, après leur travail. Siège social : 8, rue Ferme, Vendôme (Loir-et-Cher).

26 juin 1962. Déclaration à la préfecture de police. **Association amicale des laboratoires de l'école polytechnique (A. A. L. E. P.)**. But : développement des activités de recherche dans l'intérêt des laboratoires et de leur personnel. Siège social : 17, rue Descartes, Paris.

27 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Union haltérophile vichyssoise**. But : pratique de l'haltérophilie et du culturisme. Siège social : 5, rue du Sport, Vichy (Allier).

27 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture d'Oloron. **Les Amis de Lucq-de-Béarn**. But : contribuer dans tous les domaines à l'expansion de la commune de Lucq-de-Béarn ; assurer la conservation et la mise en valeur de son bourg et de ses ruines historiques ; travailler à la formation physique et morale de la jeunesse par les activités d'éducation populaire et sportive. Siège social : mairie de Lucq-de-Béarn (Basses-Pyrénées).

28 juin 1962. Déclaration à la préfecture de la Martinique. **Jeunes unis pour la culture**. But : contribuer au développement intellectuel, artistique et physique de ses membres. Siège social : rue Victor-Hugo, Saint-Joseph.

29 juin 1962. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Comité des fêtes de la Baconnière**. But : organiser des fêtes publiques, nationales et communales. Siège social : mairie de la Baconnière.

29 juin 1962. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **La Ronde villageoise**. But : développer le goût de la danse populaire et encourager la pratique ; étude, maintien et prospérité des traditions et des arts populaires locaux ; développer l'amitié entre jeunes sur le plan local, régional, national. Siège social : villa Cantabria, route Stratégique, Cormeilles-en-Parisis.

30 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Montmorillon. **La Pétanque charroloise**. But : pratique du jeu de boules « pétanque » et jeu provençal. Siège social : hôtel du Commerce, Charroux (Vienne).

30 juin 1962. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Syndicat d'initiative de Neuville-aux-Bois**. But : étudier les mesures qui peuvent étendre la prospérité de Neuville-aux-Bois et en poursuivre la réalisation. Siège social : mairie, Neuville-aux-Bois.

30 juin 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Vouziers. **Foyer rural de Saint-Morel**. But : aménager dans son périmètre un centre d'aspect plaisant offert et ouvert à tous ; étudier en commun les questions d'ordre technique, économique et social intéressant la vie rurale sous tous ses aspects ; développer l'éducation des milieux ruraux en matière syndicale, mutualiste et coopérative en liaison avec les organismes professionnels ; favoriser la pratique de l'éducation physique et sportive ; organiser les loisirs de la collectivité dans son ensemble par la création et l'usage de bibliothèques, par le moyen de conférences, de réunions amicales, de séances artistiques (théâtre, cinéma, soirées musicales, concerts, etc.) ; renforcer par tous les moyens la solidarité morale des habitants, l'esprit de compréhension mutuelle et d'entraide. Siège social : mairie de Saint-Morel (Ardennes).

5 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de police. **Comité local de la bibliothèque polonaise**. But : superviser l'activité scientifique et la gestion administrative de la bibliothèque polonaise de Paris. Siège social : 6, quai d'Orléans, Paris.

6 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de police. **Syndicat national des déshydrateurs de produits alimentaires**. But : défense des intérêts professionnels. Siège social : 3, rue de Logelbach, Paris.

9 juillet 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Beaune. **Association communale de chasse de Pagny-le-Château**. But : repeuplement. Siège social : Pagny-le-Château (Côte-d'Or).

9 juillet 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Segré. **Conseil des parents d'élèves des écoles publiques de Châtellais**. But : veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école publique. Siège social : école publique de garçons, Châtellais (Maine-et-Loire).

9 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Comité des fêtes du quartier de Bootz**. But : organisation de fêtes, réunions et autres manifestations populaires dont le produit est destiné aux vieillards du quartier de Bootz. Siège social : 42, quai de Bootz, Laval.

10 juillet 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaulin. **Association familiale de Camaret-sur-Mer**. But : défense des intérêts matériels et moraux des familles. Siège social : chez Mme Grouhel (Anne-Marie), au Styvel en Camaret-sur-Mer (Finistère).

10 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de police. **Les Amitiés mélanésiennes**. But : s'occuper de la situation matérielle et morale des étudiants néo-calédoniens en France. Siège social : 59, rue Claude-Bernard, Paris.

11 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Union départementale pour le ramassage scolaire**. But : organiser le ramassage des élèves de l'école publique. Siège social : 3 bis, rue de l'Orient, Toulouse.

11 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Cercle universitaire international de Toulouse**. But : organiser l'accueil des étudiants étrangers à l'université de Toulouse. Siège social : 15, rue des Lois, Toulouse.

11 juillet 1962. Déclaration à la sous-préfecture de Die. **Association constatoise des œuvres unionistes de plein air**. But : développer et favoriser les loisirs et la culture populaire dans la jeunesse. Siège social : maison Chantebise, Saou (Drôme).

11 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de police. **Association pour le développement de la faculté des sciences de Paris**. But : favoriser le rayonnement de la faculté des sciences de Paris et le développement d'activités scientifiques et sociales dans l'intérêt de la faculté et cela par tous moyens appropriés. Siège social : 9, quai Saint-Bernard, Paris.

12 juillet 1962. Déclaration à la préfecture de Lons-le-Saunier. **Lions-Club de Lons-le-Saunier (Jura)**. But : unir ses membres dans les liens d'amitié, de bonne camaraderie et de bonne compréhension mutuelle ; organiser des manifestations rentables pour un but philanthropique ; prendre un intérêt actif au bien-être civique, économique, social et moral de la communauté. Siège social : hôtel du Cheval-Rouge, 47, rue Lecourbe, Lons-le-Saunier.

12 juillet 1962. Déclaration à la sous-préfecture d'Avesnes. **Association d'éducation populaire d'Obrechies, Choisis, Damousies et Wattignies-la-Victoire**. But : organisation de voyages en commun, d'excursions collectives ; organisation de cercles d'études, conférences, réunions éducatives, de cercles d'hommes, jeunes gens, femmes, jeunes filles ; organisation de séances théâtrales, de séances cinématographiques, télévisées, de réunions familiales, de kermesses... Siège social : presbytère, Obrechies (Nord).